



Drapeau de la province de Québec adopté par la Loi concernant le drapeau officiel de la province (14 Geo. VI, ch. 3)
Flag of the Province of Quebec adopted by the Act respecting the Official Flag of the Province (14 Geo. VI, Ch. 3)

Gazette officielle de Québec

(PUBLIÉE PAR LE GOUVERNEMENT DE LA PROVINCE)

Quebec Official Gazette

(PUBLISHED BY THE PROVINCIAL GOVERNMENT)

PROVINCE DE QUÉBEC

QUÉBEC, SAMEDI 12 AOÛT 1950

PROVINCE OF QUEBEC

QUEBEC, SATURDAY, AUGUST 12th, 1950

RÉCEPTION DES ANNONCES

Avis est par les présentes donné que l'ultime délai pour la réception de toute annonce, pour publication dans la *Gazette officielle de Québec*, est fixé à midi, le mercredi de chaque semaine, durant les mois de juillet et août 1950.

Québec, le 19 juin 1950.

L'Imprimeur du Roi,
RÉDEMPTE PARADIS.

27765-25-10-o

RECEIPT OF ADVERTISING COPIES

Notice is hereby given that the ultimate delay for receiving any advertising copy, for publication in the *Quebec Official Gazette*, is fixed to noon on Wednesday of each week, during the months of July and August, 1950.

Quebec, this 19th of June 1950.

RÉDEMPTE PARADIS,
King's Printer.

27765-25-10-o

AVIS AUX INTÉRESSÉS

Règlements

1° Adresser toute correspondance à: l'Imprimeur du Roi, Québec.

2° Transmettre l'annonce dans les deux langues officielles. Lorsque celle-ci est transmise dans une seule langue, la traduction en est faite aux frais des intéressés, d'après le tarif officiel.

3° Spécifier le nombre d'insertions.

4° Payer comptant et avant publication le coût des annonces, suivant le tarif ci-dessous. Cependant, exception est faite lorsque ces annonces doivent être publiées plusieurs fois. L'intéressé doit alors acquitter la facture sur réception et avant la deuxième insertion: sinon, cette dernière

NOTICE TO INTERESTED PARTIES

Rules

1. Address all communications to: The King's Printer, Quebec.

2. Transmit advertising copy in the two official languages. When same is transmitted in one language only, the translation will be made at the cost of the interested parties, according to official rates.

3. Specify the number of insertions.

4. Cash payment is exacted for advertising copy before publication, according to the rates hereinbelow set forth. Exception being made when the said advertising copy is to be published several times. The interested party shall then pay upon reception of his account and before

Autorisé comme envoi postal de la deuxième classe, Ministère des Postes, Ottawa, Canada.

Authorized, by the Canada Post Office, Ottawa, as second class mailable matter.

insertion est suspendue, sans autre avis et sans préjudice des droits de l'Imprimeur du Roi qui rembourse, chaque fois, s'il y a lieu, toute somme versée en plus.

5° L'abonnement, la vente de documents, etc., sont strictement payables d'avance.

6° Toute remise doit être faite à l'ordre de l'Imprimeur du Roi, par chèque visé, par mandat de banque ou mandat-poste.

7° La *Gazette officielle de Québec* est publiée le samedi matin de chaque semaine; mais l'ultime délai pour la réception des avis, documents ou annonces, pour publication, expire à midi, le jeudi à condition que l'un des trois derniers jours de la semaine ne soit pas un jour férié. Dans ce dernier cas, l'ultime délai expire à midi, le mercredi. Les avis, documents ou annonces reçus en retard sont publiés dans une édition subséquente. De plus, l'Imprimeur du Roi a le droit de retarder la publication de certains documents, à cause de leur longueur ou pour des raisons d'ordre administratif.

8° Toutes demandes d'annulation ou toutes remises d'argent sont soumises aux dispositions de l'article 7.

9° Si une erreur typographique se glisse dans une première insertion, les intéressés sont priés d'en avertir l'Imprimeur du Roi avant la seconde insertion, et ce afin d'éviter, de part et d'autre, des frais onéreux de reprise.

Tarif des Annonces, Abonnements, etc.

Première insertion: 15 cents la ligne *agate*, pour chaque version, (14 lignes au pouce, soit 266 lignes par page, pour les deux versions).

Insertions subséquentes: 5 cents la ligne *agate*, pour chaque version.

La matière tabulaire (listes de noms, de chiffres, etc.) est comptée double.

Traduction: 50 cents des 100 mots.

Exemplaire séparé: 30 cents chacun.

Feuilles volantes: \$1 la douzaine.

Abonnement: \$7 par année.

N. B.— Les chiffres placés au bas des avis ont la signification suivante:

Le premier chiffre réfère à notre numéro d'ordre; le deuxième à celui de l'édition de la *Gazette* pour la première insertion; le troisième à celui du nombre d'insertions, et la lettre "o" signifie que la matière n'est ni de notre composition ni de notre traduction. Les avis publiés une seule fois ne sont suivis que de notre numéro d'ordre.

L'Imprimeur du Roi,
RÉDEMPTI PARADIS.

Hôtel du Gouvernement. Québec, 27 juin 1940.
26439 — 1-52

the second insertion: otherwise this last insertion will be suspended without further notice and without prejudice as regards the rights of the King's Printer, who refunds, in all cases, over payment, if any.

5. Subscriptions, sale of documents, etc., are strictly payable in advance.

6. Remittance must be made to the order of the King's Printer, by accepted cheque, by bank or postal money order.

7. The *Quebec official Gazette* is published every Saturday morning; but the final delay for receiving notices, documents or advertising copy, for publication, expires at noon on Thursday, provided that none of the three last days of the week be a holiday. In the latter case, the ultimate delay expires at noon on Wednesday. Notices, documents or advertising copy not received on time, will be published in a subsequent edition. Moreover the King's Printer is entitled to delay the publication of certain documents, due to their length or for reasons of administration.

8. Any demands for cancellation or any remittances of money are subject to the provisions of article 7.

9. If a typographical error occurs in the first insertion, the interested parties are requested to advise the King's Printer before the second insertion, so as to avoid, for both parties, onerous costs of republishing.

Advertising Rate, Subscriptions, etc.

First insertion: 15 cents per *agate* line, for each version, (14 lines to the inch, namely 266 lines per page, for both versions).

Subsequent insertions: 5 cents per *agate* line, for each version.

Tabular matter (list of names, figures, etc.) at double rate.

Translation: 50 cents per 100 words.

Single copies: 30 cents each.

Slips: \$1. per dozen.

Subscriptions: \$7. per year.

N. B.— The figures at the bottom of notices have the following meaning:

The first figure refers to our document number; the second to that of the edition of the *Gazette* for the first insertion; the third the number of insertions, and the letter "o" signifies that the copy was neither our composition nor our translation. Notice published but once are followed only by our document number.

RÉDEMPTI PARADIS,
King's Printer.

Government House. Québec, June 27th, 1940.
26439 — 1-52

Lettres patentes

Academy Realty Corporation

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-Gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du dix-neuf juin 1950, constituant en corporation: Nathan Gold, contremaitre, Mendel Gold, marchand et Samuel Stein, avocat, tous des cité et district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Faire des placements ou autrement faire le négoce ou le commerce de propriétés immobili-

Letters Patent

Academy Realty Corporation

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the nineteenth day of June, 1950, incorporating: Nathan Gold, foreman, Mendel Gold, merchant, and Samuel Stein, advocate, all of the City and Judicial District of Montreal, for the following purposes:

To invest in or otherwise deal in or with immovable property, under the name of "Academy

lières, sous le nom de "Academy Realty Corporation", avec un capital de \$150,000 divisé en 500 actions ordinaires d'une valeur au pair de \$100 chacune et en 1,000 actions privilégiées d'une valeur au pair de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le dix-neuf juin 1950.

L'Assistant-procureur général,
28059 L. DÉSILETS.

Acme Mold & Die Limited

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du vingt-huit juin 1950, constituant en corporation: Fernand Guertin, Gaston Lacroix, avocats, d'Outremont, Roland Savignac, notaire, de la cité de Montréal, tous du district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer et pratiquer l'industrie et le négoce de mécanicien, ouvrier ou machiniste, sous le nom de "Acme Mold & Die Limited", avec un capital de \$40,000, divisé en 400 actions de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-huit juin 1950.

L'Assistant-procureur général,
28059-o L. DÉSILETS.

Acton Vale Drive Yourself Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du vingt-trois juin 1950, constituant en corporation: Léo Davignon, comptable, Raymond Lacasse, comptable, et Jeanne Drouin, secrétaire, tous des cité et district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Opérer un commerce de location de véhicules-automobiles et faire le commerce de transport des personnes et marchandises, sous le nom de "Acton Vale Drive Yourself Inc.", avec un capital de \$40,000 divisé en 4,000 actions de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Acton Vale, district judiciaire de St-Hyacinthe.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-trois juin 1950.

L'Assistant-procureur général,
28059-o L. DÉSILETS.

Avenue Sportwear Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-Gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du dix-neuf juin 1950, constituant en corporation: Louis Orenstein, Bernard Diamond et Bernard S. Mergler, avocats, des cité et district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce qui consiste à fabriquer et autrement faire le négoce en général de tous articles vestimentaires, sous le nom de "Avenue Sportwear Ltd.", avec un capital de \$40,000 divisé en 200 actions ordinaires de \$100 chacune et en 200 actions privilégiées de \$100 chacune.

Realty Corporation", with a capital stock of \$150,000 divided into 500 common shares of a par value of \$100. each, and 1,000 preferred shares of a par value of \$100 each.

The head office of the Company will be at Montreal, Judicial District of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this nineteenth day of June, 1950.

L. DÉSILETS,
28059-o Deputy Attorney General.

Acme Mold & Die Limited

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-eighth day of June, 1950, incorporating: Fernand Guertin, Gaston Lacroix, advocates, of Outremont, Roland Savignac, notary, of the city of Montreal, all of the judicial district of Montreal, for the following purposes:

To carry on and engage in the trade and business of mechanic, toolmaker or machinist, under the name of "Acme Mold & Die Limited", with a capital stock of \$40,000 divided into 400 shares of \$100 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-eighth day of June, 1950.

L. DÉSILETS,
28059 Deputy Attorney General.

Acton Vale Drive Yourself Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-third day of June, 1950, incorporating: Léo Davignon, accountant, Raymond Lacasse, accountant, and Jeanne Drouin, secretary, all of the city and judicial district of Montreal, for the following purposes:

To carry on the business of renting motor vehicles and engage in the transportation of persons and merchandise, under the name of "Acton Vale Drive Yourself Inc.", with a capital stock of \$40,000 divided into 4,000 shares of \$10 each.

The head office of the company will be at Acton Vale, judicial district of St-Hyacinthe.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-third day of June, 1950.

L. DÉSILETS,
28059 Deputy Attorney General.

Avenue Sportwear Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Québec, bearing date the nineteenth day of June, 1950, incorporating: Louis Orenstein, Bernard Diamond and Bernard S. Mergler, advocates, of the City and Judicial District of Montreal, for the following purposes:

To carry on the business of manufacturing and otherwise dealing in, in general in all articles of clothing, under the name of "Avenue Sportwear Ltd.", with a capital stock of \$40,000; divided into 200 common shares of \$100. each and 200 preferred shares of \$100. each.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le dix-neuf juin 1950.

L'Assistant-procureur général,
28059 L. DÉSILETS.

The head office of the Company will be at Montreal, Judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this nineteenth day of June, 1950.

L. DÉSILETS,
28059-o Deputy Attorney General.

Best Chamois Limited

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-Gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du sept juin 1950, constituant en corporation: Lucien Roux, C.R., Hélène St-Denis, sténographe et Lorraine Côté, secrétaire, tous des cité et district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Manufacturer et autrement faire le négoce et le commerce de toutes sortes de peaux vertes, peaux brutes, peaux de veau ou d'agneau, peaux, cuirs et succédanés naturels ou artificiels, sous le nom de "Best Chamois Limited".

Le capital de la compagnie est divisé en 3,000 actions sans valeur nominale ou au pair, et le montant du capital avec lequel la compagnie commencera ses opérations ne sera pas moins que \$15,000.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le sept juin 1950.

L'Assistant-procureur général,
28059 L. DÉSILETS.

Best Chamois Limited

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the seventh day of June, 1950, incorporating: Lucien Roux, K.C., Hélène St-Denis, stenographer, and Lorraine Côté, secretary, all of the City and Judicial district of Montreal, for the following purposes:

To manufacture and otherwise deal in and with all kinds of pelts, hides, kips, skins, leathers and natural or artificial substitutes, under the name of "Best Chamois Limited".

The capital stock of the company is divided into 3,000 shares having no nominal or par value, and the amount of capital stock with which the company will commence its operations will not be less than \$15,000.

The head office of the company will be at Montreal, Judicial District of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this seventh day of June, 1950.

L. DÉSILETS,
28059-o Deputy Attorney General.

Bolton, Tremblay & Company Bolton, Tremblay & Compagnie

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-Gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du quinze juin 1950, constituant en corporation: Hamilton Bolton, consultant, de ville Mont-Royal, Maurice Tremblay, consultant en placement, de Westmount et Thomas Bernard Ryan, consultant en placement, de Verdun, tous du district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce comme consultants et conseillers en placement, sous le nom de "Bolton, Tremblay & Company" — "Bolton, Tremblay & Compagnie".

Le capital de la compagnie est divisé en 30,000 actions catégorie "B" d'une valeur au pair de \$1 chacune et en 30,000 actions catégorie "A" sans droit de vote d'une valeur au pair de \$1 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le quinze juin 1950.

L'Assistant-procureur général,
28059 L. DÉSILETS.

Bolton, Tremblay & Company Bolton, Tremblay & Compagnie

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the fifteenth day of June, 1950, incorporating: Hamilton Bolton, consultant, of the Town of Mount Royal, Maurice Tremblay, investment consultant, of Westmount, and Thomas Bernard Ryan, investment consultant, of Verdun, all in the Judicial District of Montreal, for the following purposes:

To carry on the business of investment consultants and investment counsels, under the name of "Bolton, Tremblay & Company" — "Bolton, Tremblay & Compagnie".

The capital stock of the company is divided into 30,000 Class "B" shares of the par value of \$1. each, and 30,000 Class "A" non-voting shares of the par value of \$1. each.

The head office of the Company will be at Montreal, Judicial District of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this fifteenth day of June, 1950.

L. DÉSILETS,
28059-o Deputy Attorney General.

Brooklyn Delicacies Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-Gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du huit juin 1950, constituant en corporation: Sam Chenoy, David Chenoy, marchands, David Lack, avocats et Pearl Auerbach, secrétaire, tous des cité et district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Brooklyn Delicacies Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the eighth day of June, 1950, incorporating: Sam Chenoy, David Chenoy, merchants, David Lack, advocate, and Pearl Auerbach, secretary, all of the City and Judicial District of Montreal, for the following purposes:

Exercer le commerce qui consiste à produire, manufacturer, mettre en boîtes et autrement faire le négoce et le commerce de légumes, fruits, poisson, volailles, viandes et autres articles et produits de même nature, sous le nom de "Brooklyn Delicacies Inc.", avec un capital de \$40,000 divisé en 2,000 actions ordinaires d'une valeur au pair de \$10 chacune et en 2,000 actions privilégiées d'une valeur au pair de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le huit juin 1950.

L'Assistant-procureur général,
28059 L. DÉSILETS.

Clerk Windows Limited

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-Gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du vingt-trois juin 1950, constituant en corporation: Edouard Clerk, gérant de ventes, Michel Clerk, vendeur, Stephen Clerk, Pierre Clerk, étudiants, de St-Hilaire et Marc Clerk, vendeur, de la cité de Montréal, tous du district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer aucun ou tout du commerce de manufacturiers et marchands de toutes sortes de fenêtres et matériaux de construction, pièces de rechange et accessoires, sous le nom de "Clerk Windows Limited", avec un capital de \$20,000 divisé en 20,000 actions de \$1 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-trois juin 1950.

L'Assistant-procureur général,
28059 L. DÉSILETS.

Côté Boivin Auto (Jonquière) Ltée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du six juin 1950, constituant en corporation: William Cubaynes, gérant, Lorenzo Brisson, comptable, et Joseph Gagnon, commerçant, tous de Chicoutimi, district judiciaire de Chicoutimi, pour les objets suivants:

Exercer le commerce de garagiste et faire le commerce d'automobiles, sous le nom de "Côté Boivin Auto (Jonquière) Ltée", avec un capital de \$50,000 divisé en 500 actions de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Jonquière, district judiciaire de Chicoutimi.

Daté du bureau du Procureur général, le six juin 1950.

L'Assistant-procureur général,
28059-0 L. DÉSILETS.

Foyers Chantal Homes Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-Gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du vingt-deux juin 1950, constituant en corporation: Abraham Jacob Rosenstein, avocat, Harry Bernard Zarr, marchand et Stanley Lesser, vendeur, tous des cité et district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce comme entrepreneurs généraux, sous le nom de "Foyers Chantal Homes

To carry on the business of producing, amnufacturing, canning and otherwise dealing in and with vegetables, fruits, fish, fowl, meats and other goods and products of a similar nature, under the name of "Brooklyn Delicacies Inc.", with a capital stock of \$40,000, divided into 2,000 common shares of a par value of \$10. each, and 2,000 preferred shares of a par value of \$10. each.

The head office of the Company will be at Montreal, Judicial District of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this eighth day of June, 1950.

L. DÉSILETS,
28059-0 Deputy Attorney General.

Clerk Windows Limited

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-third day of June, 1950, incorporating: Edouard Clerk, sales executive, Michel Clerk, salesman, Stephen Clerk, Pierre Clerk, students, of St-Hilaire, and Marc Clerk, salesman, of the city of Montreal, all in the Judicial District of Montreal, for the following purposes:

To carry on any or all of the business of manufacturers and dealers in all kinds of windows and building products, their spare parts and accessories, under the name of "Clerk Windows Limited", with a capital stock of \$20,000, divided into 20,000 shares of \$1. each.

The head office of the Company will be at Montreal, Judicial District of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-third day of June, 1950.

L. DÉSILETS,
28059-0 Deputy Attorney General.

Côté Boivin Auto (Jonquière) Ltée

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the sixth day of June, 1950, incorporating: William Cubaynes, manager, Lorenzo Brisson, accountant, and Joseph Gagnon, merchant, all of Chicoutimi, judicial district of Chicoutimi, for the following purposes:

To carry on the business of garage keeper and dealer in automobiles, under the name of "Côté Boivin Auto (Jonquière) Ltée", with a capital stock of \$50,000 divided into 500 shares of \$100 each.

The head office of the company will be at Jonquière, judicial district of Chicoutimi.

Dated at the office of the Attorney General, this sixth day of June, 1950.

L. DÉSILETS,
28059 Deputy Attorney General.

Foyers Chantal Homes Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-second day of June, 1950, incorporating: Abraham Jacob Rosenstein, advocate, Harry Bernard Zarr, merchant, and Stanley Lesser, salesman, all of the City and Judicial District of Montreal, for the following purposes:

To carry on the business of general contractors, under the name of "Foyers Chantal Homes

Inc.", avec un capital de \$20,000 divisé en 100 actions privilégiées d'une valeur au pair de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-deux juin 1950.

L'Assistant-procureur général,
28059 L. DÉSILETS.

G. B. Ciot Cie Ltée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du vingt-sept juin 1950, constituant en corporation: Charles-Edouard Bertrand, Jean-Paul Dansereau, avocats, et Marthe Toupin, secrétaire, tous du district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Faire le commerce de matériaux de construction, sous le nom de "G. B. Ciot Cie Ltée", avec un capital de \$50,000 divisé en 500 actions de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-sept juin 1950.

L'Assistant-procureur général,
28059-o L. DÉSILETS.

Grawmont Mines Limited (Libre de responsabilité personnelle)

Avis est donné qu'en vertu des dispositions de la Loi des compagnies minières de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-Gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du trois juin 1950, constituant en corporation: Kenneth Albert Wilson, John McGlinchey Home, avocats et conseils en loi du Roi, Wilson Ellis Dunton, comptable agréé et Helen Hague, secrétaire, tous des cité et district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Faire des recherches et des explorations pour découvrir des mines et des minerais;

Faire toutes opérations qui consistent à miner, fouiller, charrier, laver, passer au crible, fondre, épurer, broyer ou traiter de quelque manière que ce soit dans le but d'en extraire des minerais quelconques, donner une valeur marchande à des minerais par quelque procédé que ce soit, et les vendre ou autrement en disposer, sous le nom de "Grawmont Mines Limited" (Libre de responsabilité personnelle), avec un capital de \$3,000,000 divisé en 3,000,000 d'actions d'une valeur au pair de \$1 chacune.

Les actionnaires de la compagnie n'encourront aucune responsabilité personnelle au delà du montant du prix payé ou convenu de payer à la compagnie pour ses actions.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le trois juin 1950.

L'Assistant-procureur général,
28059 L. DÉSILETS.

James Robertson Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-Gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du seize juin 1950, constituant en corporation:

Inc.", with a capital stock of \$20,000, divided into 100 common shares of a par value of \$100, each and 100 preferred shares of a par value of \$100, each.

The head office of the Company will be at Montreal, Judicial District of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-second day of June, 1950.

L. DÉSILETS,
28059-o Deputy Attorney General.

G. B. Ciot Cie Ltée

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-seventh day of June, 1950, incorporating: Charles Edouard Bertrand, Jean Paul Dansereau, advocates, and Marthe Toupin, secretary, all of the city and judicial district of Montreal, for the following purposes:

To deal in building materials, under the name of G. B. Ciot Cie Ltée, with a capital stock of \$50,000 divided into 500 shares of \$100 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-seventh day of June, 1950.

L. DÉSILETS,
28059 Deputy Attorney General.

Grawmont Mines Limited (No Personal Liability)

Notice is hereby given that under the provisions of the Quebec Mining Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the third day of June, 1950, incorporating: Kenneth Albert Wilson, John McGlinchey Home, advocates and King's Counsel, Wilson Ellis Dunton, chartered accountant, and Helen Hague, secretary, all of the City and Judicial District of Montreal, for the following purposes:

Prospect and explore for mines and minerals;

Carry on all operations by which the soil, earth, rocks, and stones may, for the purpose of extracting any minerals whatsoever, be mined, dug, raised, washed, cradled, smelted, refined, crushed or treated in any manner; render such minerals merchantable by any means whatsoever; and sell or otherwise dispose thereof, under the name of "Grawmont Mines Limited" (No Personal Liability) with a capital stock of \$3,000,000, divided into 3,000,000 shares of the par value of \$1. each.

The shareholders of the company shall incur no personal responsibility in excess of the amount of the price paid or agreed to be paid to the company for its shares.

The head office of the Company will be at Montreal, Judicial District of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this third day of June, 1950.

L. DÉSILETS,
28059-o Deputy Attorney General.

James Robertson Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the sixteenth day of June, 1950, incorporating: Harold S.

Harold S. Freeman, A. H. J. Zaitlin, avocats et Diana Rudin, secrétaire, tous des cité et district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce comme rouliers publics, sous le nom de "James Robertson Ltd.", avec un capital de \$40,000 divisé en 200 actions ordinaires d'une valeur au pair de \$100 chacune et en 200 actions privilégiées d'une valeur au pair de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Rawdon, district judiciaire de Joliette.

Daté du bureau du Procureur général, le seize juin 1950.

L'Assistant-procureur général,
28059 L. DÉSILETS.

Jos. Simard & Frère Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du neuf juin 1950, constituant en corporation: Jacques Galipeault, C.R., Pierrette Bois et Monique Boucher, sténographes, tous des cité et district judiciaire de Québec, pour les objets suivants:

Exercer le commerce de quincaillerie et ferronnerie, sous le nom de "Jos. Simard & Frère Inc.", avec un capital de \$50,000 divisé en 500 actions de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Québec, district judiciaire de Québec.

Daté du bureau du Procureur général, le neuf juin 1950.

L'Assistant-procureur général,
28059-o L. DÉSILETS.

La Cie de Navigation de Cap Chat et Havre St-Pierre Limitée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du vingt juin 1950, constituant en corporation: William Morin, C.R., André Verge, avocats, et Fleurette Dussault, secrétaire, tous des cité et district judiciaire de Québec, pour les objets suivants:

Faire le transport maritime et fluvial des marchandises, des passagers, sous le nom de "La Cie de Navigation de Cap Chat et Havre St-Pierre Limitée", avec un capital de \$100,000 divisé en 1,000 actions de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Cap Chat, district judiciaire de Gaspé.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt juin 1950.

L'Assistant-procureur général,
28059-o L. DÉSILETS.

La Cie Martel, Limitée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du seize juin 1950, constituant en corporation: Lucien Martel, cultivateur, Joseph-Henri Martel, contracteur, Jean-Marie Martel, menuisier, Antoine Martel, camionneur, Dominique Martel, conducteur de bull, Paul Martel, comptable, tous de Saint-Nazaire, et Rosario Martel, gérant de moulin, de Saint-Joseph d'Alma, tous du district judiciaire de Chicoutimi, pour les objets suivants:

Freeman, A. H. J. Zaitlin, advocates, and Diana Rudin, secretary, all of the City and Judicial District of Montreal, for the following purposes:

To carry on the business of common carriers, under the name of "James Robertson Ltd.", with a capital stock of \$40,000, divided into 200 common shares of the par value of \$100 each, and 200 preferred shares of the par value of \$100 each.

The head office of the Company will be at Rawdon, in the Judicial District of Joliette.

Dated at the office of the Attorney General, this sixteenth day of June, 1950.

L. DÉSILETS,
28059-o Deputy Attorney General.

Jos. Simard & Frère Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the ninth day of June, 1950, incorporating: Jacques Galipeault, K.C., Pierrette Bois and Monique Boucher, stenographers, all of the city and judicial district of Quebec, for the following purposes:

To deal in hardware and ironware, under the name of "Jos. Simard & Frère Inc.", with a capital stock of \$50,000 divided into 500 shares of \$100 each.

The head office of the company will be at Quebec, judicial district of Quebec.

Dated at the office of the Attorney General, this ninth day of June, 1950.

L. DÉSILETS,
28059 Deputy Attorney General.

La Cie de Navigation de Cap Chat et Havre St-Pierre Limitée

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twentieth day of June, 1950, incorporating: William Morin, K.C., André Verge, advocates, and Fleurette Dussault, secretary, all of the city and judicial district of Quebec, for the following purposes:

To engage in maritime and river transportation of merchandise and passengers, under the name of "La Cie de Navigation de Cap Chat et Havre St-Pierre Limitée", with a capital stock of \$100,000 divided into 1,000 shares of \$100 each.

The head office of the company will be at Cap Chat, judicial district of Gaspé.

Dated at the office of the Attorney General, this twentieth day of June, 1950.

L. DÉSILETS,
28059 Deputy Attorney General.

La Cie Martel, Limitée

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the sixteenth day of June, 1950, Lucien Martel, farmer, Joseph Henri Martel, contractor, Jean Marie Martel, joiner, Antoine Martel, carter, Dominique Martel, bulldozer driver, Paul Martel, accountant, all of Saint-Nazaire, and Rosario Martel, mill manager, of Saint Joseph d'Alma, all of the judicial district of Chicoutimi, for the following purposes:

Faire affaires comme commerçant de bois et de matériaux de construction, comme contracteurs de chantier et contracteurs généraux, sous le nom de "La Cie Martel, Limitée", avec un capital de \$40,000 divisé en 4,000 actions de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Saint-Nazaire, district judiciaire de Chicoutimi.

Daté du bureau du Procureur général, le seize juin 1950.

L'Assistant-procureur général,

28058-o

L. DÉSILETS.

To carry on business as lumber merchant and dealer in building materials, as contractor for lumbering operations and as general contractors, under the name of "La Cie Martel, Limitée", with a capital stock of \$40,000 divided into 4,000 shares of \$10 each.

The head office of the company will be at Saint-Nazaire, judicial district of Chicoutimi.

Dated at the office of the Attorney General, this sixteenth day of June, 1950.

L. DÉSILETS,

28059

Deputy Attorney General.

La Société de l'Exposition de la Mauricie

Avis est donné qu'en vertu des dispositions de la troisième partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du huit juin 1950, constituant en corporation sans capital-actions: E. Hector Lamothe, bijoutier, P. Emile Bélanger, Hervé Dufresne, commerçants, Lucien Guertin, imprimeur, Phil. Levasseur, nettoyeur, R.-T. Racette, gérant, Garneau Beauchemin, gérant, Léo-E. Tardif, garagiste, et J. Adolphe Richard, entrepreneur-plombier, tous de Shawinigan Falls, district judiciaire des Trois-Rivières, pour les objets suivants:

Réunir des commerçants, des industriels, des artisans dans le but de servir leurs intérêts et ceux du commerce au moyen d'expositions, sous le nom de "La Société de l'Exposition de la Mauricie",

Le montant auquel sont limités les biens immobiliers que la corporation peut posséder est de \$200,000.

Le siège social de la corporation sera à Shawinigan Falls, district judiciaire des Trois-Rivières.

Daté du bureau du Procureur général, le huit juin 1950.

L'Assistant-procureur général,

28059-o

L. DÉSILETS.

La Société de l'Exposition de la Mauricie

Notice is hereby given that under Part III of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the eighth day of June, 1950, to incorporate as a corporation without share capital: E. Hector Lamothe, jeweller, P. Emile Bélanger, Hervé Dufresne, merchants, Lucien Guertin, printer, Phil. Levasseur, cleaner, R. T. Racette manager, Garneau Beauchemin, manager, Léo E. Tardif, garage keeper, and J. Adolphe Richard, plumbing contractor, all of Shawinigan Falls, judicial district of Trois-Rivières, for the following purpose:

To unite merchants, industrialists and artisans for the purpose of serving their interests and those of commerce by means of exhibitions, under the name of "La Société de l'Exposition de la Mauricie".

The amount to which the immovable property which the corporation may hold is to be limited, is \$200,000.

The head office of the corporation will be at Shawinigan Falls, judicial district of Trois-Rivières.

Dated at the office of the Attorney General, this eighth day of June, 1950.

L. DÉSILETS,

28059

Deputy Attorney General

Le Rendez-vous du Consommateur Incorpore

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du vingt juin 1950, constituant en corporation: Émile Laporte, vendeur, Roméo Leblanc, sauteur, Léopold Vincent, employé, Léandre Vincent, imprimeur, et Léo Angell, presseur, tous des cité et district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce de lingerie, épicerie librairie, quincaillerie et autres marchandises ordinairement vendues dans les magasins à rayons, sous le nom de "Le Rendez-vous du Consommateur Incorpore", avec un capital de \$40,000 divisé en 6,000 actions ordinaires de \$5 chacune et en 100 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt juin 1950.

L'Assistant-procureur général,

28059-o

L. DÉSILETS.

Le Rendez-vous du Consommateur Incorpore

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twentieth day of June, 1950, incorporating: Émile Laporte, salesman, Roméo Leblanc, sander, Léopold Vincent, employee, Léandre Vincent, printer, and Léo Angell, presser, all of the city and judicial district of Montreal, for the following purposes:

To deal in clothing, groceries, stationery, hardware and other merchandise usually sold in departmental stores, under the name of "Le Rendez-vous du Consommateur Incorpore", with a capital stock of \$40,000 divided into 5,000 common shares of \$5 each and 100 preferred shares of \$100 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twentieth day of June, 1950.

L. DÉSILETS,

28059

Deputy Attorney General.

Les Immeubles Desruisseaux Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la

Les Immeubles Desruisseaux Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of

province de Québec, des lettres patentes, en date du vingt juin 1950, constituant en corporation: Lorenzo Desruisseaux, agent d'immeubles, William Desruisseaux, rentier, et Dame Jeannette Joncas Desruisseaux, tous de Sherbrooke, district judiciaire de Saint-François, pour les objets suivants:

Faire le commerce d'immeubles, sous le nom de "Les Immeubles Desruisseaux Inc.", avec un capital de \$70,000 divisé en 700 actions de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Québec, district judiciaire de Québec.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt juin 1950.

L'Assistant-procureur général,
28059-o L. DÉSILETS.

Maintenance & Management Co. Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des companies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du huit juin 1950, constituant en corporation: Gisèle Mercier, secrétaire, Jean Racicot, notaire, tous deux de la cité de Montréal, et Marc Leroux, notaire, de Ville Mont-Royal, tous du district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce de décorateurs, entrepreneurs en construction, réparation ou administration, entretien d'immeubles commerciaux ou résidentiels, sous le nom de "Maintenance & Management Co. Ltd.", avec un capital de \$10,000 divisé en 100 actions de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le huit juin 1950.

L'Assistant-procureur général,
28059-o L. DÉSILETS.

Meadow Sweet Products Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des companies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du huit juin 1950, constituant en corporation: Joseph-Alfred Éthier, Roger Beaulieu et Philippe Beaugard, avocats, des cité et district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Manufacturer et généralement faire le commerce de produits alimentaires, marchandises sèches et quincaillerie, sous le nom de "Meadow Sweet Products Ltd.", avec un capital de \$15,000 divisé en 150 actions de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le huit juin 1950.

L'Assistant-procureur général,
28059-o L. DÉSILETS.

Megantic Furniture Company Limited

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des companies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du seize juin 1950, constituant en corporation: Henry Latulippe, marchand, Gérard Boulette, commis, et Barthelemy Durand, avocat, de Mégantic, district judiciaire de Saint-François, pour les objets suivants:

the Province of Quebec, bearing date the twentieth day of June, 1950, incorporating: Lorenzo Desruisseaux, real estate agent, William Desruisseaux, annuitant, and Dame Jeannette Joncas Desruisseaux, all of Sherbrooke, judicial district of Saint Francis, for the following purposes:

To deal in real estate, under the name of "Les Immeubles Desruisseaux Inc.", with a capital stock of \$70,000 divided into 700 shares of \$100 each.

The head office of the company will be at Quebec, judicial district of Quebec.

Dated at the office of the Attorney General, this twentieth day of June, 1950.

L. DÉSILETS,
28059 Deputy Attorney General.

Maintenance & Management Co. Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the eighth day of June, 1950, incorporating: Gisèle Mercier, secretary, Jean Racicot, notary, both of the city of Montreal, and Marc Leroux, notary, of the Town of Mount Royal, all of the judicial district of Montreal, for the following purposes:

To carry on the business of decorators, building contractors and contractors for repairs, management and maintenance of commercial or residential buildings, under the name of "Maintenance & Management Co. Ltd.", with a capital stock of \$10,000 divided into 100 shares of \$100 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this eighth day of June, 1950.

L. DÉSILETS,
28059 Deputy Attorney General.

Meadow Sweet Products Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the eighth day of June, 1950, incorporating: Joseph Alfred Éthier, Roger Beaulieu and Philippe Beaugard, advocates, of the city and judicial district of Montreal, for the following purposes:

To manufacture and deal generally in food products, dry-goods and hardware, under the name of "Meadow Sweet Products Ltd.", with a capital stock of \$15,000 divided into 150 shares of \$100 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this eighth day of June, 1950.

L. DÉSILETS,
28059 Deputy Attorney General.

Megantic Furniture Company Limited

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the sixteenth day of June, 1950, incorporating: Henry Latulippe merchant, Gérard Boulette, clerk, and Barthelemy Durand, advocate, of Mégantic, judicial district of Saint Francis, for the following purposes:

Opérer une manufacture de matelas et fabriquer ou réparer des distributeurs de chaleur, sous le nom de "Megantic Furniture Company Limited", avec un capital de \$100,000 divisé en 5,000 actions ordinaires de \$10. chacune et 5,000 actions privilégiées de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Mégantic, district judiciaire de Saint-François.

Daté du bureau du Procureur général, le seize juin 1950.

L'Assistant-procureur général,
28059-o L. DÉSILETS.

Parade des Journaux Ltée Newspapers Parade Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-Gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du huit juin 1950, constituant en corporation: Jacques de Billy, avocat, de Lévis, Gilles de Billy, avocat, et Alice Guntensperger, secrétaire, tous deux de la cité de Québec, tous du district judiciaire de Québec, pour les objets suivants:

Faire le commerce d'imprimeur et d'éditeur, sous le nom de "Parade Des Journaux Ltée" — "Newspapers Parade Ltd.", avec un capital de \$40,000 divisé en 400 actions de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Québec, district judiciaire de Québec.

Daté du bureau du Procureur général, le huit juin 1950.

L'Assistant-procureur général,
28059-o L. DÉSILETS.

Radio-Cité Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du six juin 1950, constituant en corporation: Pauline Cabana, Isabelle Leamy et Martine Ranger, sténographes, des cité et district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Manufacturer et faire le commerce de biens meubles, articles de ménage, ustensiles et effets mobiliers, machinerie et appareils, sous le nom de "Radio-Cité Inc.", avec un capital de \$40,000 divisé en 400 actions de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le six juin 1950.

L'Assistant-procureur général,
28059-o L. DÉSILETS.

Redfern Holdings Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-Gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du trois juin 1950, constituant en corporation: Claire Taylor, Betty Pomerantz et Mariette St-Arnaud, secrétaires, filles majeures, des cité et district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Transiger les affaires d'une compagnie d'immeubles, de gestion, d'amélioration et de développement, sous le nom de "Redfern Holdings Ltd.", avec un capital de \$40,000 divisé en 350 actions privilégiées d'une valeur au pair de \$100 chacune et en 50 actions ordinaires d'une valeur au pair de \$100 chacune.

To operate a mattress factory and manufacture or repair heat distributors, under the name of "Megantic Furniture Company Limited", with a capital stock of \$100,000 divided into 5,000 common shares of \$10 each and 5,000 preferred shares of \$10 each.

The head office of the company will be at Mégantic, judicial district of Saint Francis.

Dated at the office of the Attorney General, this sixteenth day of June, 1950.

L. DÉSILETS,
28058 Deputy Attorney General.

Parade des Journaux Ltée Newspapers Parade Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the eighth day of June, 1950, incorporating: Jacques de Billy, advocate, of Lévis, Gilles de Billy, advocate, and Alice Guntensperger, secretary, both of the city of Quebec, all of the judicial district of Quebec, for the following purposes:

To carry on the business of printer and editor, under the name of "Parade des Journaux Ltée" — "Newspapers Parade Ltd.", with a capital stock of \$40,000 divided into 400 shares of \$100 each.

The head office of the company will be at Quebec, judicial district of Quebec.

Dated at the office of the Attorney General, this eighth day of June, 1950.

L. DÉSILETS,
28059 Deputy Attorney General.

Radio-Cité Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the sixth day of June, 1950, incorporating: Pauline Cabana, Isabelle Lemay and Martine Ranger, stenographers, of the city and judicial district of Montreal, for the following purposes:

To manufacture and deal in movable property, household effects, utensils and movable effects, machinery and apparatus, under the name of "Radio-Cité Inc.", with a capital stock of \$40,000 divided into 400 shares of \$100 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this sixth day of June, 1950.

L. DÉSILETS,
28059 Deputy Attorney General.

Redfern Holdings Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the third day of June, 1950, incorporating: Claire Taylor, Betty Pomerantz and Mariette St-Arnaud, secretaries, spinsters, of the City and Judicial District of Montreal, for the following purposes:

To carry on the business of a real estate, management, improvement and development, company under the name of "Redfern Holdings Ltd.", with a capital stock of \$40,000, divided into 350 preferred shares having a par value of \$100, each, and 50 common shares of a par value of \$100, each.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du procureur général, le trois juin 1950.

L'Assistant-procureur général,
28059 L. DÉSILETS.

La Société des Pères de Saint-Paul

Avis est donné qu'en vertu des dispositions de l'article 20 de la Loi des évêques catholiques romains (14 George VI, chapitre 76), il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du vingt et un juillet 1950, constituant en corporation "La Société des Pères de Saint-Paul".

Le siège social de ladite corporation est en la cité de Sherbrooke.

Donné au bureau du Secrétaire de la province, ce 21 juillet 1950.

Le Sous-secrétaire de la province,
28094-o JEAN BRUCHÉSI.

The head office of the Company will be at Montreal, Judicial District of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this third day of June, 1950.

L. DÉSILETS,
28059-o Deputy Attorney General.

La Société des Pères de Saint-Paul

Notice is hereby given that under the provisions of section 20 of the Roman Catholic Bishops Act (14 George VI, chapter 76), letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-first day of July, 1950, incorporating "La Société des Pères de Saint-Paul".

The head office of the said corporation is in the City of Sherbrooke.

Given at the office of the Provincial Secretary, this twenty-first day of July, 1950.

JEAN BRUCHÉSI,
28094 Under Secretary of the Province.

Vente — Loi de faillite

Canada, Province de Québec, District de Montréal. Cour Supérieure en matière de faillite.

Dans l'affaire de Lucien Cardinal, cédant autorisé.

Avis public est, par les présentes, donné, que l'immeuble désigné comme suit:

Un emplacement ayant front sur le boulevard Lafayette, à Montréal-Sud, connu et désigné comme la subdivision numéro quatre-vingt-trois du lot originaire numéro cent cinquante-neuf (159-83) du cadastre officiel de la paroisse de St-Antoine de Longueuil, avec maison portant le N° 141 du boulevard Lafayette, ainsi que le tout se trouve présentement, avec les servitudes actives et passives, apparentes ou occultes, attachées au dit immeuble;

Sera vendu à la porte de l'Église Paroissiale Catholique St-Georges, à Montréal-Sud, MARDI le CINQ SEPTEMBRE 1950, à ONZE heures de l'avant-midi (heure avancée de l'Est, suivant Jugement de la Cour Supérieure du District de Montréal en matière de faillite, rendu le 19 juillet 1950, portant le No. 28 des Dossiers de la dite Cour, aux enchères publiques, de manière à donner à cette vente l'effet du décret, conformément aux prescriptions de l'Article 45 de la Loi de Faillite.

Conditions de vente, dix pour cent (10%) comptant, la balance sous trois jours.

Pour informations et Cahier des Charges s'adresser au soussigné.

Montréal, 5 août 1950.

Le Syndic,
ALBERT LAMARRE.

Du Bureau de Lamarre & Inns,
10 est, rue St-Jacques, Montréal, 28044-31-2-o

Sale — Bankruptcy Act

Canada, Province of Quebec, District of Montreal. Superior Court (Sitting in Bankruptcy).

In the matter of: Lucien Cardinal, Authorized Assignor.

Public notice is hereby given that the immovable described as follows:

An emplacement fronting on Boulevard Lafayette, at Montreal-South, known and designated as subdivision number eighty-three of original lot number one hundred and fifty-nine (159-83) on the official cadastre for the parish of St-Antoine de Longueuil — with the house bearing No. 171 Boulevard Lafayette, as the whole presently subsists, with the active and passive, apparent or unapparent servitudes attached to the said immovable;

Will be sold at the Catholic parochial church door of St-Georges, at Montreal-South, on TUESDAY, the FIFTH day of SEPTEMBER, 1950, at ELEVEN o'clock in the forenoon (Eastern Daylight Saving Time), according to a judgment of the Superior Court for the District of Montreal, sitting in Bankruptcy, rendered on the 19th of July, 1950, bearing No. 28 of the records of the said Court, by public auction, so as to give the said sale the effect of a Sheriff's sale, pursuant to the provisions of Section 45 of the Bankruptcy Act.

Conditions of sale: ten per cent (10%) cash, the balance within three days.

For information and list of charges, apply to the undersigned.

Montréal, August 5, 1950.

ALBERT LAMARRE,
Trustee.

Of the Office of Lamarre & Inns,
10 St. James street East, Montreal 28044-31-2

Ventes pour taxes

Province de Québec, Comté de Chambly

CITÉ DE LONGUEUIL

Avis Public est, par les présentes donné que la Commission Municipale de Québec, par un arrêté en date du 19 juillet 1950, a ordonné au

Sales for Taxes

Province of Quebec, County of Chambly

CITY OF LONGUEUIL

Public notice is hereby given that the Quebec Municipal Commission by an Order date the 19th of July 1950, has ordered the undersigned

soussigné, conformément aux dispositions de la section VII de la Loi de la Commission Municipale de Québec (S.R.Q. 1941, chapitre 207) de vendre les immeubles ci-dessous désignés pour satisfaire au paiement des arriérés de taxes dues à la Cité de Longueuil, avec intérêts et frais, et qu'en conséquence les dits immeubles seront vendus par encaissement public dans la salle du conseil à l'Hôtel de ville de la Cité de Longueuil, 100 ouest rue St-Charles, Longueuil, le MERCREDI, TRENTIEME jour d'AOUT 1950, à DIX heures du matin, heure avancée de l'Est.

Toutefois, seront exclus de la vente les immeubles sur lesquels les taxes devenues exigibles le ou avant le 1er décembre 1949 auront été payées avant le moment de la vente.

La vente des immeubles décrits dans la 1^{ère} section du présent avis sera faite sujette au droit de retrait, mais, suivant les dispositions de l'article 74 de la loi de la Commission Municipale de Québec, la vente des immeubles décrits dans la 2^e section sera finale et le droit de retrait ne pourra être exercé, tous les dits immeubles étant des terrains vacants et des lots à bâtir d'une évaluation municipale ne dépassant pas \$1,000.00.

in conformity with the provisions of Section VII of the Quebec Municipal Commission Act (R.S.Q. 1941, chapter 207) to sell the immovables hereinafter described in payment of arrears of taxes due to the City of Longueuil, with interest and costs, and that consequently the said immovables will be sold by public auction in the Council Hall of the City Hall of the City of Longueuil, 100 St. Charles Street West, Longueuil, WEDNESDAY, the THIRTIETH day of AUGUST, 1950 at TEN o'clock of the forenoon (Eastern Daylight Saving time).

However, there shall be excluded from the sale the immovables upon which taxes falling due on or before the 1st of December 1949 shall have been paid before the sale.

The sale of the immovables described in the first section of the present notice will be made subject to right of redemption, but according to the provisions of section 74 of the Quebec Municipal Commission Act, the sale of the immovables described in the second section will be final and right of redemption can not be exercised; all the said immovables being vacant lots of land and building lots of a municipal valuation not exceeding one thousand dollars.

Première section — Immeubles sujets au droit de retrait
First Section — Immovables subject to right of redemption

Rôle N° Roll No.	Nom des Propriétaires Name of Proprietors	Cadastre Cadastral	Subdivision
1635	Willie Lecuyer	343	22
1636	Arthur Fauvel	343	23
S-2372	Succession-Estate Suzan McVey veuve de widow of Edward Quinn	199	124
S-2372-A	Succession-Estate Suzan McVey veuve de widow of Edward Quinn	198	45

Deuxième Section — Immeubles non sujet aux droits de retrait
Second Section — Immovables not subject to right of redemption

Rôle N° Roll No.	Nom des Propriétaires Name of Proprietors	Cadastre Cadastral	Subdivision
161	Mme-Mrs. R. H. MacDonald	1	36
162	Agnès Rutherford	1	37
634	Léo Simard	348	85
S-190	Napoléon Lamarre		

DESCRIPTION: Un emplacement connu et désigné comme étant une partie de la subdivision numéro cent quatre-vingt-treize du lot originaire numéro un (1-Pt. 193) au cadastre officiel du Village de Longueuil maintenant la Cité de Longueuil, mesurant quatre (4) pieds de largeur par la profondeur du dit lot, borné en front par la rue St-Charles, d'un côté par le lot no. 1-194 et de l'autre côté par le résidu du lot no. 1-193.

DESCRIPTION: An emplacement known and designated as being part of subdivision number one hundred and ninety three of the original lot number one (1-Pt. 193) of the official cadastre of the Village of Longueuil, measuring four (4) feet in width by the depth of said lot; bounded in front by St. Charles Street, on one side by lot number 1-194 and on the other side by the residue of lot number 1-193.

S-1720	Suburban Land Co.	345	29 à 33 incl.
S-2530	Succession-Estate Bernard Maguire-Edward François Maguire, Catherine Ellen Maguire, Mary-Ann Maguire, héritiers-heirs.		

DESCRIPTION: Un emplacement connu et désigné comme étant une partie de la subdivision numéro trente-neuf du lot originaire numéro cent quatre-vingt-dix-sept (197 Pt. 39) au cadastre officiel du village de Longueuil maintenant la Cité de Longueuil, mesurant cinquante (50) pieds de largeur dans les lignes Nord-Est et Sud-Ouest par une profondeur de cent vingt (120) pieds dans les lignes Nord-Ouest et Sud-Est et borné au Nord-Est par le lot N° 197-26, au Sud-Est par le lot 197-38, au Sud-Ouest par la rue Victoria et au Nord-Ouest par la moitié Nord-Ouest du dit lot.

DESCRIPTION: An emplacement known and designated as being part of subdivision number thirty-nine of the original lot number one hundred and ninety-seven (197-Pt. 39) of the official cadastre of the Village of Longueuil now the City of Longueuil; measuring fifty (50) feet in width in the north-east and south-west lines by one hundred and twenty (120) feet in depth in the north-west and south-east lines and bounded to the north-east by lot number 197-26, to the south-east by lot number 197-38, to the south-west by Victoria Street and to the north-west by the north-west half of said lot.

Je certifie que la liste sus-dite contient une description complète et entière des lots qui doivent être vendus le TRENTIEME jour d'AOUT 1950, pour défaut de paiement des répartitions de taxes générales et spéciales imposées sur les dits immeubles et dues à la Cité de Longueuil.

I certify that the foregoing list contains a complete and full description of the lots to be sold on the THIRTIETH-day of August, 1950, for nonpayment of apportionments on immovables of general and special taxes imposed on the said immovables and due to the City of Longueuil.

Les immeubles ci-dessus mentionnés sont tous des plan et livre de renvoi officiels du village de Longueuil aujourd'hui la Cité de Longueuil, et situés dans ladite Cité de Longueuil.

Termes: argent comptant ou chèque visé.
Donné en la Cité de Longueuil ce 1er jour d'août mil neuf cent cinquante.

Le Secrétaire-trésorier,

(Sceau)
28045-31-2-o

PAUL GAGNON.

The above mentioned immovables are all of the plan and book of reference of the Village of Longueuil, now the City of Longueuil and are situate in the City of Longueuil.

Termes: cash or certified cheque.
Given in the City of Longueuil, this First day of August, one thousand nine hundred and fifty.

(Seal)

28045-31-2-o

PAUL GAGNON,
Secretary-Treasurer.

CITÉ DE HULL

Avis public est par les présentes donné par le soussigné Greffier de la Cité que les propriétés immobilières ci-dessous désignées seront vendues à l'enchère publique, MERCREDI, le VINGT-SEPT SEPTEMBRE 1950, à DIX heures de l'avant-midi, dans la salle municipale de l'Hôtel de Ville de la Cité de Hull, à défaut de paiement des taxes municipales et scolaires, ainsi que les frais encourus.

CITY OF HULL

Public notice is hereby given by the undersigned City Clerk of the City of Hull that the immovable properties hereunder described will be sold by public auction, on WEDNESDAY, SEPTEMBER TWENTY-SEVENTH, 1950, at TEN o'clock in the forenoon, in the municipal Hall at the City Hall of the City of Hull, in default of payment of municipal and school taxes and costs incurred.

N° Rôle Roll No.	Propriétaires Proprietors	N° du cadastre Cadastral No.	Taxes munic. Munic. taxes	Frais Costs	Taxes scol. School taxes	Frais Costs	Total
---------------------	------------------------------	---------------------------------	------------------------------	----------------	-----------------------------	----------------	-------

Quartier Val-Tétreau — Ward (No. 1)

223	Pichette, Vve Honoré et Fortier						
	Gérard (Dame H. Pichette) . . .	339-1	\$202.48	\$0.95			\$203.43
343	Gendron, Louis (Josaphat Pharend)	124	161.00	0.80			161.80
804	Beaudry, Alfred . . .	255-782	81.91	0.65	6.14	1.35	90.05
806	Grenier Alexandre (Cité de Hull) . .	255-784-887	254.79	1.30	31.61	1.25	288.95
1063-64	Samson, Osear (Gérald Brisson, Arthur Lavigne) . . .	255-676-677	122.13	1.45	43.18	2.45	169.21
1616	Marengère, Frédéric (Rodolphe Charbonneau) . . .	254-20	376.89	0.80	145.10	1.35	524.14
1617	Marengère, Frédéric (Rolande Légaré) . . .	254-19	190.13	0.80	72.72	1.10	264.75

Quartier Wrightville — Ward (No. 1a)

2730	Proulx, Albert.	254-E60-395 (254-E-426) . .	233.56	0.65	45.95	0.50	280.66
2817	Girard, Paul-Émile (Lucille Des-Rosiers)	254-321	492.39	0.80	140.54	1.00	634.73
2852	Bastien, Philias (Cité de Hull) . . .	247-21	216.60	0.80			217.40
2874	Léonard, Roméo (Caisse Populaire St-Joseph de Hull)	8-60	74.34	0.80	23.41	0.75	99.30
2896	Larabie, Succ. Sam. (Cité de Hull) . .	247-36	154.34	0.80	23.67	1.35	180.16
3385	Laumon, Carmel (Rodolphe Charbonneau)	248-184a-185	496.45	1.30			497.75
3477	Durand, Paul (Succ. J.-M. Laverdure)	245-26	209.61	0.80			210.41
3521	Myre, Aurélien (Adélaide Julien) . .	246-96-97	257.44	1.30			258.74
3524-25	Boucher, Henri (Cité de Hull)	246-192-193	177.96	1.30			179.20
3728-29	Villeneuve, Octave (Cité de Hull) . .	246-306-307	142.35	1.30	40.26	1.50	185.41
3816	Tessier, Auguste (Stephen Daly) . . .	246-371	240.54	0.80	117.94	1.00	360.28
3907-08	Castagne, Marcel (Dame Louis Fortin)	246-530-531	836.86	1.30			838.16
4012	Parent, Roméo	244-164	187.45	0.65			188.10
4234	Laurin, Albini (Rodolphe Charbonneau)	244-320-321	286.71	1.30	94.07	1.00	383.08
4505	Schryver, Ephrem (Cité de Hull) . . .	141-37	141.10	0.80			141.90
4586	Bigras, Omer (Cité de Hull)	141-16	225.01	0.80			225.81
4766	Fortin, Mme Annette (Caisse Populaire N.-D. de Hull)	250-50	29.47	0.80			30.27
4768	Leblanc, Joseph (Caisse Populaire St-Joseph de Hull)	147	160.57	0.80			161.37
4805	Pelletier, Vve Octave (H. Blackburn & Cie Ltée)	256-1/2 6b 1	324.50	0.80			325.30
4846	Marengère, Frédéric	370	103.46	0.65	35.59	1.10	140.80
4882	Rocheleau, J.-A. (J.-Aldéric Milard) .	257-8b-9b	906.65	1.30			907.95
4982-83	Rocheleau, Ovila (Capital Trust Corp. Ltd.-Henri Pilon)	248-180-181	736.95	1.45			738.45
5006	Pelland, Germain	254-317-8-9	1229.02	1.65			1230.67
5069	Boucher, Paul-Émile (Ernest Dubuc)	254-9-380 (254-393)	341.50	0.80			342.30
5255	Roussel, Vve Aldège	247-84	185.37	0.65			186.02

N° Rôle Roll No.	Propriétaires Proprietors	N° du cadastre Cadastral No.	Taxes munic. Munic. taxes	Frais Costs	Taxes scol. School taxes	Frais Costs	Total
Quartier Montcalm — Ward (No. 2)							
8147	Tremblay, Paul-Émile	P. 112	78.28	0.65	.....	.....	78.93
8389	Petit, Napoléon	131	274.15	0.80	32.95	0.75	308.65
8417	Dugay, Philias (Cléophas Boucher)	E. 100 O. 99	186.64	1.30	.....	.....	187.94
8604	Marcel, Fulcanio (Caisse Populaire N.-Dame de Hull)	93-E. 37	171.37	0.80	64.12	0.75	237.04
8323-a	Inconnu-Unknown	O. 294	9.26	0.65	.....	.....	9.91

Quartier Lafontaine — Ward (No. 3)							
9247	Rocheleau, J.-A. (Dame J.-A. Rocheleau, Confederation Life Assoc.)	P. 657, 667, 666	2014.64	1.95	.....	.....	2016.59
9331	Dorion, Edgar (A.-J. Foisy, L. DesRosiers)	P. 510-511	244.31	1.45	.....	.....	245.76
9332	Dorion, Edgar (A.-J. Foisy, L. DesRosiers)	P. 510-511	196.56	1.45	53.74	1.25	253.00
9379	Quirolette, Alfred (Caisse Pop. N.-Dame de Hull)	P. S.O. 471	231.78	0.80	.....	.....	232.58
9460	Martel, Vve Émile	569	558.17	0.65	.....	.....	558.82

Quartier Frontenac — Ward (No. 3a)							
10050	Leblanc, Oscar (Cité de Hull)	10-S. 7	165.96	0.80	.....	.....	166.76
10156	Trépanier, Aristide (S. Demer, J. Thériault, Caisse Pop. N.-D. de Hull)	303	433.22	1.10	122.01	0.75	557.08
10172	Dagenais, Donat (Caisse Pop. N.-Dame de Hull)	S. 140	288.53	0.80	78.96	0.75	369.04
10201	Dupuis, Amable	268-Pt. 255	340.55	1.15	.....	.....	341.70
10209	Legault, Léo (Caisse Pop. N.-Dame de Hull)	305	239.83	0.80	57.00	1.00	298.63
10289	Latreill, Roméo	N. 95	241.77	0.65	60.53	2.75	305.70
10406	Philon, Domina (Cité de Hull)	11-20	116.30	0.80	.....	.....	177.10
10594	Beaulne, Henri (Cité de Hull)	13-N. 30	141.23	0.80	.....	.....	142.03
10613	Gauthier, Roland (Caisse Pop. N.-Dame de Hull)	13-N. 43	133.14	0.80	.....	.....	133.94
10640	Lévert, Mme Auxilia (Lucille DesRosiers)	135-70	262.04	0.80	60.54	0.75	324.13
10687	Villeneuve, Rose-Alma (Zéphir Lafèche)	135-S. 110	110.51	0.80	.....	.....	111.31
10706	Bourgeois, Henri-Paul	135-134	241.14	0.65	.....	.....	241.79
10717	Daly, Walter (Lucille DesRosiers)	14-20	127.66	0.80	42.83	1.00	172.29
10790	Legault, Vve Albertine	15-4	191.20	0.65	.....	.....	191.85
10821	Rolland, Rita et Albert (Dame P. Leroux)	O. 315, 691	131.57	1.30	.....	.....	132.87
11036	Pelland, Germain (Caisse Pop. N.-Dame de Hull)	O. 84	228.08	0.80	.....	.....	228.88
11077	Trépanier, Omer (Marguerite Du-four)	14-3	345.52	0.80	71.73	0.50	418.55

Quartier Dollard — Ward (No. 4)							
12677	Rocheleau, Calixte (Henri Pilon)	E. 364, N.E. 371	337.93	1.30	.....	.....	339.23
12826	Labelle, Arthur (Cité de Hull)	E. 9	262.79	0.80	109.93	2.75	376.27
12832	Arbique, Émile	S.O. 321	423.53	0.65	126.10	0.75	551.03
12893	Beauparlant, Aldoria et al (Caisse Pop. N.-D. de Hull)	S. 158	358.45	0.80	137.96	0.75	497.96
12918	Nadon, Alfred (Frances A. Wright et al)	N.E. 15, N.O. 15	237.60	0.80	.....	.....	238.40
12932	Diotte, Eugène (Wilfrid Labelle)	S. 92	191.64	0.80	.....	.....	192.44
13094	Champagne, Denis (Paul Boisvert, Caisse Pop. N.-D. de Hull)	P. 296	194.49	0.95	.....	.....	195.44
13192	Inconnu-Unknown	465	79.00	0.65	51.01	0.50	131.16
12881	Inconnu-Unknown	P. S.O. 40	10.82	0.15	.....	.....	10.97

Propriété sous la loi de consolidation, Quartier Dollard — Ward (No. 4)

12879	Nault, Armand (Cité de Hull)	P. S.O. 15	54.92	0.80			55.72
-------------	------------------------------------	------------------	-------	------	-------	-------	-------

Quartier Laurier — Ward (No. 5)							
13023	St-Arnault, Émile	411	359.90	0.65	.....	.....	360.55
13731	Cayer, Philippe (Caisse Pop. N.-D. de Hull)	217-E-37	267.81	0.80	.....	.....	268.61

N° Rôle — Roll No.	Propriétaires — Proprietors	N° du cadastre — Cadastral No.	Taxes munic. — Munic. taxes	Frais — Costs	Taxes scol. — School taxes	Frais — Costs	Total
Quartier Laurier — Ward (No. 5)							
13732	Lalonde, Philida (M. Deslauriers, Caisse Pop. N.-D. de Hull)	217E-34 P. 31 ..	208.36	1.45	58.23	1.00	269.04
13735	Anderson, André (Dame P. Lurette)	217-E-25	192.69	0.80	.....	.....	193.49
13767	Laviolette, Nap. (Scott Estate)	S. 420	163.96	0.80	.....	.....	164.76
13810	Rioux, Roland	S. 452	267.54	0.65	.....	.....	268.19
13946	Petit, Nap.	P. N. 189	593.32	0.65	198.49	0.50	792.96
13947	Petit, Nap. (Caisse Pop. N.-Dame de Hull)	P. C. 189	422.98	0.80	179.55	0.50	603.83
14051	Petit, Nap.	P. N. 190	838.92	0.65	268.49	0.50	1108.56
14145	Falardeau, Léopold et al (Dame E. Trudel)	N. 293	118.81	0.80	37.57	0.75	157.93
14517	Watters, Willie Jr.	Sur P. 555	67.43	0.65	.....	.....	68.08
14658	Killduff, Peter (Federal District Commission)	Sur P. 2	39.50	0.80	.....	.....	40.30

Propriété sous la loi de consolidation, Quartier Laurier — Ward (No. 5)

13651	Constantineau, Almar	217 F-26.	53.01	0.65			53.66
-------------	----------------------------	----------------	-------	------	-------	-------	-------

Quartier — Ward No. 1 (Supplément)

415	Inconnu-Unknown	331	5.69	.....	0.65	.....	6.34
416	Inconnu-Unknown	332	3.81	.....	0.65	.....	4.46
417	Inconnu-Unknown (Succ. N. Tétreau)	333	5.69	0.80	.....	.....	6.49
418	Inconnu-Unknown	334	23.81	0.65	.....	.....	24.46
419	Inconnu-unknown (Ambroise Paquette, Noel Proulx)	335	19.06	0.95	.....	.....	29.01

Quartier — Ward No. 1

112	Cayer, Léo (Arthur Gaudreau)	255-20.	14.30	0.75	.....	.....	15.05
114	Cayer, Léo (Arthur Gaudreau)	255-21.	14.30	0.50	.....	.....	14.80
115	Cayer, Léo (Arthur Gaudreau)	255-22.	14.30	0.50	.....	.....	14.80
435	Tanguay, Donat (Robert McMurtrie)	P. 38, P. 37	16.68	1.50	.....	.....	18.18
701	Cayer, Léo (Caisse Pop. N.-D. de Hull, Aldège Cayer et al.	255-217-218	209.10	2.20	.....	.....	211.30
921	Joannisse, Joseph, Yve	255-465.	59.76	0.50	.....	.....	60.26
1150	Beaudry, Arthur (Emile Nault)	255-780.	40.73	0.50	.....	.....	41.23

Quartier — Ward No. 1a

2752	Desjardins, J.-Alex. (Rolande Légaré, Pierre Desrosiers)	254-265.	91.94	1.00	.....	.....	92.94
2782	Richer, Léo (Lucille Desrosiers)	8-54—11-82	52.14	1.00	.....	.....	53.14
2934	Couvillon, Maurice (Alfred J. Desfosses)	247-0.87-0.54 ..	74.04	1.50	.....	.....	75.54
3626	Normand, Roland	246-194.	8.82	0.75	.....	.....	9.57
3627	Normand, Roland	246-195.	7.69	0.50	.....	.....	8.19
4235	Lorrain, Albini (Rodolphe Charbonneau)	244-321.	12.83	0.50	.....	.....	13.33
4622	Tessier, Honoré (Caisse Pop. N.-D. de Hull)	141-167.	36.96	0.75	.....	.....	37.71
4750	Charron, J.-Arthur	250-8-1	15.28	0.75	.....	.....	16.03
4768	Diotte, Hannah, Mme, Leblanc Jos. (Caisse Pop. St-Joseph de Hull)	147	67.50	0.75	.....	.....	68.25
4995	Poirier, Wilfrid	sur 249-2	3.72	1.00	.....	.....	4.72
5224	Deschamps, Hervé et Mme (Dame Wm Langlois)	247-70.	73.72	0.50	.....	.....	74.22
5360	Dupont, Clément (G. Nolet, Dame D. Lévesque)	247-798-628-254-346-11-86-8-122-123.	95.80	5.65	.....	.....	101.45

Quartier — Ward No. 2

8261	Lapointe, Albert (Donat Paquin) ..	261	159.09	0.50	.....	.....	159.59
8397	Graham, Geo. D., Tremblay, Sylvio et Mme	E-110	53.82	0.50	.....	.....	54.32
8492	Fournier, René (Cité de Hull)	96-E.20.	42.87	0.75	.....	.....	43.62

Propriété sous la loi de consolidation

8500	Graham, Maybury, Roussel, Albert (Alphée Bertrand)	96-E.16.	72.96	0.75			73.71
------------	--	---------------	-------	------	-------	-------	-------

N° Rôle Roll No.	Propriétaires Proprietors	N° du cadastre Cadastral No.	Taxes munic. Munic. taxes	Frais Costs	Taxes scol. School taxes	Frais Costs	Total
Quartier — Ward No. 3							
9601	Côté, Ovila	Machines	10.92	0.50	.....	.....	11.42
9628	Courval, Jean-Bte et Mme (Gaston Fontaine, Alfred Faubert)	356	89.98	0.50	.....	.....	90.48
9661	Princess Meat Market.	Machines	14.71	0.50	.....	.....	15.21

Quartier — Ward No. 3a							
10118	Scott Estate, Beauchamp, Oscar et Mme.	292	61.93	1.00	.....	.....	62.93
10188	Cité de Hull, Cousineau, Edouard et Mme.	Dans la rue ...	59.15	0.50	.....	.....	59.65
10214	Scott Estate, Pagé, Paul et Mme.	254	35.37	1.00	.....	.....	36.37
10431	Pichard, Marie, Laurin, David et Marcel	S. 111	18.09	1.00	.....	.....	19.09
10458	Landriault, Arthur (Sa Majesté le Roi)	8-12	56.60	1.00	.....	.....	57.60
10466	Gagnon, Delma, (Dame Dalma Gagnon et al)	8-36	43.83	0.75	.....	.....	44.58
10759	Monette, J.-E., Bélanger et La- fontaine	Machines	18.09	0.50	.....	.....	18.59
10858	Duchesne, Emmanuel (Caisse Pop. N.-D. de Hull)	O. 186	70.46	0.75	.....	.....	71.21
10868	Martel, Joseph, Trépanier, Omer (Com. du District Fédéral)	E.217-pt.253 ...	29.20	1.50	.....	.....	30.70
10974	Jacques, Roland	Machines	10.72	0.50	.....	.....	11.42

Quartier — Ward No. 4							
12612	Genest, Laurent, Dr (Succ. J.-A. Ste-Marie, Gladys Milks, Ovide Séguin)	406-1	439.58	0.75	.....	.....	440.33
12991	Thibault, Robitaille, M.-Reine et J.-E.	18	109.29	0.75	.....	.....	110.04
12995	Robitaille, J.-Edouard.	S. 44	76.50	1.00	.....	.....	77.50
13073	Massé Electric.	Machines	9.97	0.50	.....	.....	10.47

Quartier — Ward No. 5							
13652	DesRosiers, J.-A. (Lucille Des- Rosiers)	217f-28	39.23	1.00	.....	.....	49.23
13889	Scott Estate, Taschereau, Chas, Vve	N. 429	80.15	1.00	.....	.....	81.15
14024	Villeneuve, Wilfrid.	N. 316	72.00	0.75	.....	.....	72.75
14043	Lacoursière, Émile (Abbé J.-R. Guindon, Aurèle Guindon)	N. 209	90.32	1.00	.....	.....	91.32
14427	Bertrand, Hosannah.	Machines	6.40	0.50	.....	.....	6.90
14676	Commission District Fédéral, Mer- cier, M.	P. 5	12.02	4.25	.....	.....	16.27

Daté à Hull, ce quatrième jour du mois Given at Hull, this fourth day of August
d'août 1950. 1950.

Le Greffier de la Cité,
28090-32-2-o H.-LÉON LEBLANC,

H.-LÉON LEBLANC,
City Clerk.

Action en séparation de biens

Province de Québec, district de St. Hyacinthe,
Cour Supérieure, N° 6628. Dame Flora Ro-
bert, St-Césaire, district de St. Hyacinthe, épouse
commune en biens de Émile Decelles, bourgeois,
des mêmes lieux, demanderesse vs Ledit Émile
Decelles, défendeur.

Une action en séparation de biens a été insti-
tuée en cette cause le 2ème jour d'août 1950.

St. Hyacinthe, ce 4 août 1950.
Le Procureur de la demanderesse,
28070-o PH. POTHIER.

Action for separation as to property

Province of Quebec, District of St. Hyacinthe,
Superior Court, No. 6628. Dame Flora Robert,
of St. Césaire, district of St. Hyacinthe, wife
common as to property of Emile Decelles, renter,
of the same place, plaintiff vs The said Emile
Decelles, defendant.

An action for separation as to property has
been instituted in this cause, on the 2nd of Au-
gust 1950.

St. Hyacinthe, August 4th, 1950.
PH. POTHIER,
Attorney for the Plaintiff.

ARRÊTÉ EN CONSEIL
CHAMBRE DU CONSEIL EXÉCUTIF

Numéro 877

Québec, le 2 août 1950.

Présent: Le Lieutenant-Gouverneur-en-Conseil.

Section "A"

CONCERNANT l'abrogation du décret relatif aux employés des boulangeries et pâtisseries dans la ville de Drummondville et le comté de Drummond.

ATTENDU que le décret numéro 1057 du 22 septembre 1949, publié dans la *Gazette officielle de Québec* du 1er octobre 1949, ayant rendu obligatoire une convention collective de travail intervenue entre d'une part: l'Association des marchands détaillants du Canada (Québec) Inc., section des patrons boulangers et pâtisseries de Drummondville et, d'autre part: l'Association des employés de l'industrie de la boulangerie et de la pâtisserie de Drummondville Inc., devait se renouveler automatiquement pour une autre année à compter du 6 juillet 1950;

ATTENDU qu'une enquête faite par le Service de Conciliation et d'Arbitrage du Ministère du Travail a révélé que la partie de première part n'a plus la prépondérance du côté des employeurs et qu'en conséquence, elle a décidé de se retirer comme partie contractante;

ATTENDU que l'Association professionnelle des boulangers du Québec qui constitue actuellement le groupe prépondérant des employeurs assujettis, s'oppose au maintien en vigueur dudit décret;

IL EST ORDONNÉ, en conséquence, sur la proposition de l'honorable Ministre du Travail;

QUE le décret numéro 1057 du 22 septembre 1949, relatif aux employés des boulangeries et pâtisseries dans la ville de Drummondville et le comté de Drummond, soit annulé et abrogé à toutes fins que de droit.

(Document "A" annexé à l'arrêté).

A. MORISSET,

28100-0

Greffier du Conseil Exécutif.

ARRÊTÉ EN CONSEIL
CHAMBRE DU CONSEIL EXÉCUTIF

Numéro 878

Québec, le 2 août 1950.

Présent: Le Lieutenant-Gouverneur-en-Conseil.

CONCERNANT une convention collective de travail relative à l'industrie du verre dans les cités de Québec, Lévis et Sillery, les villes de Québec-ouest et Lauzon.

ATTENDU que conformément aux dispositions de la Loi de la convention collective (Statuts refondus de Québec 1941, chapitre 163 et amendements), les parties contractantes ci-après mentionnées ont présenté au Ministre du Travail une requête à l'effet de rendre obligatoire la convention collective de travail intervenue entre:

D'UNE PART:

Hobbs Glass Limited,
Franklin Glass & Paint Co.,
La Vitrierie Moderne Reg'd.

ORDER IN COUNCIL
EXECUTIVE COUNCIL CHAMBER

Number 877

Quebec, August 2, 1950.

Present: The Lieutenant Governor in Council.

Part "A"

CONCERNING the repeal of the decree relating to the bakery and pastry-shop employees in the town of Drummondville and the county of Drummond.

WHEREAS the decree number 1057 of September 22, 1949, published in the *Quebec Official Gazette* of October 1, 1949, which rendered obligatory the collective labour agreement entered into between, on the one part: The Retail Merchants Association of Canada (Quebec) Inc., "Section des Patrons Boulangers et Pâtisseries de Drummondville and, on the other part: "L'Association des Employés de l'Industrie de la Boulangerie et de la Pâtisserie de Drummondville Inc.", was to be renewed automatically for another year from July 6, 1950;

WHEREAS an investigation carried out by the Conciliation and Arbitration Service of the Department of Labour revealed that the party of the first part has ceased to represent the preponderant group of employers and, consequently, it has decided to withdraw as contracting party;

WHEREAS "L'Association professionnelle des Boulangers du Québec" which now constitutes the preponderant group of the employers, a governed objects to the continued enforcement of the said decree;

IT IS ORDAINED, therefore, upon the recommendation of the Honourable the Minister of Labour,

THAT the decree number 1057 of September 22, 1949, relating to the bakery and pastry-shop employees in the town of Drummondville and the county of Drummond be annulled and repealed for all the purposes of the law.

(Document "A" annexed to the Order).

A. MORISSET,

28100-0

Clerk of the Executive Council.

ORDER IN COUNCIL
EXECUTIVE COUNCIL CHAMBER

Number 878

Quebec, August 2, 1950.

Present: The Lieutenant-Governor in Council.

CONCERNING a collective labour agreement relating to the glass processing industry in the cities of Québec, Lévis and Sillery, and the towns of Québec-West and Lauzon.

WHEREAS in accordance with the provisions of the Collective Agreement Act (Revised Statutes of Québec, 1941, chapter 163 and amendments), the contracting parties hereinafter mentioned have submitted to the Minister of Labour a request to render obligatory the collective labour agreement entered into between:

ON THE ONE PART:

Hobbs Glass Limited,
Franklin Glass & Paint Co.,
La Vitrierie Moderne Reg'd.

Et, D'AUTRE PART:

Quebec Painters, Decorators and Glass Workers Union, Local 1696, pour les employeurs et les salariés de l'industrie et des métiers visés, suivant les conditions décrites dans la *Gazette officielle de Québec*, édition du 17 juin 1950;

ATTENDU que les dispositions de ladite convention ont acquis une signification et une importance prépondérantes pour l'établissement des conditions de travail dans l'industrie et les métiers visés et dans la juridiction territoriale indiquée dans ladite requête;

ATTENDU que les prescriptions de la Loi ont été dûment suivies en ce qui touche la publication des avis;

ATTENDU qu'aucune objection n'a été formulée contre ladite requête;

IL EST ORDONNÉ, en conséquence, sur la proposition de l'honorable Ministre du Travail:

QUE ladite requête soit acceptée conformément aux dispositions de ladite Loi de la convention collective (Statuts refondus de Québec 1941, chapitre 163 et amendements) avec, toutefois, les nouvelles dispositions suivantes, tenant lieu des conditions décrites dans la *Gazette officielle de Québec*, édition du 17 juin 1950.

I. *Jurisdiction territoriale*: Le décret s'applique aux cités de Québec, Lévis, et Sillery, aux villes de Québec-Ouest et Lauzon.

II. *Jurisdiction industrielle et professionnelle*: le décret s'applique à tous les employeurs et salariés de l'industrie du verre. Entre autres, il s'applique aux biseauteurs, aux argenteurs, aux tailleurs, aux monteuses, aux polisseurs, aux expéditeurs, aux empaqueteurs, aux conducteurs de camion, aux hommes d'entrepôt et aux aides travaillant à la préparation de toute sorte de verre pour l'industrie de la construction ou l'industrie manufacturière.

III. *Classification et salaires*: a) Les taux de salaires sont les suivants pour les salariés des classifications ci-après mentionnées:

	Mini-	Maxi-
	mum	mum
Biseauteurs	\$0.65	\$0.90
Argenteurs	0.65	0.90
Tailleurs	0.65	0.90
Monteurs	0.65	0.93
Polisseurs de rayures, Polisseurs (disque horizontal), Vérificateurs, Polisseurs de biseaux,		
Polisseurs (courroie)	0.60	0.77
Aides-argenteurs	0.55	0.70
Aspergeurs	0.55	0.70
Expéditeurs (plein temps)	0.65	0.87
Empaqueurs	0.60	0.75
Conducteurs de camions	0.60	0.80
Aides d'entrepôt et aides monteuses	0.60	0.72

b) Toute décision se rapportant à la classification des salariés doit être prise par l'employeur et le surintendant de chaque établissement.

c) L'employeur peut faire travailler un salarié temporairement dans une catégorie autre que la sienne mais le salaire de ce dernier doit demeurer inchangé.

d) Lorsqu'il y a changement d'occupation à la demande du salarié, ce dernier doit recevoir le salaire de sa nouvelle classification.

IV. *Durée du Travail*: a) La durée normale du travail est de neuf (9) heures par jour réparties entre 7.30 a.m. et 6.00 p.m., du lundi au vendredi inclusivement, formant un total de quarante-cinq (45) heures par semaine.

And, ON THE OTHER PART:

Quebec Painters, Decorators and Glass Workers Union, Local 1696, for the employers and employees of the industry and crafts concerned according to the conditions described in the *Quebec Official Gazette* of June 17, 1950;

WHEREAS the provisions of the said agreement have acquired a preponderant significance and importance for the establishing of working conditions in the industry and crafts concerned and in the territorial jurisdiction indicated in the said request;

WHEREAS the provisions of the Act have been duly observed as regards the publication of notices;

WHEREAS no objection has been made against the said request;

IT IS ORDAINED, therefore, upon the recommendation of the Honourable Minister of Labour:

That the said request be accepted pursuant to the provisions of the said Collective Agreement Act (Revised Statutes of Quebec, 1941, chapter 163 and amendments), with, however, the following new provisions to be substituted for the conditions described in the *Quebec Official Gazette* of June 17, 1950.

I. *Territorial jurisdiction*: The decree applies to the cities of Quebec, Lévis and Sillery, and the towns of Quebec West and Lauzon.

II. *Industrial and professional jurisdiction*: The decree applies to each and every employer and employee of the glass processing industry; without limitation, it includes bevellers, silverers, cutters, setters, polishers, shippers, packers, truck drivers, warehousemen and helpers, working for the preparation of any kind of glass for the manufacturing or building industry.

III. *Classification and wages*: a) The rates of wages are as follows for the employees belonging to the categories mentioned hereinbelow:

	mini-	maxi-
	mum	mum
Bevellers	\$0.65	\$0.90
Silverers	0.65	0.90
Cutters	0.65	0.90
Setters	0.65	0.93
Scratch polishers, Spinners, Examiners, Buffers,		
Belt Workers	0.60	0.77
Silverers' Helpers	0.55	0.70
Spray Painters	0.55	0.70
Shippers, Full Time	0.65	0.87
Packers	0.60	0.75
Truck drivers	0.60	0.80
Warehousemen's Helpers & Setters' Helpers	0.60	0.72

b) Any decision pertaining to the classification of employees shall rest with the employer and superintendent in each individual plant.

c) The employer may require an employee to work temporarily in a category to which he does not belong, but in such case his rate of wages shall be at his regular rate.

d) Where a change of task is granted at the request of the employee, the latter shall be paid at the rate of his new classification.

IV. *Duration of labour*: a) The regular duration of labour is of nine (9) hours per day, to be worked between 7.30 a.m. and 6.00 p.m., from Monday to Friday inclusively, and shall form a total of forty-five (45) hours per week.

b) Tout retard au travail de plus de trois minutes entraîne une déduction de quinze minutes de rémunération, lorsqu'il y a usage d'horloges qui poinçonnent les minutes. C'est-à-dire que tout retard de quatre (4) à dix-huit (18) minutes entraîne une déduction de quinze (15) minutes; un retard de dix-neuf (19) à trente-trois (33) minutes, une demi-heure, et ainsi de suite.

c) Tout travail exécuté en plus de neuf (9) heures en une journée, ou en plus de quatre (4) heures par l'équipe réduite le samedi, doit être rémunéré au taux pour travail supplémentaire, excepté lorsqu'un salarié s'est absenté. Ce dernier n'a alors droit au taux pour travail supplémentaire, qu'après quarante-cinq (45) heures de travail dans la semaine, ou après quarante-neuf (49) heures s'il fait partie de l'équipe réduite, à moins qu'il puisse prouver à l'employeur qu'il s'était absenté pour cause.

d) S'il y a un jour de fête dans la semaine, la journée régulière de travail sera réduite des quarante-cinq (45) ou quarante-neuf (49) heures, pour les fins du présent paragraphe. Toutefois, l'employeur peut réduire les heures de travail si la chose devient nécessaire à cause d'une demande inférieure sur le marché et, en tels cas, le taux pour travail supplémentaire s'applique au travail exécuté en dehors du nombre réduit d'heures de travail, journalier ou hebdomadaire.

V. Travail supplémentaire: a) Tout travail supplémentaire doit être rémunéré à raison de salaire et demi par rapport au salaire horaire.

b) Le taux pour travail supplémentaire doit être payé pour tout travail exécuté les dimanches et les jours suivants: le Vendredi Saint, le 24 mai, le Jour de la Confédération, le Jour d'Actions de Grâce. Si un salarié est requis de travailler le Premier de l'An, le Jour de Noël ou la fête du Travail, il doit recevoir le taux régulier pour tout travail exécuté ces jours-là en plus de la rémunération pour les jours de fête.

c) Aucune rémunération additionnelle n'est payable, lorsque le travail supplémentaire est effectué par suite d'une négligence de la part d'un salarié.

VI. Congés payés: a) Tous les salariés qui ont été régulièrement à l'emploi d'un employeur pour une période de douze mois avant le 1er juillet de chaque année ont droit à un congé payé d'une semaine dont la date est fixée par l'employeur.

b) Tous les salariés qui n'étaient pas employés au 1er juillet de l'année précédente mais qui ont travaillé régulièrement depuis le 1er janvier de l'année où le congé est donné ont droit à un congé payé d'une demi-semaine.

VII. Jours chômés et payés: Le jour de Noël, le Premier de l'An et la fête du Travail sont des jours chômés et payés. La rémunération du salarié pour ces jours de fête doit être calculée à raison de salaire simple pour le nombre d'heures qu'il aurait normalement effectuées ces jours-là, pourvu qu'il ait travaillé le jour ouvrable qui précède et celui qui suit le jour de fête, à moins d'une permission accordée par l'employeur.

VIII. Dispositions particulières:

a) Appels d'urgence: Dans le cas d'appels d'urgence faits après les heures normales de travail en vue d'effectuer des réparations à l'extérieur, le salarié doit recevoir le taux pour travail supplémentaire à compter de l'heure à laquelle il quitte sa demeure jusqu'à ce qu'il y retourne. Tout travail exécuté dans ces conditions entraîne une rémunération minimum de quatre heures aux taux réguliers.

b) Late starting is penalized to the amount of fifteen (15) minutes for lateness in excess of three minutes of each quarter of the hour on clocks punched in minutes. That is, for lateness from four (4) to eighteen (18) minutes the penalty will be fifteen minutes; from nineteen (19) minutes to thirty-three (33) minutes, penalty one half hour, etc.

c) All time worked over nine (9) hours in any one day or over four hours by the Skeleton crew on Saturday, shall be paid at overtime rates, except that in case of absenteeism of any employee, said employee shall be entitled to overtime rates only after forty (4) hours in any one week or forty-nine (49) hours if he was employed on the skeleton crew, unless he can establish to the satisfaction of the employer, the merits of his absenteeism.

d) If there is a holiday in any one week, the standard working day shall be deducted from the forty-five (45) hours or the forty-nine (49) for the purpose of the present paragraph. However, the employer may reduce working hours if this becomes necessary because of a reduced demand for products and, in such event, overtime rates will apply for work done outside of the reduced number of hours per day and week.

V. Overtime:

a) Overtime shall be paid at the rate of time and one half of the hourly rate.

b) Overtime rates of wages shall be paid for all work on Sunday and the following days: Good Friday, May the 24th, Dominion Day, Thanksgiving Day. Where an Employee performs any work on New Year's Day, Christmas Day or Labour Day, he shall receive pay at straight time for all work actually performed on such days in addition to his holiday pay.

c) No additional remuneration is to be paid when the overtime required results from the negligent act of an employee.

VI. Vacation with pay: a) All employees who have been steadily in the employ of an employer for a period of twelve months prior to July 1st in any year are entitled to one week's vacation with pay, the date of which is fixed by the employer.

b) All employees who were not employed on July 1st in the previous year but who have been steadily employed since January 1st in the year in which the holidays are given are entitled to one-half week's vacation with pay.

VII. Holidays with pay: Christmas Day, New Year's Day and Labour Day are Paid Statutory Holidays. For such holidays, the employee will be paid at the regular rates, and for the number of hours he would normally have worked on such holidays, providing he has worked the preceding and the following working days, unless permission has been granted by the employer.

VIII. Special provisions: a) Emergency calls: When emergency calls are made after the regular working day for outside repair jobs, the employee shall be paid at overtime rates from the time he leaves home until he returns thereto. The minimum payment for such work shall equal not less than four hours' time at the regular rates.

b) *Travaux locaux exécutés en deçà de réseau des autobus de la ville (un passage):* L'employeur doit payer les frais de transport de l'atelier au chantier, et vice versa, ainsi que le temps régulier ou supplémentaire des salariés selon le cas, jusqu'à ce que le travail soit terminé ou suspendu et que les hommes soient retournés à l'atelier. Lorsque le travail est exécuté en dehors de cette zone et qu'il n'est pas terminé dans la journée, l'employeur doit pourvoir au transport des salariés jusqu'aux limites de ladite zone et payer la période de déplacement audit endroit.

c) *Travaux à l'extérieur:* L'employeur doit pourvoir au déplacement des salariés au chantier, dans les deux sens, payer les repas et autres dépenses usuelles et nécessaires ainsi que la période de déplacement, et ce, au taux pour travail supplémentaire s'il s'effectue en dehors des heures régulières. Lorsque le voyage se fait de nuit et que l'employeur paye le lit dans le wagon ou la chambre à l'hôtel, le salarié n'est rémunéré que pour les heures régulières consacrées au déplacement et au taux régulier de salaire.

IX. *Outils:* a) Tous les outils nécessaires au salarié pour l'exécution de son travail doivent être fournis par l'employeur. Le salarié doit prendre soin de ces outils et en faire l'usage et le remisage approprié; ils seront renouvelés aux frais de l'employeur seulement dans les conditions ordinaires et en conformité des paragraphes "b" et "c" suivants.

b) Si les outils sont détruits ou perdus à cause d'un usage inapproprié ou d'une négligence inexcusable de la part du salarié, ou si le salarié semble vouloir les renouveler plus souvent qu'il ne l'est nécessaire, le renouvellement ou remplacement se fait alors aux frais du salarié, allocation raisonnable étant faite audit salarié lorsqu'il remplace un outil usagé par un nouvel instrument semblable.

c) Lorsqu'un employeur refuse de renouveler ou de remplacer des outils perdus ou dont on a fait un mauvais emploi, ou lorsque ce refus est motivé par des demandes de renouvellement ou remplacement trop répétées du salarié, la question doit être soumise au Comité paritaire qui fera les recommandations opportunes.

X. *Apprentis:* a) Les apprentis doivent signer un contrat d'apprentissage. Les clauses de ce contrat doivent être agréées par les parties à la convention et couvrir les dispositions suivantes.

b) L'apprenti ne doit pas être âgé de moins de 16 ans ni de plus de 21 ans (exception faite des cas spéciaux qui peuvent survenir, lesquels doivent être approuvés, par écrit, par le Comité paritaire. Il doit pouvoir parler, lire et écrire l'anglais et le français et connaître suffisamment l'arithmétique pour faire les calculs nécessaires à l'exécution du travail auquel il se destine.

c) L'apprenti doit être employé là où se trouvent les facilités voulues pour apprendre son métier. La période d'apprentissage est de cinq (5) années de 250 jours, au minimum, chacune. Si l'établissement de son employeur fonctionne, normalement, pendant moins de 250 jours ouvrables dans une année d'apprentissage, et si, pour cette raison, les 250 jours d'apprentissage d'une année ne sont pas faits, le nombre de jours qui manque doit être ajouté à sa période d'apprentissage de cinq (5) ans et son taux de salaire pour ce terme additionnel est celui payable pour le dernier terme d'apprentissage. Cependant, si le manque de jours d'apprentissage dans

b) *Local jobs within one city bus fare.* The employer shall defray transportation to and from shop to jobs and pay employees at regular or overtime rates as the case may be until such time as job is completed and men returned to shop or the work is finished on the job for the particular day. When the job is outside this zone and is not completed in the day, the employer shall defray transportation to the one-fare bus zone and pay for time of travelling to the zone limits.

c) *Out-of-town jobs:* The employer will provide reasonable transportation to and from job; pay for meals and other usual or necessary expenses and pay for travelling time during regular working hours and overtime rates for excess hours. If travelling time be overnight, and employer provides sleeping berth or hotel room, the employee shall be paid only for regular working hours spent in travelling at the regular hourly rate.

IX. *Work tools:* a) All necessary tools required by the employees for the prosecution of their work shall be supplied by the employer. The employee is expected to take due care in the proper use and storage of such tools which will be re-supplied to employees at the employer's expense only upon reasonable demand and in accordance with the following clauses "b" and "c".

b) When destruction or loss of tools is due to evident misuse or inexcusable carelessness on the part of the employee; or when employee seems habitually to call for replacement in shorter than reasonable time of tool wear and tear; the tool shall be replaced at the expense of the employee with a reasonable allowance to an employee where he replaces a used tool with a new tool equally suitable for the work.

c) In any case where an employer objects to renew or replace tools because of loss or misuse; or the habitually too frequent request of employee for replacement, the matter must be referred to the Parity Committee which will make the appropriate recommendations.

X. *Apprentices:* a) Apprentices shall be indentured. The document of indenture shall be of a form agreeable to the parties to the agreement, and shall cover the following provisions.

b) An apprentice shall not be of less than 16 years of age nor over 21, (except in any special case that may arise and be agreed to in writing by the parity committee). He shall be able to speak read, and write in either the English of French language and have sufficient knowledge of arithmetic to enable him to make calculations required in the work or the craft to which he is apprenticed.

c) The apprentice shall be employed at a point where adequate facilities are provided for his learning the trade or craft to which he is apprenticed. The term of apprenticeship shall be of five (5) years of at least 250 days per year. If the employer's shop is operating in ordinary course for less than 250 working days in any apprenticeship year, and the apprentice serves less than 250 days in any apprenticeship year on this account, the number of days lacking shall be added to his apprenticeship term of five (5) years and his rate of wages for such additional term of apprenticeship shall be at the rate payable for the last term of his apprentice-

une année n'est pas imputable à l'employeur, ou ship. If, however, the lack of working days of the apprentice within an apprenticeship year is due to cause beyond the control of the employer, or to the fault of the apprentice, then the current year of apprenticeship will be considered as lengthened to the extent of such loss of working days and the five-year term of apprenticeship lengthened accordingly.

d) Les taux de salaires des apprentis sont les suivants:

	<i>l'heure</i>
Premier semestre.	\$0.41
Deuxième semestre.	0.44
Troisième semestre.	0.51
Quatrième semestre.	0.56
Cinquième semestre.	0.60
Sixième semestre.	0.65
Septième semestre.	0.70
Huitième semestre.	0.74
Neuvième semestre.	0.79
Dixième semestre.	Le taux de l'ouvrier qualifié

e) La proportion des apprentis par rapport aux ouvriers qualifiés est celle déterminée dans l'ordonnance numéro 4 de la Commission du Salaire Minimum.

f) A l'expiration de son contrat d'apprentissage, l'apprenti devient éligible pour emploi au taux établi pour les ouvriers qualifiés de son métier. S'il a passé toute sa période d'apprentissage avec le même employeur, cela lui donne droit à un crédit d'ancienneté de deux (2) années sur le tableau d'ancienneté de son employeur.

g) Les parties à la convention doivent fournir tous les avantages possibles à l'apprenti afin qu'il devienne compétent dans le métier qu'il apprend.

h) L'apprenti s'engage à rendre de loyaux services à son employeur pendant toute la durée de son apprentissage, et l'employeur, de son côté, le gardera à son emploi pendant toute cette période. L'apprenti ne doit être congédié que pour des raisons justes et suffisantes. Cependant, si après une période d'essai de trois mois, et nonobstant les dispositions du paragraphe "a" du présent article, l'apprenti n'a pas montré d'aptitudes pour son travail ou ne s'y intéresse pas suffisamment, son contrat d'apprentissage peut être terminé.

XI. *Durée du décret:* Le présent décret est valable à compter de la date de sa publication dans la *Gazette officielle de Québec* et demeure en vigueur jusqu'au 3 février 1951. Il se renouvelle automatiquement d'année en année par la suite, à moins que, dans un délai de pas plus de soixante ni de moins de trente jours avant la date de son expiration, l'une des parties contractantes n'avise l'autre partie et le Ministre du Travail, par écrit, de son intention d'y mettre fin.

A. MORISSET,

28100-o Greffier du Conseil Exécutif.

d) Rates of wages for apprentices shall be:

	<i>per hour</i>
First six months.	\$0.41
Six months to 1 year.	0.44
1 to 1½ years.	0.51
1½ to 2 years.	0.56
2 to 2½ years.	0.60
2½ to 3 years.	0.65
3 to 3½ years.	0.70
3½ to 4 years.	0.74
4 to 4½ years.	0.79
4½ to 5 years.	At the rate for qualified workers

e) The ratio of apprentices to fully qualified workers shall be as set out by the Minimum Wage Ordinance, No. 4.

f) After full completion of his apprenticeship agreement, the apprentice will be eligible for employment at rate of wages established for fully qualified workers of his trade or craft. If he remains for the full term with the employer to whom he was apprenticed, he shall be entitled to two (2) years seniority credit on the employer's seniority schedule.

g) The parties to the agreement will furnish all possible opportunity to the apprentice to secure a complete knowledge of the craft to which he is apprenticed.

h) The apprentice shall agree to remain loyal in the service of his employer for the term of his apprenticeship and the employer shall retain him in employment during the period of his apprenticeship. The apprentice shall not be discharged except for just and sufficient cause. However, if after a three months trial working period, and notwithstanding the provisions of subsection "a" of the present section, the apprentice has not displayed aptitude for his work, or has plainly evidenced his lack of interest therein, his term of apprenticeship may be terminated.

XI. *Duration of the decree:* The present decree comes into force on the date of its publication in the *Quebec Official Gazette* and remains in force until February 3, 1951. It then renews itself automatically from year to year, unless, within a delay not exceeding sixty (60) days and of not less than thirty prior to the date of its expiration, either of the contracting parties notify the other and the Department of Labour, in writing, of its intention to bring it to an end.

A. MORISSET,

28100-o Clerk of the Executive Council.

Avis divers

THE MAROON CLUB INC.

Règlement concernant la réduction du nombre des directeurs de sept à trois:

"The Board of Directors shall consist of three persons, of which two shall form a quorum."

Certifié conforme.

Montréal, ce 28 juillet 1950.

Le Président,
J. GERMAIN.

28104-o

Miscellaneous Notice

THE MAROON CLUB INC.

By-law concerning the decrease in the number of directors from seven to three:

"The Board of Directors shall consist of three persons, of which two shall form a quorum."

Certified true copy.

Montreal, July 28, 1950.

J. GERMAIN,
President.

28104

ALFA INVESTMENTS LIMITED

Règlement "X"

La distribution de l'actif de la compagnie entre les actionnaires est, par les présentes, autorisée au pro rata du nombre d'actions détenues par chacun.

Vraie sommaire certifiée du règlement "X" de la compagnie "Alfa Investments Limited".

Montréal, P.Q., 2 août 1950.

28060 Le Secrétaire,
J. G. PORTEOUS.

Avis est par les présentes donné que l'honorable Secrétaire de la Province a dûment reçu le troisième original de la déclaration de fondation du syndicat coopératif "L'Avenir du Québec", en date du 3 août 1950, dont le siège social est situé à Giffard, comté de Québec, et que ce document a été déposé dans les archives du Secrétariat de la Province.

Donné au bureau du Secrétaire de la Province, le 3 août 1950.

28061-o Le Sous-secrétaire de la Province,
JEAN BRUCHÉSI.

Avis est donné que, sur la recommandation de l'Assistant-procureur général, l'honorable Secrétaire de la Province a approuvé, le 2 août 1950, le règlement autorisant l'émission de \$1,500,000 d'obligations, tel qu'adopté par "Les Religieuses Hospitalières de Saint-Joseph de l'Hôtel-Dieu de Saint-Jérôme" aux assemblées tenues les 30 septembre 1948 et 25 avril 1950, et ce, conformément aux dispositions de l'article 225a de la Loi des compagnies de Québec (S.R.Q. 1941, chapitre 276).

Donné au bureau du Secrétaire de la Province, ce 3 août 1950.

28062-o Le Sous-secrétaire de la Province,
JEAN BRUCHÉSI.

Avis est par les présentes donné que l'honorable Secrétaire de la Province a dûment reçu le troisième original de la déclaration de fondation du syndicat coopératif "Round Top Credit Union", en date du 18 juillet 1950, dont le siège social est situé à Sutton, comté de Brome, et que ce document a été déposé dans les archives du Secrétariat de la Province.

Donné au bureau du Secrétaire de la Province, le 26 juillet 1950.

28063-o Le Sous-secrétaire de la Province,
JEAN BRUCHÉSI.

Avis est par les présentes donné que l'honorable Secrétaire de la Province a dûment reçu le troisième original de la déclaration de fondation du syndicat coopératif "Syndicat Coopératif d'Aqueduc, canaux d'égoût, système d'incendie de St-Thomas Didyme", en date du 22 janvier 1949, dont le siège social est situé à Saint-Thomas Didyme, comté de Roberval, et que ce document a été déposé dans les archives du Secrétariat de la Province.

Donné au bureau du Secrétaire de la Province, le 27 juillet 1950.

28071-o Le Sous-secrétaire de la Province,
JEAN BRUCHÉSI.

ALFA INVESTMENTS LIMITED

By-Law "X"

The distribution of the assets of the Company amongst the Shareholders ratably to the number of shares held by each is hereby authorized.

Certified True Summary of By-Law "X" of "Alfa Investments Limited."

Montreal, P.Q., August 2nd, 1950.

28060-o J. G. PORTEOUS,
Secretary.

Notice is hereby given that the Honourable the Provincial Secretary has duly received the third copy of the original of the declaration of foundation of the cooperative syndicate "L'Avenir du Québec" under date the third day of August, 1950, whereof the head office is at Giffard, county of Québec, and that the said document has been filed in the archives of the department of the Provincial Secretary.

Given at the office of the Provincial Secretary, this third day of August, 1950.

28061 Under Secretary of the Province,
JEAN BRUCHÉSI.

Notice is hereby given that upon the recommendation of the Deputy Attorney General, the Honourable the Provincial Secretary, on August 2nd, 1950, approved the by-law authorizing the issue of \$1,500,00 of bonds, as adopted by "Les Religieuses Hospitalières de Saint-Joseph de l'Hôtel-Dieu de Saint-Jérôme" at meetings held on the 30th of September, 1948 and the 25th of April, 1950, and such, pursuant to the provisions of section 225a of the Quebec Companies Act (R.S.Q., 1941, chapter 276).

Given at the office of the Provincial Secretary, this third day of August, 1950.

28062 Undre Secretary of the Province,
JEAN BRUCHÉSI.

Notice is hereby given that the Honourable the Provincial Secretary has duly received the third copy of the original of the declaration of foundation of the cooperative syndicate "Round Top Credit Union", under date the eighteenth day of July, 1950, whereof the head office is at Sutton, county of Brome, and that the said document has been filed in the archives of the department of the Provincial Secretary.

Given at the office of the Provincial Secretary, this twenty-sixth day of July, 1950.

28063 Under Secretary of the Province,
JEAN BRUCHÉSI.

Notice is hereby given that the Honourable the Provincial Secretary has duly received the third copy of the original of the declaration of foundation of the cooperative syndicate "Syndicat Coopératif d'Aqueduc, canaux d'égoût, système d'incendie de St-Thomas Didyme" under date the twenty-second day of January, 1949, whereof the head office is at Saint-Thomas Didyme, county of Roberval, and that the said document has been filed in the archives of the department of the Provincial Secretary.

Given at the office of the Provincial Secretary, this twenty-seventh day of July, 1950.

28071 Under Secretary of the Province,
JEAN BRUCHÉSI.

Avis est par les présentes donné que l'honorable Secrétaire de la Province a dûment reçu le troisième original de la déclaration de fondation du syndicat coopératif "Centre Coopératif d'Amqui", en date du 8 mai 1950, dont le siège social est situé à Amqui, comté de Matapédia, et que ce document a été déposé dans les archives du Secrétariat de la Province.

Donné au bureau du Secrétaire de la Province, le 2 août 1950.

Le Sous-secrétaire de la Province,
28077-o JEAN BRUCHÉSI.

Notice is hereby given that the Honourable the Provincial Secretary has duly received the third copy of the original of the declaration of foundation of the cooperative syndicate "Centre Coopératif d'Amqui", under date the eighth day of May, 1950, whereof the head office is at Amqui, county of Matapédia, and that the said document has been filed in the archives of the department of the Provincial Secretary.

Given at the office of the Provincial Secretary, this second day of August, 1950.

JEAN BRUCHÉSI,
28077 Under Secretary of the Province.

Avis est par les présentes donné que l'honorable Secrétaire de la Province a dûment reçu le troisième original de la déclaration de fondation du syndicat coopératif "La Caisse Populaire de Saint-Esprit de Valleyfield", en date du 15 mai 1950, dont le siège social est situé à Valleyfield, comté de Beauharnois, et que ce document a été déposé dans les archives du Secrétariat de la Province.

Donné au bureau du Secrétaire de la Province, le 7 juin 1950.

Le Sous-secrétaire de la Province,
28078-o JEAN BRUCHÉSI.

Notice is hereby given that the Honourable the Provincial Secretary has duly received the third copy of the original of the declaration of foundation of the cooperative syndicate "La Caisse Populaire de Saint-Esprit de Valleyfield", under date the fifteenth day of May, 1950, whereof the head office is at Valleyfield, county of Beauharnois, and that the said document has been filed in the archives of the department of the Provincial Secretary.

Given at the office of the Provincial Secretary, this seventh day of June, 1950.

JEAN BRUCHÉSI,
28078 Under Secretary of the Province.

PYLON CONSTRUCTION LTD.
Montréal, P.Q.

Règlement N° 3

(Augmentant le nombre des directeurs de la compagnie ci-haut mentionnée de trois à cinq)
"Les Officiers de la Compagnie seront choisis par un bureau de direction comprenant au moins cinq membres."

Certifie vraie copie.

Le Secrétaire,
28079-o PIERRE PARENT.

PYLON CONSTRUCTION LTD.
Montreal, P.Q.

By-Law No. 3

(Increasing the number of directors of the company above mentioned from three to five).

"The Officers of the company will be chosen by a board of directors consisting of at least five members."

Certified True Copy.

PIERRE PARENT,
28079 Secretary.

AVIS

(Loi des syndicats professionnels)

La formation d'une société, sous le nom de "Syndicat National des Travailleurs de la Pulpe et du Papier de Bromptonville Inc.", pour l'étude, la défense et le développement des intérêts économiques, sociaux et moraux de ses membres, a été autorisée par le Secrétaire de la Province le 1er août 1950.

Le siège social du syndicat professionnel précité est situé à Bromptonville, comté de Richmond.

Le Sous-secrétaire de la Province,
28080-o JEAN BRUCHÉSI.

NOTICE

(Professional Syndicates' Act)

The formation of an association under the name of "Syndicat National des Travailleurs de la Pulpe et du Papier de Bromptonville Inc.", for the study, defence and promotion of the economic, social and moral interests of its members, has been authorized by the Provincial Secretary on August 1, 1950.

The principal place of business of the said professional syndicate is at Bromptonville, county of Richmond.

28080 Under Secretary of the Province.

Avis est par les présentes donné que l'honorable Secrétaire de la Province a dûment reçu le troisième original de la déclaration de fondation du syndicat coopératif "Revac Credit Union", en date du 21 juillet 1950, dont le siège social est situé à Montréal, district judiciaire de Montréal, et que ce document a été déposé dans les archives du Secrétariat de la Province.

Donné au bureau du Secrétaire de la Province le 3 août 1950.

Le Sous-secrétaire de la Province,
29088-o JEAN BRUCHÉSI.

Notice is hereby given that the Honourable the Provincial Secretary has duly received the third copy of the original of the declaration of foundation of the cooperative syndicate "Revac Credit Union" under date the twenty-first day of July, 1950, whereof the head office is at Montréal, judicial district of Montreal, and that the said document has been filed in the archives of the department of the Provincial Secretary.

Given at the office of the Provincial Secretary, this third day of August, 1950.

JEAN BRUCHÉSI,
28088 Under Secretary of the Province.

AVIS

(Loi des syndicats professionnels)

La formation d'une société, sous le nom de "Association des Employés de Society Brand (Society Brand Employees' Association)", pour l'étude, la défense et le développement des intérêts économiques, sociaux et moraux de ses membres, a été autorisée par le Secrétaire de la Province le 9 août 1950.

Le siège social du syndicat professionnel précité est situé à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le Sous-secrétaire de la Province,
28103-o JEAN BRUCHÉSI.

NOTICE

(Professional Syndicates' Act)

The formation of an association under the name of "Association des Employés de Society Brand (Society Brand Employees' Association)", for the study, defence and promotion of the economic, social and moral interests of its members, has been authorized by the Provincial Secretary on August 9, 1950.

The principal place of business of the said professional syndicate is at Montreal, judicial district of Montreal.

28103 JEAN BRUCHÉSI,
Under Secretary of the Province.

Chartes — Abandon de

AVIS DE REQUETE D'ABANDON DE CHARTE

Avis est par les présentes donné que "Jul-Mac Fashions Inc." ayant son bureau chef dans la cité et le district de Montréal, s'adressera au lieutenant-Gouverneur de la province de Québec pour obtenir la permission d'abandonner ses lettres patentes, a partir de et après la date qu'il lui plaira d déterminer.

Daté à Montréal, ce 1er jour d'août 1950.

Les Procureurs du Petitionnaire,
STEIN & STEIN,
1435 rue St. Alexandre — Ch. 1075,
28064-o Montréal, Qué.

COSTUME RÉGIONAL. INC.
REGIONAL COSTUME. INC.

"Costume Régional, Inc." — "Regional Costume, Inc." donne avis par les présentes qu'en vertu des dispositions de la Loi des Compagnies de Québec elle fera application à l'honorable Procureur General de la Province de Québec pour qu'il accepte l'abandon de sa charte, en ordonne son annulation et fixe une date à compter de laquelle elle sera dissoute.

Montréal, le 26 juillet, 1950.

Le Procureur de la requérante,
E. MICHAEL BERGER.
Chambre 616, University Tower,
660 rue Ste-Catherine ouest,
Montréal 2, Qué. 28072-o

Avis est donné que la compagnie dite "Manico Mining Company Limited," constituée en corporation par lettres patentes selon la loi des compagnies minières de la province de Québec en date du sept juillet 1947, demandera la permission d'abandonner sa charte.

Montréal, le 4 août 1950.

MANICO MINING COMPANY LIMITED,
Par le Secrétaire-trésorier,
28073-o B. O. ADAM.

CANADIAN AND FOREIGN INVESTMENTS LIMITED

Conformément aux dispositions de la Loi des compagnies de Québec, la compagnie "Canadian and Foreign Investments Limited" donne, par les présentes, avis que cette compagnie s'adressera

Charters — Surrender of

NOTICE OF APPLICATION FOR SURRENDER OF CHARTER

Notice is hereby given that "Jul-Mac Fashions Inc." having its head office in the City and District of Montreal, will apply to the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, for leave to surrender its Letters Patent from and after the date which he will be pleased to determine.

Dated at Montreal, this 1st day of August, 1950.

STEIN & STEIN,
Attorneys for Petitioner,
1435 St. Alexander Street, Suite 1975.
28064-o Montreal, P.Q.

COSTUME RÉGIONAL. INC.
REGIONAL COSTUME. INC.

"Costume Regional Inc." — "Regional Costume, Inc.", having its head office and principal place of business in the City and District of Montreal, hereby gives notice that it will apply to the Honourable the Attorney General of the Province of Quebec for leave to surrender its charter, that he accept the surrender and cancellation of its charter and that a date be fixed from and after which the company shall be dissolved.

Dated at Montreal, this 26th day of July, 1950.

E. MICHAEL BERGER,
Attorney for Petitioner.
Suite 616, University Tower,
660 St. Catherine Street West,
Montréal 2, Qué. 28072-o

Notice is hereby given that the "Manico Mining Company Limited." constituted in corporation on July 7th 1947, by Letters Patent, according to the Mining Companies' Act, will ask permission to surrender its charter.

Montreal, August 4th, 1950.

MANICO MINING COMPANY LIMITED,
per B. O. ADAM,
28073-o Secretary-Treasurer.

CANADIAN AND FOREIGN INVESTMENTS LIMITED

Under the provisions of the Quebec Companies' Act, "Canadian and Foreign Investments Limited" hereby gives notice that this Company will apply to the Attorney General and the Min-

au Procureur général et au Ministre des affaires municipales, de l'industrie et du commerce de la province de Québec pour obtenir la permission d'abandonner sa charte et son annulation à compter d'une date qu'il lui plaira de fixer.

Daté ce 7 août 1950.

28082 L'Assistant-secrétaire,
W. P. CREAGH.

Dated this 7th day of August, 1950.

28082-o W. P. CREAGH,
Assistant-Secretary.

AVIS

LABORATOIRE INDUSTRIEL DE LUCEVILLE LTÉE
LUCVILLE INDUSTRIAL LABORATORY LTD

En vertu des dispositions de la Loi des Compagnies de Québec, "Laboratoire Industriel de Luceville Ltée" — "Luceville Industrial Laboratory Ltd." donne, par les présentes, avis qu'elle s'adressera au Lieutenant-Gouverneur pour obtenir l'abandon de sa Charte et son annulation à compter d'une date qui sera fixée par le Lieutenant-Gouverneur.

Daté à Luceville, comté de Rimouski, ce 26e jour de Juillet 1950.

28089-o Le Secrétaire,
E. BÉRUBÉ.

NOTICE

LABORATOIRE INDUSTRIEL DE LUCEVILLE LTÉE
LUCVILLE INDUSTRIAL LABORATORY LTD.

Notice is hereby given that under the Quebec Companies' Act, "Laboratoire Industriel de Luceville Ltée" — "Luceville Industrial Laboratory Ltd." will make application to the Lieutenant-Governor for leave to surrender its Charter and for dissolution after the date fixed by the Lieutenant-Governor.

Dated at Luceville, Rimouski county, this 26th day of July 1950.

28089-o E. BÉRUBÉ,
Secretary.

Compagnie dissoute

Avis est donné que la compagnie "Limolou Land Company Limited", constituée en corporation par lettres patentes en date du 10 janvier 1913, avec son siège social à Québec, dans le district judiciaire de Québec, a été dissoute à compter du 3 août 1950, conformément aux dispositions de la Loi de la liquidation volontaire des compagnies à fonds social (S.R.Q. 1941, chapitre 278), telles qu'amendées par 6 George VI, chapitre 62.

Donné au bureau du Secrétaire de la Province le 8 août 1950.

28087-o Le Sous-secrétaire de la Province,
JEAN BRUCHÉSI.

Company Dissolved

Notice is given that the company "Limolou Land Company Limited", incorporated by letters patent bearing date the 10th day of January 1913, with head office at Quebec, in the judicial district of Quebec, has been dissolved as from the third day of August, 1950, pursuant to the provisions of the Winding-up Act, (R.S.Q., 1941, chapter 278), as amended by 6 George VI, chapter 62.

Given at the office of the Provincial Secretary, this eighth day of August, 1950.

28087 JEAN BRUCHÉSI,
Under Secretary of the Province.

Département des Affaires municipales

Le soussigné donne avis que, tel que demandé par une résolution du 6 juin 1950 du conseil de la municipalité de St-Dominique, comté de Bagot, et conformément aux dispositions de l'article 130 du Code municipal, il a décrété, en date du 3 août 1950, que les publications de tous les avis publics, règlements, résolutions ou ordres de la dite corporation, sauf celles requises dans la *Gazette officielle de Québec*, se fassent, à l'avenir, dans la langue française seulement.

Le présent avis est publié en conformité de l'article 131 du Code municipal. (10 George VI, chapitre 55, section 2.)

Québec, le 3 août 1950.

28074-o Le Ministre des Affaires municipales,
BONA DUSSAULT.

Department of Municipal Affairs

The undersigned gives notice that as requested by a resolution of the 6th of June, 1950, of the council of the municipality of St-Dominique, county of Bagot, and pursuant to the provisions of Article 130 of the Municipal Code, he has enacted, under date the 3rd day of August, 1950, that the publication of all public notices, by-laws, resolutions or orders of the said corporation, with the exception of those required in the *Quebec Official Gazette*, be made, in the future in the French language only.

The present notice is published in conformity with Article 131 of the Municipal Code. (10 George VI, chapter 55, section 2.)

Québec, August 3, 1950.

28074 BONA DUSSAULT,
Minister of Municipal Affairs.

Mines

AVIS DE RÉVOCATION DE DROITS DE MINE

A

J. F. Bryant, C. C. Whitney, James E. Whitney, Adalbert H. Whitney, Mme Charles Gibb-

Mines

NOTICE OF CANCELLATION OF MINING RIGHTS

To

J. F. Bryant, C. C. Whitney, James E. Whitney, Adalbert H. Whitney Mrs Charles Giddings,

dings, Mme Albert C. Giddings, Ira J. Whitney, Enos B. Whitney, Mme William Bolton, Mme Arthur Proctor, Orford Mountain R'y Co., Otis N. Norton, Mme Homer Thomas, The Director the Veteran's Land Act, Reginald W. Peasley, Dr. Nena Griggs, John H. Peasley, Arthur H. Fross, Sydney Fraser Williams, Leonard E. Smith.

Vu les articles 50 et 51 de la Loi des Mines de Québec, avis est donné qu'après un délai de soixante jours à compter du présent avis, le Ministre des Mines recommandera la révocation quant aux droits de mine, par le Lieutenant-Gouverneur en Conseil, des concessions des lots numéros 744, 763, 764, 765, 766, 767, 768, 769, 969, 970 et 971, du cadastre officiel du canton de Bolton, correspondant aux lots 17 et 18 dans les rangs VII et VIII du dit canton de Bolton, comté de Brome.

Québec, premier août, 1950.

Le Sous-Ministre des Mines,

28065-o

A.-O. DUFRESNE.

Mrs Albert C. Giddings, Ira J. Whitney, Enos B. Whitney, Mrs William Bolton, Mrs Arthur Proctor, Orford Mountain R'y Co., Otis N. Norton, Mrs Homer Thomas, The Director the Veteran's Land Act, Reginald W. Peasley, Dr Nena Briggs, Joyn H. Peasley, Arthur H. Fross, Sydney Fraser Williams, Leonard E. Smith.

Pursuant to section 50 and 51 of the Quebec Mining Act, notice is hereby given that after a delay of sixty days from the present notice the Minister of Mines will recommend the revocation as to the mining rights, by the Lieutenant-Governor in Council, of the concessions of lots numbers 744, 763, 764, 765, 766, 767, 768, 769, 970 and 971, of the official cadastre for the township of Bolton, county of Brome, the said lots corresponding to lots 17 and 18 Ranges VII and VIII of the said township of Bolton.

Quebec, August first, 1950.

A. O. DUFRESNE,

28065-o

Deputy Minister of Mines.

Département des Terres et Forêts

AVIS

Cadastre officiel du Canton de Grantham (maintenant cité de Drummondville) division d'enregistrement de Drummond.

Avis est par la présente donné que le lot 153-200 est annulé en vertu de l'article 2174A du Code civil.

Québec, le 14 juin 1950.

Département des Terres et Forêts,

Service du Cadastre,

AVILA BÉDARD,

28081-o

Sous-Ministre.

AVIS

Cadastre officiel de la ville de Salaberry de Valleyfield division d'enregistrement de Beauharnois.

Avis est par la présente donné que les lots 841-70 à 841-105, 841-109 à 841-119, 841-121 à 841-131, partie des lots 841-106, 841-107, 841-108, 841-120, 841-132, 841-133 et 841-134 sont annulés et remplacés par le lot 841, en vertu des articles 2174 et 3174A du Code civil.

Québec, le 1er août 1950.

Département des Terres et Forêts,

Service du Cadastre,

AVILA BÉDARD,

28081-o

Sous-Ministre.

AVIS

Cadastre officiel de la paroisse de Ste-Flore division d'enregistrement des Trois-Rivières.

Avis est par la présente donné que les lots 628-1615 à 628-1619 sont annulés en vertu des articles 17 et 18, chapitre 320 des Statuts Refondus de la Province de Québec 1941.

Québec, le 30 mai 1950.

Département des Terres et Forêts,

Service du Cadastre,

AVILA BÉDARD,

28081-o

Sous-ministre.

Department of Lands and Forests

NOTICE

Official cadastre of the township of Grantham (Now part of the city of Drummondville) registration division of Drummond.

Notice is hereby given that lot 153-300 is cancelled in virtue of Article 2174A of the civil Code.

Quebec, June the 14th, 1950.

Department of Lands and Forests,

Cadastral Branch,

AVILA BÉDARD,

28081-o

Deputy Minister.

NOTICE

Official cadastre of the town of Salaberry de Valleyfield registration division of Beauharnois.

Notice is hereby given that lots 841-70 to 841-105, 841-109 to 841-119, 841-121 to 841-131, part of lots 841-106, 841-107, 841-108, 841-120, 841-132, 941-133 and 841-134 are cancelled and replaced by lot 841, in virtue of Articles 2174 and 2174A of the civil Code.

Québec, August the 1st, 1950.

Department of Lands and Forests,

Cadastral Branch,

AVILA BÉDARD,

28081-o

Deputy-Minister.

NOTICE

Official cadastre of the parish of Ste Flore registration division of Three-Rivers.

Notice is hereby given that lots 628-1515 to 628-1619 are cancelled in virtue of Articles 17 and 18 chap. 320 of the Revised Statutes of the Province of Quebec 1941.

Quebec, May 30, 1950.

Department of Lands and Forests,

Cadastral Branch,

AVILA BÉDARD,

28081-o

Deputy Minister.

AVIS

Cadastre officiel du Village Incorporé de Longueuil (maintenant partie de la ville de Longueuil), division d'enregistrement de Chambly.

Avis est par la présente donnée que les lots 200-414 à 200-441 sont annulés en vertu de l'article 2174A du Code civil.

Québec, le 28 juillet 1950.

Le Département des Terres et Forêts,
Service du Cadastre,
Le Sous-ministre,
AVILA BÉDARD,

28091-o

NOTICE

Official Cadastre of the Incorporated Village of Longueuil (Now part of the town of Longueuil) Registration Division of Chambly.

Notice is hereby given that lots 200-414 to 200-441 are cancelled in virtue of Article 2174A of the civil Code.

Québec, July the 28th, 1950.

Department of Lands and Forests,
Cadastral Branch,
AVILA BÉDARD,
Deputy Minister.

28091-o

Département du Travail

Department of Labour

AVIS DE PRÉLÈVEMENT

L'honorable Antonio Barrette, ministre du Travail, donne avis par les présentes, que le Comité paritaire de l'Industrie de l'Imprimerie de Montréal et du district, établi en exécution du décret numéro 3088, du 7 août 1946, a été autorisé par règlement approuvé par l'arrêté en conseil numéro 914 du 9 août 1950, section "C", le tout conformément aux dispositions de la Loi de la convention collective (Statuts refondus de Québec, 1941, chapitre 163 et amendements) à prélever des cotisations des employeurs professionnels, des artisans et des salariés assujettis audit décret, suivant la méthode et le taux ci-après mentionnés:

1. Cotisation

La période de cotisation s'étend du 10 août 1950 au 10 août 1951 et s'exerce comme ci-dessous mentionné:

a) Tous les employeurs professionnels assujettis au décret numéro 3088 du 7 août 1946 et amendements doivent verser au Comité paritaire un montant égal à $\frac{1}{2}$ de 1% de leur liste de paie pour toutes les personnes, hommes ou femmes, assujetties audit décret.

b) Tous les artisans travaillant individuellement ou en société assujettis audit décret, doivent verser au Comité paritaire une somme équivalente à $\frac{1}{2}$ de 1% de leur salaire. Pour les fins d'application de ce prélèvement et de ce règlement, le salaire de chaque artisan travaillant seul ou en société, est considéré comme fixé à un montant égal au salaire payé au salarié compagnon le moins rémunéré.

c) Tous les salariés des deux sexes assujettis audit décret doivent verser au Comité paritaire une somme équivalente à $\frac{1}{2}$ de 1% de leurs salaires, gages ou autres rémunérations.

2. Mode de perception

Le ou avant le quinzième (15e) jour de chaque mois, l'employeur professionnel doit transmettre au Comité paritaire un rapport sur les formules fournies à cette fin par le Comité paritaire) indiquant les salaires, gages ou autres rémunérations payés durant le mois précédant à toutes les personnes à son emploi, assujetties audit décret; il doit, en même temps, remettre au Comité paritaire le montant de sa propre cotisation et celle de ses salariés.

L'employeur professionnel doit percevoir, à la fin de chaque semaine, au nom du Comité Pari-

NOTICE OF LEVY

The Honourable Antonio Barrette, Minister of Labour, hereby gives notice that the Printing Industry Parity Committee for Montreal and District, formed under decree number 3088, of August 7, 1946, has been authorized by a by-law approved by Order in Council number 914 of August 9, 1950, part "C", pursuant to the provisions of the Collective Agreement Act (Revised Statutes of Quebec 1941, chapter 163 and amendments), to levy assessments upon the professional employers, the artisans and the employees governed by the said decree, according to the method and rate hereinafter mentioned:

1. Levy

The period of levy extends from August 10 1950, to August 10, 1951, and shall apply as hereinafter mentioned:

a) All professional employers governed by decree No. 3088 of August 7, 1946 and amendments, shall pay to the Parity Committee an amount equal to $\frac{1}{2}$ of 1% of their pay roll for all persons, men and women subject to the said decree.

b) All artisans working individually or in partnership, governed by the said decree, shall pay to the Parity Committee an amount equal to $\frac{1}{2}$ of 1% of their salary. For the purpose of this levy and this by-law, the salary of each artisan, working alone or in partnership, shall be considered fixed to an amount equal to the salary paid to the least remunerated journeyman employee.

c) All employees governed by the said decree shall pay to the Parity Committee an amount equal to $\frac{1}{2}$ of 1% of their salaries, wages or other remuneration.

2. Mode of Collection

On or before the fifteenth (15th) day of each month, the professional employer shall transmit to the Parity Committee a report (on the form furnished by the Parity Committee for that purpose) stating the salaries, wages and other remuneration paid during the preceding month to all persons in his employ subject to the said decree. Simultaneously, the professional employer shall remit to the said Parity Committee the amount of his own assessment and the assessments of his employees.

The professional employer shall collect, at the expiration of each week, on behalf of the

taire, les prélèvements de ses salaires à même les salaires versés à ces derniers.

Le rapport de l'employeur professionnel doit être signé avant d'être adressé au Comité paritaire. Le Comité a le droit d'exiger l'assermentation dudit rapport lorsqu'il le juge à propos.

Les ouvriers ou artisans qui ne sont pas au service d'un employeur professionnel doivent, le ou avant le quinzième (15e) jour de chaque mois, verser au Comité paritaire le montant de leurs prélèvements sur les salaires ou autres rémunérations qui leur ont été versés durant le mois précédent, pour tout travail de même nature ou de même genre que celui visé par le décret, dans la juridiction déterminée par ledit décret. Ces prélèvements doivent être calculés de la manière prévue à l'article 1 ci-dessus.

3. Rapport financier

D'accord avec les dispositions de la Loi de la convention collective, le Comité paritaire doit présenter un rapport trimestriel de ses opérations financières au Ministre du Travail, aux dates fixes suivantes: 31 mars, 30 juin, 30 septembre et 31 décembre.

Ci-annexé un état des recettes et des déboursés du Comité paritaire de l'Industrie de l'Imprimerie de Montréal et du District pour la période se terminant le 10 août 1951.

ESTIMÉ DES REVENUS ET DÉPENSES DE COMITÉ PARITAIRE DE L'INDUSTRIE DE L'IMPRIMERIE DE MONTRÉAL ET DU DISTRICT

Pour la période commençant le 10 août 1950 et se terminant le 10 août 1951.

Revenus:

Cotisations (½ de 1%):

Employeurs professionnels, salariés et artisans	\$95,000.00
Dommages liquidés	2,000.00
Pénalités	200.00
Revenu Loyer	1,560.00
	\$98,760.00

Dépenses:

Salaires — bureau	\$29,380.00
Salaires — inspecteurs (Ville)	12,220.00
Salaires — inspecteurs (Centre Ruraux)	3,120.00
Taxes d'eau	125.00
Papeterie & fournitures de bureau	7,000.00
Dépenses de voyage (Inspection — Ville)	1,000.00
Dépenses de voyage (Inspection — Centres Ruraux)	2,000.00
Frais légaux	2,085.00
Téléphone & Télégrammes	1,200.00
Timbres-poste	900.00
Vérification des livres	380.00
Commission de banque	140.00
Frais généraux	2,500.00
Jetons de présence aux délégués	1,200.00
Frais de déplacement des délégués	2,090.00
Subventions — Commission d'Apprentissage	20,000.00
Assurance chômage	372.00
Fonds de pension	4,500.00
Divers et imprévus	1,500.00
Entretien de la propriété:	
Chauffage	687.00
Service du concierge	3,120.00
Taxes	880.00
Assurance	375.00

Parity Committee, the assessments of his employees from the wages paid to them.

The report of the professional employer shall be signed before it is sent to the Parity Committee. The Committee has the right to exact sworn reports when deemed advisable.

Workmen or artisans who are not working for a professional employer shall, on or before the fifteenth (15th) day of each month, remit to the Parity Committee the amount of their assessments out of the salaries, wages or other remunerations received during the preceding month for work of the same nature or kind as that contemplated by the decree, within the jurisdiction determined by the said decree. These assessments shall be calculated in the manner set forth in the above section 1.

2. Financial Report

Pursuant to the Collective Agreement Act the Parity Committee shall make a quarterly report covering its financial operations and remit same to the Minister of Labour on the following dates: March 31st, June 30th, September 30th, and December 31st.

There is, annexed hereto, an estimate of the receipts and disbursements of the Printing Industry Parity Committee for Montreal and District, for the period ending August 10, 1951.

ESTIMATE OF THE RECEIPTS AND DISBURSEMENTS OF THE PRINTING INDUSTRY PARITY COMMITTEE FOR MONTREAL AND DISTRICT

For the period beginning August 10, 1951, and ending August 10, 1951.

Receipts:

Assessments (½ of 1%):

Professional employers, employees and artisans	\$95,000.00
Liquidated damages	2,000.00
Penalties	200.00
Rent Income	1,560.00
	\$98,760.00

Expenses:

Salaries — Office	\$29,380.00
Salaries — inspectors (town)	12,220.00
Salaries — inspectors (rural centers)	3,120.00
Water taxes	125.00
Stationery and office equipment	7,000.00
Travelling expenses (inspection — town)	1,000.00
Travelling expenses (inspection — rural centers)	2,000.00
Legal fees	2,085.00
Telephone and telegrams	1,200.00
Postal stamps	900.00
Audition of books	380.00
Bank commissions	140.00
General expenses	2,500.00
Attendance fees to members	1,200.00
Travelling expenses of members	2,090.00
Subventions — Apprenticeship Commission	20,000.00
Unemployment insurance	372.00
Pension fund	4,500.00
Miscellaneous expenses	1,500.00
Maintenance of Property:	
Fuel	687.00
Janitor service	3,120.00
Taxes	880.00
Insurance	375.00

Intérêt sur la propriété	700.00	Interest on property	700.00
	\$97,474.00		\$97,474.00
Surplus.	1,286.00	Surplus.	1,286.00
	\$98,760.00		\$98,760.00

Le Sous-ministre du Travail,
GÉRARD TREMBLAY.
Ministère du Travail,
Québec, le 12 août 1950. 28101-o

GÉRARD TREMBLAY,
Deputy Minister of Labour.
Department of Labour,
Quebec, August 12, 1950. 28101-o

Département du Trésor Assurances

Treasury Department Insurance

AVIS D'ANNULATION DE PERMIS ET CERTIFICAT D'ENREGISTREMENT

Attendu que les membres de la Compagnie d'assurance mutuelle contre le feu de la paroisse de Ste-Marie-de-Beauce, comté de Beauce, ont décidé le 13 mars 1949 de liquider ladite compagnie et de ne plus accepter de nouveaux membres à compter du 20 avril 1949; et,

Attendu que cette liquidation, d'après le rapport du liquidateur de la compagnie, a été complétée le 4 août 1950;

En conséquence, avis est par les présentes donné que le permis et le certificat d'enregistrement numéro 118 de la compagnie d'assurance mutuelle contre le feu de la paroisse de Ste-Marie-de-Beauce est annulé à compter du 4 août 1950.

Donné au bureau du Service des assurances,
Département du Trésor, le 7 août 1950.

Pour le Trésorier de la Province,
GEORGES LAFRANCE,
28084-32-2-o Surintendant des assurances.

NOTICE OF CANCELLATION OF LICENSE AND CERTIFICATE OF REGISTRY

Whereas the members of La compagnie d'assurance mutuelle contre le feu de la paroisse de Ste-Marie-de-Beauce, county of Beauce, have decided the 13th of March 1949 to go into the liquidation of the said company and to accept no new members as from the 20th of April 1950;

Whereas this liquidation, according to the report of the liquidator of the company has been completed the 4th of August 1950;

Therefore, notice is hereby given that the licence and certificate of registry number 118 of La compagnie d'assurance mutuelle contre le feu de la paroisse Ste-Marie-de-Beauce is cancelled as from the 4th of August 1950.

Given at the office of the Insurance Branch,
Treasury Department, the 7th of August 1950.

For the Treasurer of the Province,
GEORGES LAFRANCE,
28084-32-2-o Superintendent of Insurance.

AVIS D'ANNULATION DE PERMIS ET CERTIFICAT D'ENREGISTREMENT

Attendu que les membres de la Compagnie d'assurance mutuelle contre le feu de la paroisse de St-Étienne-de-Beaumont, comté de Bellechasse, ont décidé, le 16 juillet 1950, de liquider ladite compagnie et de ne plus accepter de nouveaux membres à compter du 16 août 1950;

En conséquence, avis est par les présentes donné que le permis et certificat d'enregistrement numéro 845 de la Compagnie d'assurance mutuelle contre le feu de la paroisse de St-Étienne-de-Beaumont est annulé à compter du 16 juillet 1950.

Donné au bureau du Service des assurances,
Département du Trésor, le 1er août 1950.

Pour le Trésorier de la Province,
GEORGES LAFRANCE,
28084-32-2-o Surintendant des assurances.

NOTICE OF CANCELLATION OF LICENCE AND CERTIFICATE OF REGISTRY

Whereas the members of La compagnie d'assurance mutuelle contre le feu de la paroisse de St-Étienne-de-Beaumont, county of Bellechasse, have decided, the 16th of July 1950, to go into the liquidation of the said company, and to accept no new members as from the 16th of August 1950;

Therefore, notice is hereby given that the licence and certificate of registry number 845 of La compagnie d'assurance mutuelle contre le feu de la paroisse de St-Étienne-de-Beaumont is cancelled as from the 16th of July 1950.

Given at the office of the Insurance Branch,
Treasury Department, the 1st of August 1950.

For the Treasurer of the Province,
GEORGES LAFRANCE,
28084-32-2-o Superintendent of Insurance.

AVIS D'ÉMISSION DE PERMIS ET DE CERTIFICAT D'ENREGISTREMENT

Avis est donné par les présentes que "Norrland Insurance Company Limited", enregistrée sous le numéro 504, a obtenu le permis et certificat d'enregistrement numéro 63 qui l'autorise, à compter du 19 mai 1950, à effectuer dans la Province des contrats relatifs aux genres d'assurance suivants, mais par voie de réassurance seulement: Incendie et accessoirement — agitation civile, choc de véhicules, chute d'aéronef, défectuosité d'extincteurs chimiques, explosion limitée ou

NOTICE OF ISSEU OF LICENSE AND CERTIFICATE OF REGISTRATION

Notice is hereby given that "Norrland Insurance Company Limited" registered under number 504, has obtained the license and certificate of registration number 63 authorizing it, as from the 19th of May 1950, to undertake in the Province contracts of insurance of the following classes, but by way of reinsurance only: Fire and supplementary thereto — civil commotion, earthquake, falling aircraft, impact by vehicles, limited hail, limited or inherent explosion, sprinkler

inhérente, fuite d'eau, grêle, ouragan, tremblement de terre; Biens mobiliers; Transport intérieur.

Le siège social de la compagnie est situé à Stockholm, Suède.

La compagnie a nommé monsieur Edwin T. Cutts, 264, rue de l'Hôpital, Montréal, son procureur dans la Province.

Donné au bureau du Service des assurances, Département du Trésor, le 7 août 1950.

Pour le Trésorier de la Province,
GEORGES LAFRANCE,
28084-32-2-o Surintendant des assurances.

leakage, water damage, windstorm; Inland transportation; Personal property.

The head office of the company is situated at Stockholm, Sweden.

The company has appointed Mr. Edwin T. Cutts, 264 Hospital Street, Montreal, its attorney in the Province.

Given at the office of the Insurance Branch, Treasury Department, the 7th of August, 1950.

For the Treasurer of the Province,
GEORGES LAFRANCE,
28084-32-2-o Superintendent of Insurance.

Examen des Agronomes — Agronomists Examination

LA CORPORATION DES AGRONOMES DE LA PROVINCE DE QUÉBEC

ASPIRANTS A L'ÉTUDE DE L'AGRONOMIE

CANDIDATES TO THE STUDY OF AGRICULTURE

Tableau contenant les noms, prénoms, âge et domicile des aspirants à l'étude de l'agronomie, ainsi que le nom des institutions où ils ont étudié.

Table containing the names, surnames, age and residence of candidates to the study of Agriculture and also the name of the institutions where they have studied.

Noms et prénoms Names and surnames	Résidence Domicile	Age	Institutions
Allison, Robert James.	73 Hume St., London, Ont.	19	Sir Adam Beck Collegiate Institute.
Anderson, Grey Ashton . . .	1217 Graham Blvd, Apt. 1, Town of Mont Royal.	18	Mount Royal High School.
April, Gaston	Rivière-du-Loup	18	Ecole Mgr Taché.
Baldwin, Elvyn M.	Macdonald College.	25	Stanstead College.
Beaudoin, Marius	St-Henri de Mascouche.	28	Séminaire de Ste-Thérèse.
Beaulieu, Roland.	14, rue St-Dominique, Bienville.	18	Ecole Supérieure Lévis.
Beaulne, Claude.	Ste-Scholastique, Deux-Montagnes.	19	Institut Agricole d'Oka.
Beaumier, Marcel	Grand'Mère.	27	Shawinigan Technical Institute.
Benoit, Paul	5693, rue Brisset, Montréal.	19	Ecole Supérieure Saint-Henri.
Bergeron, Claude.	10217, rue Péloquin, Montréal.	22	Séminaire de Ste-Thérèse.
Boulay, Gaston	12, rue Octave, Victoriaville.	21	Séminaire de Nicolet.
Bousquet, Denis.	La Présentation, Cté St-Hyacinthe.	22	Séminaire de St-Hyacinthe.
Brooks, Earle Alexander. . .	12 Somerville Avenue, Westmount.	17	Westmount High School.
Bull, Harry Wilton	5492 Robert Burns St., Montreal . . .	16	Montreal West High School.
Busseau, Guy.	9151, rue Lajeunesse, Montréal . . .	19	Institut Agricole d'Oka.
Christie, William C.	Thetford Mines.	19	Bishop's College School.
De la Durantaye, Fernand. .	Cap St-Ignace, Cté Montmagny . . .	25	Collège St-Charles Garnier.
Demers, Jacques	142, rue des Franciscains, Québec . .	24	Institut Agricole d'Oka.
Desormeaux, Ronald.	5007, 5ième avenue, Rosemont.	19	Ecole Supérieure Le Plateau
Desrochers, Gilles	St-Jacques, Cté Montcalm	20	Séminaire de Joliette.
Hamelin, Gaston	412, rue Notre-Dame, Cap-de-la- Madeleine.	18	Académie Pierre Boucher.
Huot, Lucien	11975 rue Persillier, Montréal.	20	Ecole Universelle d'orientation
Kimpton, Lloyd.	4399 Beaconsfield Avenue, Montreal. .	18	West Hill High School.
Lafond, Victor	Ste-Julienne, Cté Montcalm.	23	Institut Agricole d'Oka.
Lancetot, Claude.	690 Hartland, Outremont	16	Collège Mont-Saint-Louis.
Langevin, Jean.	Hébertville Station, Cté Lac St-Jean. .	19	Collège Notre-Dame.
Lapalme, Albert.	St-Lin des Laurentides, Cté L'As- sompion.	21	Institut Agricole d'Oka.
Larocque, Serge	753, rue de l'Épée, Outremont.	19	Académie Querbes.
L'Écuyer, Paul.	41, rue Claire-Fontaine, Québec.	20	Université Laval.
Lemieux, Jean	2187 est, boul. Gouin, Montréal.	18	Collège Sainte-Marie.
Lough, James M.	4933 Western Avenue, Westmount . .	18	Westmount High School.
Mailoux, Marcel.	Rivière-du-Loup	18	Ecole Mgr Taché.
Masson, Peter.	569, Stanstead Avenue, Mount Royal. .	17	Mount Royal High School.
Matte, Jean-Marius	Neuville, Cté Portneuf.	22	Ecole Ouellet.
Moreau, Gilbert.	Batiscan, Cté Champlain	18	Institut Agricole d'Oka.
Paule, J.-Fernand	200, rue Précieux-Sang, Joliette.	27	Institut Agricole d'Oka.
Paquet, René	25, rue Pontgravé, Québec	19	Externat Classique St-Jean-Eudes.
Paquet, Roland	25, rue Pontgravé, Québec	19	Externat Classique St-Jean-Eudes.
Préfontaine, Claude.	90, 4ième avenue, Verdun.	19	Institut Agricole d'Oka.
Remillard, Denis	St-Philippe, Cté Laprairie.	20	Ecole Supérieure de Sherbrooke.
Richer, Simon.	1221, rue d'Argenson, Montréal.	20	Institut Agricole d'Oka.
Rioux, Jacques-André.	40, rue High, Sherbrooke.	19	Institut Agricole d'Oka.
Routhier, Jean-Marc.	15a, rue Charland, Lauzon	20	Collège Supérieur St-Joseph.
Sauvé, André	2215, Davidson, Montréal.	18	Ecole Supérieure Chomedey-de- Maisonneuve.
Tessier, Jean-Guy	3178 est, rue Ontario, Montréal.	18	Ecole Supérieure Chomedey-de- Maisonneuve.
Toupin, Lambert.	Oka, Cté Deux-Montagnes.	20	Collège Notre-Dame.
Tremblay, Étienne	St-Joachim, Cté Montmorency	20	Ecole Supérieure St-Grégoire.
Wills, Ian Malcolm	16 Gault St., Valleyfield	17	Gault Institute.

Montréal, le 1er août 1950.— Montreal, August 1st 1950.

Le Secrétaire-trésorier
de la Corporation des Agronomes
de la Province de Québec,
28085-32-2-o RENÉ MONETTE.

RENE MONETTE,
Secretary-Treasurer
of La Corporation des Agronomes
de la Province de Québec.

Examen du Barreau — Bar Examination

BARREAU DU BAS SAINT-LAURENT — BAR OF THE LOWER SAINT LAWRENCE

CANDIDAT POUR L'ADMISSION A L'ÉTUDE DU DROIT

CANDIDATE FOR THE ADMISSION TO THE STUDY OF LAW

Nom Name	Prénom Surname	Age	Résidence Residence	Collège College
April.	Annette.	21	Trois-Pistoles	Jésus-Marie de Sillery.

Rimouski, le 27 juillet 1950 — Rimouski, July 27, 1950.

28057-31-2-o

Le Secrétaire du Barreau du Bas Saint-Laurent,
MAURICE TESSIER,
Secretary of the Bar of the Lower Saint Lawrence.

Liquidations, avis de:

Avis est donné que, lors d'une assemblée générale spéciale des sociétaires du syndicat coopératif à responsabilité limitée "La Caisse Populaire de Notre-Dame-du-Lac", société régie par la Loi des syndicats coopératifs de Québec, laquelle a son siège social à Notre-Dame-du-Lac, dans le comté de Témiscouata, une résolution a été dûment adoptée, à l'effet que les affaires de ladite société soient liquidées volontairement et que celle-ci soit dissoute, conformément aux dispositions de ladite Loi des syndicats coopératifs de Québec (S.R.Q. 1941, chap. 290) et de la Loi de la liquidation volontaire des compagnies à fonds social (R.S.Q. 1941, chapitre 278), et que, à ces fins, MM. C.-E. Cliche, J.-A. Bérubé et Omer Malenfant ont été nommés liquidateurs.

Donné au bureau du Secrétaire de la Province, le 6 juillet 1950.

Le Sous-secrétaire de la Province,
JEAN BRUCHÉSI.

28075-o

Avis est donné que, lors d'une assemblée générale des sociétaires du syndicat coopératif à responsabilité limitée "La Gatineau (Coopérative de Consommation)", société régie par la Loi des syndicats coopératifs de Québec, avec siège social à Parent, dans le comté de Lavolette, laquelle assemblée a été tenue à Parent, le 15 mars 1950, une résolution a été dûment adoptée, à l'effet que les affaires de ladite société soient liquidées volontairement, et que celle-ci soit dissoute, conformément aux dispositions de ladite Loi, S.R.Q. 1941, chapitre 290, et de la Loi de la liquidation volontaire des compagnies à fonds social, S.R.Q. 1941, chapitre 278, et que, à ces fins, MM. Pamphile Chouinard, Edmond Jobin et Robert Gamache ont été nommés liquidateurs.

Donné au bureau du Secrétaire de la Province le 27 juillet 1950.

Le Sous-secrétaire de la Province,
JEAN BRUCHÉSI.

28076-o

Winding up Notices

Notice is hereby given that at a special general meeting of the associates of the cooperative syndicate with limited liability "La Caisse Populaire de Notre-Dame-du-Lac", an association governed by the Quebec Cooperative Syndicates Act, which has its head office at Notre-Dame-du-Lac, in the county of Témiscouata, a resolution was adopted to the effect that the affairs of the association be voluntarily wound-up and that it be dissolved pursuant to the provisions of the said Quebec Cooperative Syndicates Act (R.S.Q., 1941, chap. 290) and the Winding-up Act (R.S.Q., 1941, chapter 278), and that, for such purposes, Messrs. C. E. Cliche, J. A. Bérubé and Omer Malenfant were appointed liquidators.

Given at the office of the Provincial Secretary, this sixth day of July, 1950.

JEAN BRUCHÉSI,
Under Secretary of the Province.

28075

Notice is hereby given that at a general meeting of the members of the cooperative syndicate with limited liability "La Gatineau (Coopérative de Consommation)", an association governed by the Quebec Cooperative Syndicates Act, with head office at Parent, in the county of Lavolette, which meeting was held at Parent, on the 15th of March, 1950, a resolution was duly adopted, to the effect that the affairs of the said association be voluntarily wound-up, and that it be dissolved, pursuant to the provisions of the said Act, R.S.Q., 1941, chapter 290, and the Winding-up Act, R.S.Q., 1941 chapter 278, and that, for such purpose, Messrs. Pamphile Chouinard, Edmond Jobin and Robert Gamache were appointed liquidators.

Given at the office of the Provincial Secretary, this twenty-seventh day of July, 1950.

JEAN BRUCHÉSI,
Under Secretary of the Province.

28076

Proclamation

Canada,
Province de
Québec.
[L. S.]

EUG. FISET

GEORGE VI, par la grâce de Dieu, Roi de Grande-Bretagne, d'Irlande et des territoires

Proclamation

Canada,
Province of
Quebec.
[L. S.]

EUG. FISET

GEORGE VI, by the Grace of God, of Great Britain, Ireland and the British Dominions

britanniques au delà des mers, défenseur de la foi.

A tous ceux qui ces présentes lettres verront ou qu'elles pourront concerner,

SALUT.

PROCLAMATION

L'Assistant-procureur général,
L. DÉSILETS. { **A**TTENDU qu'une requête Nous a été présentée par la majorité des propriétaires de biens-fonds situés dans la municipalité de Laprairie, demandant que le territoire qu'ils habitent soit détaché de ladite municipalité de Laprairie et érigé en une municipalité distincte, sous le nom de "municipalité de La Nativité de Laprairie", dans le comté de Laprairie;

ATTENDU que toutes les prescriptions du Code municipal à cet effet ont été remplies et que ledit territoire est dans les conditions exigées par la loi;

ATTENDU qu'il restera à la municipalité de Laprairie, après cette érection, une population d'au moins 300 âmes;

ATTENDU qu'il est opportun de se rendre à cette demande.

A CES CAUSES, du consentement et de l'avis de Notre Conseil Exécutif, exprimés dans un décret en date du 31 mai 1950, portant le numéro 617, et conformément aux dispositions du Code municipal de Notre province de Québec, Nous déclarons par les présentes que le territoire suivant, savoir:

Un territoire situé dans la seigneurie de Laprairie comprenant, en référence au cadastre officiel de la paroisse de Laprairie-de-la-Magdeleine, tous les lots, ou parties de lots et leurs subdivisions, présents et à venir, ainsi que les chemins, rues, ruelles, emprises de chemin de fer, rivières, cours d'eau, ou partie d'iceux renfermés dans les limites suivantes, à savoir: partant du point d'intersection de la rive du fleuve St-Laurent avec la ligne nord du lot no 1; de là, passant par les lignes et démarcations suivantes en continuité les unes des autres: la dite ligne nord du lot 1 et la ligne nord du lot 90 raccordées par un tronçon de la ligne séparative des lièvre et 2ième concessions de la Côte-St-Lambert; le côté sud-ouest d'un chemin limitant au nord-est le lot 90 jusqu'au prolongement de la ligne nord-ouest du lot 121; le dit prolongement et la dite ligne nord-ouest du lot 121; la ligne nord-est des lots 121, 122, 124, 125, 126 et 127; la ligne sud-est du lot 127; le côté nord-est d'un chemin public jusqu'à la ligne nord-ouest du lot 134; la dite ligne nord-ouest du lot 134; la ligne limitant au nord-est les lots de 134 à 144, de 146 à 159, de 161 à 163, de 165 à 168 et de 170 à 178; une ligne limitant vers l'est les lots 178 et 179; une ligne limitant vers le nord-est les lots 179, 180, 181 et 182; une ligne brisée limitant vers l'est les lots 182, 183 et 184; une ligne limitant vers le nord-est les lots 394, 395, 396, 397, 398 et 467; la ligne sud du lot 467; la ligne nord-est des lots 466, 465 et 468; la ligne sud-est du lot 468; les lignes nord-est, sud-est et sud du lot 469; une ligne brisée limitant vers l'est les lots 476, 479, 480, 481, 482, 483, 484, 485, 486, 492, 493, 494, 495, 496, 498, 499, 500, 502, 503, 504, 505, 506, 507, 508, 509 et 511; la ligne nord-est du lot 512; la ligne sud-est des lots 512 et 513; le côté sud-est d'un chemin longeant le lot 513 par le sud-est; la ligne sud-est des lots 513, 516, 517 et 673 (Commune) jusqu'au coin nord-est du lot 543; une ligne brisée limitant vers le sud-est les lots 543, 544, 545 et 546; une ligne limitant

beyond the Seas, King, Defender of the Faith.

To all to whom these presents shall come or whom the same may concern.

GREETING.

PROCLAMATION

L. DÉSILETS, Deputy Attorney General. { **W**HEREAS a petition has been presented to Us by the owners of land situate in the municipality of Laprairie, requesting that the territory in which they live be detached from the said municipality of Laprairie and be erected into a separate municipality, under the name of "Municipality of La Nativité de Laprairie", in the county of Laprairie;

WHEREAS all the provisions of the Municipal Code to this effect have been fulfilled and that the said territory meets the requirements exacted by Law;

Whereas there will remain in the municipality of Laprairie, after this erection, a population of at least 300 souls;

WHEREAS it is expedient to grant the said request,

THEREFORE, with the consent and advice of Our Executive Council, expressed in an order dated the 31st day of May, 1950, bearing N°. 617, and pursuant to the provisions of the Municipal Code of Our Province of Quebec, We hereby declare that the following territory, to wit:

A territory situate in the Laprairie Seigniorie comprising, with reference to the official cadastre for the parish of Laprairie-de-la-Magdeleine, all the lots or parts of lots and their present and future subdivisions, and also the roads, streets, lanes, railway rights-of-way, rivers, watercourses, or parts of same, enclosed within the following boundaries, to wit: starting from the point of intersection of the shore of the St. Lawrence river with the north line of lot No. 1; thence, passing by the following lines and demarcations successively: the said north line of lot 1 and the north line of lot 90 joined by a portion of the division line of the 1st and 2nd concessions of Côte-St-Lambert; the southwest side of the road bounding on the north east lot 90 as far as the prolongation of the northwest line of lot 121; the said prolongation and the said northwest line of lot 121; the northeast line of lots 121, 122, 124, 125, 126 and 127; the southeast line of lot 127; the northeast side of a public road as far as the northwest line of lot 123; the said northwest line of lot 134; the line bounding on the northeast lots from 134 to 144, from 146 to 159, from 161 to 163, from 165 to 168 and from 170 to 178; a line bounding on the east lots 178 and 179; a line bounding on the northeast lots 179, 180, 181 and 182; a broken line bounding on the east lots 182, 183 and 184; a line bounding on the northeast lots 394, 395, 396, 397, 398 and 467; the south line of lot 467; the northeast line of lots 466, 465 and 468; the southeast line of lot 468; the north-east, southeast and south lines of lot 469; a broken line bounding on the East lots 476, 479, 480, 481, 482, 483, 484, 485, 486, 492, 493, 494, 495, 496, 498, 499, 500, 502, 503, 504, 505, 506, 507, 508, 509 and 511; the northeast line of lot 512; the southeast line of lots 512 and 513; the southeast side of a road running along lot 513 on the southeast; the southeast line of lots 513, 516, 517 and 673 (Common) up to the northeast corner of lot 543; a broken line bounding on the southeast lots 543, 544, 545 and 546; a line

au sud-ouest le lot 546; une ligne limitant au sud-est les lots 546, 547 et 548; la ligne sud-ouest du lot 548; une ligne brisée limitant vers le sud-est les lots 568, 569, 570, 571, 572, 573, 574, 576, 577, 578, 579, 582 et 583; les lignes nord-est, sud-est et sud-ouest du lot 584; la ligne sud-ouest du lot 585 prolongée jusqu'à l'axe de la rivière de la Tortue; le dit axe de la dite rivière jusqu'au prolongement de la ligne sud-ouest du lot 589; le dit prolongement et la dite ligne sud-ouest du lot 589; la ligne séparant le lot 604 des lots 589, 590, 591, 592, 593, 595 et 596; une ligne brisée séparant le lot 597 des lots 604, 603 et 602 jusqu'au côté sud-ouest d'un chemin public; le dit côté sud-ouest du dit chemin public jusqu'au prolongement de la ligne sud-est du lot 600; le dit prolongement, la dite ligne sud-est et la ligne nord-est du lot 600; la ligne séparative des lots 599 et 601; la rive du fleuve St-Laurent jusqu'à la limite sud-ouest de la ville de Laprairie; de là, contournant la ville de Laprairie en suivant la ligne nord-est des lots 550, 551 et 552; la ligne nord-ouest du lot 673 (Commune) et du lot 316 prolongée jusqu'à l'axe de la rivière St-Jacques; le dit axe de la rivière St-Jacques jusqu'à la rive du fleuve St-Laurent; de là, laissant les limites de la ville de Laprairie et suivant la rive du fleuve St-Laurent jusqu'au point de départ; lequel territoire, sera détaché de la municipalité de Laprairie et érigé en municipalité séparée, sous le nom de "municipalité de La Nativité de Laprairie", dans le comté de Laprairie, telle érection devant prendre effet à compter du 1er janvier suivant la publication de ladite proclamation dans la *Gazette officielle de Québec*, le tout conformément aux dispositions des articles 35 et suivants du Code municipal.

bounding on the southwest lot 546; a line bounding on the southeast lots 556, 547 and 548; the southwest line of lot 548; a broken line bounding on the southeast lots 568, 569, 570, 571, 572, 573, 574, 576, 577, 578, 579, 582 and 583; the northeast, southeast and southwest lines of lot 584; the southwest line of lot 585 extended as far as the axis of the Tortue river; the said axis of the said river up to the prolongation of the southwest line of lot 589; the said prolongation and the said southwest line of lot 589; the line separating lot 604 from lots 589, 590, 591, 592, 593, 595 and 596; a broken line separating lot 597 from lots 604, 603 and 602 as far as the southwest side of a public road; the said southwest side of the said public road up to the prolongation of the southeast line of lot 600; the said prolongation, the said southeast line and the northeast line of lot 600; the division line of lots 599 and 601; the shore of the St. Lawrence river up to the southwest limit of the town of Laprairie; thence outlining the town of Laprairie by following the northeast line of lots 550, 551 and 552; the northwest line of lot 673 (Common) and of lot 316 extended as far as the axis of the St-Jacques river; the said axis of the St-Jacques river as far as the shore of the St. Lawrence river; thence, leaving the limits of the town of Laprairie and following the shore of the St. Lawrence river up to the starting point; the said territory, to be detached from the municipality of Laprairie and erected into a separate municipality of Laprairie and erected into a separate municipality, under the name of "Municipality of La Nativité de Laprairie", in the county of Laprairie, such erection to take effect as from the first of January following the publication of the present proclamation in the *Quebec Official Gazette*, the whole in conformity with the provisions of Articles 35 and following of the Municipal Code.

DE TOUT CE QUE DESSUS, tous Nos féaux sujets et tous autres que les présentes peuvent concerner sont requis de prendre connaissance et de se conduire en conséquence.

OF ALL OF WHICH our loving subjects and all others whom these presents may concern, are hereby required to take notice and to govern themselves accordingly.

EN FOI DE QUOI, Nous avons fait rendre Nos présentes lettres patentes et sur icelles apposer le grand sceau de Notre province de Québec; Témoïn: Notre très fidèle et bien-aimé le Major-général l'honorable Sir EUGENE-MARIE-JOSEPH Fiset, Kt., C.M.G., D.S.O., M.D., Lieutenant-gouverneur de Notre province de Québec.

IN TESTIMONY WHEREOF, We have caused these Our Letters to be made Patent and the Great Seal of Our Province of Quebec, to be hereunto affixed.

WITNESS: Our Right Trusty and Well Beloved Major-General, the Honourable Sir EUGENE-MARIE-JOSEPH Fiset, Kt., C.M.G., D.S.O., M.D., Lieutenant-Governor of Our said Province of Quebec.

Donné en Notre hôtel du gouvernement, en Notre cité de Québec, de Notre province de Québec, ce dix-neuvième jour de juin en l'année mil neuf cent cinquante de l'ère chrétienne et de Notre Règne la quatorzième année.

At Our Government House, in Our City of Quebec, in Our Province of Quebec, this nineteenth day of June, in the year of Our Lord nineteen hundred and fifty and the fourteenth year of our Reign.

Par ordre,

By command.

Le Sous-secrétaire de la Province.

JEAN BRUCHÉSI,

28105-o

JEAN BRUCHÉSI.

28105

Under Secretary of the Province.

Sièges sociaux

Head Offices

Avis est par la présente donné que "Jos Camarda Inc." incorporée le 9 mai 1950, a établi son siège social rue Mozart, Montréal, P. Q.

Notice is hereby given that "Jos Camarda Inc." incorporated on the 9th of May 1950, has established its head office at Montreal, Mozart Street, P. Q.

Le Président,
JOS CAMARDA.

JOS CAMARDA,
President.

28092-o

28092-o

**BOLTON, TREMBLAY & COMPANY
BOLTON, TREMBLAY & COMPAGNIE**

Avis de la situation du bureau principal

Avis est donné que "Bolton, Tremblay & Compagnie," constituée en corporation par lettres patentes en vertu des dispositions de la première partie de la Loi des compagnies de Québec en date du 15 juin, 1950, et ayant son bureau principal dans la cité de Montréal, a établi son bureau au numéro 680, ouest, rue Sherbrooke, Montréal 2, P.Q.

A compter de la date du présent avis, ledit bureau est considéré par la compagnie comme étant son bureau principal.

Donné à Montréal, ce 1er jour de juillet, 1950.

Le Vice-Président,
28066-o **A. HAMILTON BOLTON.**

**BOLTON, TREMBLAY & COMPANY
BOLTON, TREMBLAY & COMPAGNIE**

Notice of Situation of Head Office

Notice is hereby given that "Bolton, Tremblay & Company," incorporated by Letters Patent under Part I of the Quebec Companies Act on the 15th day of June, 1950, and having its Head Office in Montreal, has established its office at 680 Sherbrooke Street West, Montreal 2, P. Q.

From and after the date of this notice the said office shall be considered by the Company as being its Head Office.

Dated at Montreal this 1st day of July, 1950.

A. HAMILTON BOLTON,
28066-o Vice-President.

**AVIS DE LA SITUATION DU BUREAU-CHEF DE LA
COMPAGNIE**

Avis est par les présentes donné que la compagnie "J. E. Rouillard Limitée", incorporée par lettres patentes en date du 2 février 1950, et ayant son bureau-chef à Québec, a établi son bureau principal au numéro 467 de la rue St-Jean, à Québec.

A partir de la date du présent avis, le bureau principal de la compagnie sera considéré comme étant situé à l'adresse susdite.

Daté à Québec, ce 2 août 1950.

Le Secrétaire,
28067-o **ANDRÉ ROUILLARD.**

**NOTICE OF SITUATION OF THE HEAD-OFFICE OF
THE COMPANY**

Notice is hereby given that the company "J. E. Rouillard Limitée", incorporated by letters patent on 2nd February 1950, and having its head office in Quebec, has established its head office at number 467 St. John Street, Quebec.

From and after the date of the present notice, the head office of the company will be considered as being situated at the foresaid address.

Dated at Quebec, 2nd August 1950.

ANDRÉ ROUILLARD,
28067-o Secretary.

RADIO-CITÉ INC.

Avis est donné que la compagnie "RadipCité Inc.", constituée en corporation en date du sixième jour de juin 1950, et ayant son bureau principal dans la cité de Montréal, a établi son bureau au numéro 5104 de la rue Papineau.

A compter de la date du présent avis, le dit bureau est considéré par la compagnie comme étant son bureau principal.

Donné à Montréal, ce quinzième jour de juin 1950.

Le Secrétaire,
28068-o **MARTINE RANGER.**

RADIO-CITÉ INC.

Notice is hereby given that the "Radio-Cité Inc." company incorporated by lettres patent, on the sixth day of June 1950, and having its head office in the City of Montreal, has established its office at No. 4104 Papineau Street.

From and after the date of this notice the said office shall be considered by the company as being the head office of the company.

Dated at Montreal, this fifteenth day of June 1950

MARTINE RANGER,
28068-o Secretary.

Soumissions

Province de Québec

**BUREAU DES COMMISSAIRES DES ÉCOLES
CATHOLIQUES DE LA CITÉ DE MAGOG
(Comté de Stanstead)**

Avis public est par les présentes donné que des soumissions cachetées et endossées "Soumissions pour obligations" seront reçues par le soussigné, Ovila Bergeron, secrétaire-trésorier, C.P. 8, Magog, P.Q., jusqu'à 8 heures de l'après-midi, le 31 août 1950, pour l'achat de \$225,000.00 d'obligations du Bureau des Commissaires des Écoles Catholiques de la Cité de Magog, comté de Stanstead, datées du 1er août 1950 et remboursables par séries, du 1er août 1941 au 1er août 1970 inclusivement avec intérêt, à un taux n'excédant pas 3½% par année payable semi-annuellement les 1er février et 1er août de chaque année. Le taux d'intérêt offert peut être le

Tenders

Province of Quebec

**BOARD OF CATHOLIC SCHOOL COMMISSIONERS
OF THE CITY OF MAGOG
County of Stanstead**

Public notice is hereby given that sealed tenders, endorsed "Tenders for Bonds", will be received by the undersigned, Ovila Bergeron, secretary-treasurer, P.O. Box 8, Magog, P.Q., up to 8 o'clock in the evening, on the 23rd day of August, 1950, for the purchase of \$225,000 of bonds of the Board of Catholic School Commissioners of the City of Magog, county of Stanstead, dated the 1st of August, 1950, and redeemable serially, from the 1st of August, 1951, to the 1st of August, 1970, inclusive, with interest at a rate not exceeding 3½% per annum, payable semi-annually the 1st of February and 1st of August of each year. The rate of interest offered

même pour toute l'émission ou il peut varier suivant les échéances.

may be the same for the total issue or may vary according to maturities.

Tableau d'amortissement — \$225,000. — 20 ans Table of Redemption — \$225,000 — 20 years

1re août 1951	x\$17,000.00
1er août 1952	x 17,500.00
1er août 1953	x 18,000.00
1er août 1954	x 19,000.00
1er août 1955	x 19,500.00
1er août 1956	x 16,000.00
1er août 1957	6,500.00
1er août 1958	7,000.00
1er août 1959	7,000.00
1er août 1960	7,500.00
1er août 1961	7,500.00
1er août 1962	8,000.00
1er août 1963	8,000.00
1er août 1964	8,500.00
1er août 1965	9,000.00
1er août 1966	9,000.00
1er août 1967	9,500.00
1er août 1968	10,000.00
1er août 1969	10,000.00
1er août 1970	10,500.00

1st August 1951	x\$17,000.00
1st August 1952	x 17,500.00
1st August 1953	x 18,000.00
1st August 1954	x 19,000.00
1st August 1955	x 19,500.00
1st August 1956	x 16,000.00
1st August 1957	6,500.00
1st August 1958	7,000.00
1st August 1959	7,000.00
1st August 1960	7,500.00
1st August 1961	7,500.00
1st August 1962	8,000.00
1st August 1963	8,000.00
1st August 1964	8,500.00
1st August 1965	9,000.00
1st August 1966	9,000.00
1st August 1967	9,500.00
1st August 1968	10,000.00
1st August 1969	10,000.00
1st August 1970	10,500.00

Les x indiquent les années durant lesquelles les versements annuels d'un octroi total de \$80,000, accordé par le Secrétaire de la Province et payable en cinq versements de \$14,000 et un de \$10,000 seront reçus et appliqués à cet emprunt.

Le capital et les intérêts sont payables à la banque dont le nom est mentionné dans la procédure d'emprunt à Montréal, à Québec ou à Magog.

Les dites obligations pourront, sous l'autorité du Chapitre 212 des Statuts Refondus de Québec, 1941, être rachetées par anticipation, en tout ou en partie, au pair, à toute échéance d'intérêt. Cependant, si tel rachat est partiel, il affectera les échéances les plus éloignées et les numéros les plus élevés.

Chaque soumission devra être accompagnée d'un chèque accepté égal à 1% du montant de l'emprunt et devra spécifier si le prix offert comprend ou ne comprend pas les intérêts accrus sur les obligations au moment de leur livraison.

Les soumissions seront ouvertes et considérées à une séance des commissaires du Bureau des Commissaires des Écoles Catholiques de la Cité de Magog qui sera tenue au bureau du secrétaire-trésorier, au N° 245 ouest, rue Main, Magog, P.Q. jeudi, le 31 août 1950, à huit heures de l'après-midi.

Le Bureau des Commissaires des Écoles Catholiques de la Cité de Magog se réserve le droit de n'accepter ni la plus haute ni aucune des soumissions.

Magog, comté de Stanstead, ce troisième jour d'août mil neuf cent cinquante.

Le Secrétaire-trésorier,
OVILA BERGERON,
C. P. 8, Magog, P.Q.

28083-o

Province of Quebec

VILLAGE DE L'ÉPIPHANIE
(COMTÉ DE L'ASSOMPTION)

Avis public est par les présentes donné que des soumissions cachetées et endossées "Soumissions pour obligations" seront reçues par le soussigné, Euclide Contant, secrétaire-trésorier, Hôtel-de-Ville, village de l'Épiphanie, comté de l'Assomption, jusqu'à 8.30 heures p.m., mardi le 29 août 1950 pour l'achat de \$51,000 d'obliga-

The letters "x" indicate the years during which annual payments of a total grant of \$80,000 given by the Provincial Secretary and payable in five instalments of \$14,000 and one of \$10,000 will be received and applied to his loan.

Capital and interest will be payable at the bank mentioned in the loan procedure at Montreal, Quebec or at Magog.

The said bonds may be redeemed by anticipation, in whole or in part, at par, on any interest payment date, under authority of chapter 212 of the Revised Statutes of Quebec, 1941. However, if such redemption be partial, the bonds to be redeemed will be called for payment in reverse order of maturity and serial number.

Each tender must be accompanied by an accepted cheque equal to 1% of the amount of the loan and must specify whether the price offered includes or does not include accrued interest on the bonds to time of their delivery.

Tenders will be opened and considered at a meeting of the Commissioners of the Board of Catholic School Commissioners of the City of Magog, to be held at the office of the secretary-treasurer, No. 245 Main street West, Magog, P.Q., on Thursday, the 31st day of August, 1950, at eight o'clock in the evening.

The Board of Catholic School Commissioners of the City of Magog does not bind itself to accept the highest nor any of the tenders.

Magog, county of Stanstead, this third day of August, one thousand nine hundred and fifty.

OVILA BERGERON,
Secretary-Treasurer.
P. O. Box 8, Magog, P.Q.

28083

Province of Quebec

VILLAGE OF L'ÉPIPHANIE
(COUNTY OF L'ASSOMPTION)

Public notice is hereby given that sealed tenders, endorsed "Tenders for Bonds" will be received by the undersigned, Euclide Contant, secretary-treasurer, Town Hall, Village of l'Épiphanie, county of l'Assomption, up to 8.30 o'clock in the evening, on Tuesday, the 29th day of August, 1950, for the purchase of \$51,000

tions du village de l'Épiphanie, datées du 1er septembre 1950 et remboursables par séries du 1er septembre 1951 au 1er septembre 1970 inclusivement, avec intérêt à un taux n'excédant pas 3½% par année, payable semi-annuellement les 1er mars et 1er septembre de chaque année. L'intérêt offert peut être le même pour toute l'émission ou il peut varier suivant les échéances. Le tableau d'amortissement est le suivant:

Tableau d'amortissement—\$51,000—20 ans

Année	Capital
1er septembre 1951.....	\$1,500.00
1er septembre 1952.....	1,500.00
1er septembre 1953.....	1,500.00
1er septembre 1954.....	2,000.00
1er septembre 1955.....	2,000.00
1er septembre 1956.....	2,000.00
1er septembre 1957.....	2,000.00
1er septembre 1958.....	2,000.00
1er septembre 1959.....	2,000.00
1er septembre 1960.....	2,000.00
1er septembre 1961.....	2,500.00
1er septembre 1962.....	2,500.00
1er septembre 1963.....	2,500.00
1er septembre 1964.....	2,500.00
1er septembre 1965.....	2,500.00
1er septembre 1966.....	3,000.00
1er septembre 1967.....	3,000.00
1er septembre 1968.....	3,000.00
1er septembre 1969.....	3,000.00
1er septembre 1970.....	8,000.00

Le capital et les intérêts sont payables à la banque dont le nom est mentionné dans la procédure d'emprunt, à Montréal, à Québec ou à l'Épiphanie.

Les dites obligations pourront en vertu des dispositions du chapitre 212 des Statuts refondus de Québec, 1941, être rachetées par anticipation, en tout ou en partie, au pair, à toute échéance d'intérêt; cependant, si tel rachat est partiel, il affectera les échéances les plus éloignées et les numéros les plus élevés.

Chaque soumission devra être accompagnée d'un chèque accepté égal à 1% du montant de l'emprunt et devra spécifier si le prix offert comprend ou ne comprend pas les intérêts accrus sur les obligations au moment de leur livraison.

Les soumissions seront ouvertes et considérées à une séance du Conseil qui sera tenue mardi le 29 août 1950, à 8.30 heures p.m., à la salle de l'Hôtel-de-Ville.

Le Conseil se réserve le droit de n'accepter ni la plus haute ni aucune des soumissions.

Daté à l'Épiphanie, comté de l'Assomption, le 8 août 1950.

Le Secrétaire-trésorier,
EUCLIDE CONTANT,
Hôtel-de-Ville,
Village de l'Épiphanie,
Comté de l'Assomption,

28102-o

P. Q.

Province de Québec

PAROISSE DE STE-MARGUÉRITE-DU-LAC-MASSON
(Comté de Terrebonne)

Avis public est par les présentes donné que des soumissions cachetées et endossées "Soumissions pour obligations" seront reçues par le soussigné, Marius-A. Ruel, secrétaire-trésorier, à Lac Masson, comté de Terrebonne, jusqu'à sept heures

of bonds of the village of l'Épiphanie, dated the 1st of September, 1950, and redeemable serially from the 1st of September, 1951, to the 1st of September, 1970, inclusive, with interest at a rate not exceeding 3½% per annum, payable semi-annually the 1st of March and 1st of September of each year. The interest offered may be the same for the total issue or may vary according to maturities. The table of redemption is as follows:

Table of Redemption—\$51,000—20 years

Year	Capital
September 1st, 1951.....	\$1,500.00
September 1st, 1952.....	1,500.00
September 1st, 1953.....	1,500.00
September 1st, 1954.....	2,000.00
September 1st, 1955.....	2,000.00
September 1st, 1956.....	2,000.00
September 1st, 1957.....	2,000.00
September 1st, 1958.....	2,000.00
September 1st, 1959.....	2,000.00
September 1st, 1960.....	2,000.00
September 1st, 1961.....	2,500.00
September 1st, 1962.....	2,500.00
September 1st, 1963.....	2,500.00
September 1st, 1964.....	2,500.00
September 1st, 1965.....	2,500.00
September 1st, 1966.....	3,000.00
September 1st, 1967.....	3,000.00
September 1st, 1968.....	3,000.00
September 1st, 1969.....	3,000.00
September 1st, 1970.....	8,000.00

Capital and interest will be payable at the bank mentioned in the loan procedure, at Montreal, Quebec or at l'Épiphanie.

The said bonds may be redeemed by anticipation, in whole or in part at par, on any interest payment date, under the provisions of chapter 212 of the Revised Statutes of Quebec, 1941; however, if such redemption be partial, the bonds to be redeemed will be called for payment in reverse order of maturity and serial number.

Each tender must be accompanied by an accepted cheque equal to 1% of the amount of the loan and must specify whether the price offered includes or does not include accrued interest on the bonds to time of their delivery.

Tenders will be opened and considered at a meeting of the Council to be held on Tuesday the 29th day of August, 1950, at 8.30 o'clock in the evening, in the hall of the Town Hall.

The Council does not bind itself to accept the highest nor any of the tenders.

Dated at l'Épiphanie, county of l'Assomption, this 8th day of August, 1950.

EUCLIDE CONTANT,
Secretary-Treasurer,
Town Hall,
Village of l'Épiphanie,
County of l'Assomption,

28102

P. Q.

Province of Quebec

PARISH OF STE-MARGUERITE-DU-LAC-MASSON
(County of Terrebonne)

Public notice is hereby given that sealed tenders, endorsed "Tenders for Bonds" will be received by the undersigned, Marius A. Ruel, secretary-treasurer, at Lac-Masson, county of Terrebonne, up to 7.30 o'clock p.m., on Monday

et trente p.m., lundi le 28 août 1950, pour l'achat de \$25,000 d'obligations, par séries quinze ans, de la paroisse de Ste-Marguerite-du-Lac Masson, datées du 1er juin 1950, et remboursables par séries du 1er juin 1951 au 1er juin 1965 inclusivement, avec intérêt à un taux n'excédant pas 3½% par année, payable semi-annuellement les 1er juin et 1er décembre de chaque année. Le taux d'intérêt peut être le même pour toute l'émission ou il peut varier suivant les échéances. Le tableau d'amortissement est le suivant:

Talbeau d'amortissement — \$25,000 — 15 ans

Année	Capital
1er juin 1951	\$1,500.00
1er juin 1952	1,500.00
1er juin 1953	1,500.00
1er juin 1954	1,500.00
1er juin 1955	1,500.00
1er juin 1956	1,500.00
1er juin 1957	1,500.00
1er juin 1958	1,500.00
1er juin 1959	1,500.00
1er juin 1960	1,500.00
1er juin 1961	2,000.00
1er juin 1962	2,000.00
1er juin 1963	2,000.00
1er juin 1964	2,000.00
1er juin 1965	2,000.00

Le capital et les intérêts sont payables à la banque dont le nom est mentionné dans la procédure d'emprunt, à Montréal, à Québec, à Ste-Agathe-des-Monts, ou à Ste-Marguerite-du-Lac Masson, comté de Terrebonne.

Ces obligations pourront, sous l'autorité du chapitre 212 des Statuts Refondus de Québec, 1941, être rachetées par anticipation, en tout ou en partie, au pair, à toute échéance d'intérêt; cependant, si tel rachat est partiel, il affectera les échéances les plus éloignées et les numéros les plus élevés.

Chaque soumission devra être accompagnée d'un chèque accepté égal à 1% du montant de l'emprunt et devra spécifier si le prix offert comprend ou ne comprend pas les intérêts accrus sur les obligations au moment de leur livraison.

Les soumissions seront ouvertes et considérées à une séance des membres du conseil, de la corporation municipale de Ste-Marguerite-du-Lac-Masson, qui sera tenue le 28 août 1950, à 8 heures p.m., à la salle paroissiale de Ste-Marguerite-du-Lac-Masson.

Le conseil se réserve le droit de n'accepter ni la plus haute ni aucune des soumissions.

Ste-Marguerite-du-Lac-Masson, comté de Terrebonne, ce 30ème jour de juillet 1950.

Le Secrétaire-trésorier,
MARIUS A. RUEL,

28069-o Lac Masson, Comté de Terrebonne, P.Q.

the 28th of August 1950, for the purchase of \$25,000 of bonds, in series of fifteen years, of the Parish of Ste-Marguerite-du-Lac-Masson, dated June 1st, 1950, and redeemable serially from the 1st of June 1951 to the 1st of June 1965 inclusively, with interest at a rate not exceeding 3½% per annum, payable semi-annually on the 1st of June and on the 1st of December of each year. The interest rate may be the same for the total issue or may vary according to maturities. The table of redemption is as follows:

Table of redemption — \$25,000 — 15 years

Year	Capital
June 1st, 1951	\$1,500.00
June 1st, 1952	1,500.00
June 1st, 1953	1,500.00
June 1st, 1954	1,500.00
June 1st, 1955	1,500.00
June 1st, 1956	1,500.00
June 1st, 1957	1,500.00
June 1st, 1958	1,500.00
June 1st, 1959	1,500.00
June 1st, 1960	1,500.00
June 1st, 1961	2,000.00
June 1st, 1962	2,000.00
June 1st, 1963	2,000.00
June 1st, 1964	2,000.00
June 1st, 1964	2,000.00

Capital and interest will be payable at the bank mentioned in the loan procedure, at Montreal, Quebec, at Ste-Agathe-des-Monts, or at Ste-Marguerite-du-Lac-Masson, county of Terrebonne.

These bonds may, under authority of chapter 212 of the Revised Statutes of Quebec, 1941, be redeemed by anticipation, in whole or in part, at par, on any interest payment date; however, if such redemption be partial, the bonds to be redeemed will be called in reverse order of maturity and serial number.

Each tender must be accompanied by an accepted cheque equal to 1% of the amount of the loan and must specify whether the price offered includes or does not include accrued interest on the bonds to time of their delivery.

Tenders will be opened and considered at a meeting of the members of the council to be held on August 28th, 1950, at 8 o'clock, p.m., in the parish hall of Ste-Marguerite-du-Lac-Masson.

The council does not bind itself to accept the highest nor any of the tenders.

Ste-Marguerite-du-Lac-Masson, county of Terrebonne, this 30th day of July 1950.

MARIUS A. RUEL,
Secretary-Treasurer.

29069-o Lac Masson, county of Terrebonne, P.Q.

Province de Québec, Comté de Beauharnois

CITÉ DE BEAUHARNOIS

Avis public est, par les présentes, donné que des soumissions cachetées et endossées "Soumissions pour obligations" seront reçues par le soussigné, Lucien Primeau, Secrétaire-trésorier, Hôtel de ville de Beauharnois, jusqu'à 8 heures p. m., lundi, le 28 août 1950, pour l'achat de \$225,000.00 d'obligations de la Cité de Beauharnois, datées du 1er août 1950, et remboursables en séries du 1er août 1951 au 1er août 1970 inclusivement, avec un intérêt à un taux n'excédant pas 3½% par année, payable semi-

Province of Quebec, County of Beauharnois

CITY OF BEAUHARNOIS

Public notice is hereby given that sealed tenders, endorsed "Tenders for bonds" will be received by the undersigned, Lucien Primeau, secretary-treasurer, City Hall of Beauharnois, up to 8 o'clock p.m., Monday, the 28th day of August 1950, for the purchase of \$225,000.00, of bonds of the City of Beauharnois, dated the 1st of August 1950, and redeemable serially from the 1st of August 1951 to the 1st of August 1970 inclusively, with interest at a rate not exceeding 3½% per annum, payable semi-

annuellement, les 1er février et 1er août de chaque année. L'intérêt peut être le même pour toute l'émission ou il peut varier suivant les échéances. Le tableau d'amortissement est le suivant:

annually on the 1st of February and on the 1st of August of each year. The interest may be the same for the whole issue or may vary according to maturities. The table of redemption is as follows:

Tableau d'amortissement — \$225,000.00 — 20 ans Table of Redemption — \$225,000.00 — 20 years

Année	Capital
1er août 1951.....	\$ 8,000.00
1er août 1952.....	8,000.00
1er août 1953.....	9,000.00
1er août 1954.....	9,000.00
1er août 1955.....	9,000.00
1er août 1956.....	9,000.00
1er août 1957.....	10,000.00
1er août 1958.....	10,000.00
1er août 1959.....	10,000.00
1er août 1960.....	11,000.00
1er août 1961.....	11,000.00
1er août 1962.....	12,000.00
1er août 1963.....	12,000.00
1er août 1964.....	13,000.00
1er août 1965.....	13,000.00
1er août 1966.....	13,000.00
1er août 1967.....	14,000.00
1er août 1968.....	14,000.00
1er août 1969.....	15,000.00
1er août 1970.....	15,000.00

Year	Capital
August 1st, 1951.....	\$ 8,000.00
August 1st, 1952.....	8,000.00
August 1st, 1953.....	9,000.00
August 1st, 1954.....	9,000.00
August 1st, 1955.....	9,000.00
August 1st, 1956.....	9,000.00
August 1st, 1957.....	10,000.00
August 1st, 1958.....	10,000.00
August 1st, 1959.....	10,000.00
August 1st, 1960.....	11,000.00
August 1st, 1961.....	11,000.00
August 1st, 1962.....	12,000.00
August 1st, 1963.....	12,000.00
August 1st, 1964.....	13,000.00
August 1st, 1965.....	13,000.00
August 1st, 1966.....	13,000.00
August 1st, 1967.....	14,000.00
August 1st, 1968.....	14,000.00
August 1st, 1969.....	15,000.00
August 1st, 1970.....	15,000.00

Le capital et les intérêts sont payables à la banque dont le nom est mentionné dans la procédure d'emprunt à Montréal, à Québec, et à Beauharnois, P. Q.

Capital and interest are payable at the Bank mentioned in the loan procedure at Montreal, at Québec and at Beauharnois, Province of Quebec.

Les obligations pourront, sous l'autorité du chapitre 212 des Statuts Refondus de Québec, 1941, être rachetées par anticipation, en tout ou en partie, au pair, à toute échéance d'intérêt; cependant, si tel rachat est partiel, il affectera les échéances les plus éloignées et les numéros les plus élevés.

The bonds may be redeemed by anticipation, in whole or in part, at par, on any interest payment date, under the authority of chapter 212 of the Revised Statutes of Quebec, 1941; however, if such redemption be partial, the bonds to be redeemed will be called for payment in reverse order of maturity and serial number.

Chaque soumission devra être accompagnée d'un chèque accepté égal à 1% du montant total de l'emprunt et devra spécifier si le prix offert comprend ou ne comprend pas les intérêts, accrus sur les obligations au moment de leur livraison.

Each tender must be accompanied by an accepted cheque equal to 1% of the total amount of the loan and must specify whether the price offered includes or does not include accrued interest on the bonds to time of their delivery.

Les soumissions seront ouvertes et considérées à une session du conseil qui sera tenue lundi, le 28 août 1950, à 8 heures p.m., à la salle du conseil de l'Hôtel de Ville de Beauharnois.

Tenders will be opened and considered at a meeting of the Council, to be held on Monday, August 28th, 1950, at 8 o'clock p.m. in the hall of the Council, at the City Hall of Beauharnois.

Le conseil se réserve le droit de n'accepter ni la plus haute ni aucune des soumissions.

The Council does not bind itself to accept the highest nor any of the tenders.

Beauharnois, Comté de Beauharnois, ce 3ième jour du mois d'août 1950.

Beauharnois, County of Beauharnois, this 3rd day of August 1950.

Le Secrétaire-trésorier,
LUCIEN PRIMEAU,
Beauharnois,
Comté Beauharnois, P. Q.

LUCIEN PRIMEAU,
Secretary-Treasurer,
Beauharnois,
Co. Beauharnois, P. Q.

28093-o

28093-o

VENTES PAR SHÉRIFS

SHERIFFS' SALES

AVIS PUBLIC est par le présent donné que les TERRES et HÉRITAGES sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs, tels que mentionnés plus bas.

PUBLIC NOTICE, is hereby given that the undermentioned LAND and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective times and places mentioned below.

ABITIBI

Cour Supérieure

Canada
Province de Québec
District d'Abitibi
N° V-1601.
THÉODORE KOULO-
MZINE & PAUL
GEOFFROY, tous deux
ingénieurs consultants, géo-
logues et géophysiciens fai-
sant affaires à Val d'Or district d'Abitibi, sous les

ABITIBI

Superior Court

Canada,
Province of Quebec,
District of Abitibi,
No. V-1601.
THÉODORE KOULO-
MZINE & PAUL
GEOFFROY, both con-
sulting engineers, geolo-
gists and geophysicians
carrying on business at Val d'Or, district of Abi-

noms et raison sociale de Koulomzine & Geoffroy, demandeur, vs METALORE MINING CORPORATION LTD, corps politique et incorporé ayant son bureau chef à 710 Excelsior Life Building, 26, rue Toronto, ville de Toronto, province de l'Ontario, défendeur.

Comme étant en leur possession; les droits miniers acquis sur les propriétés suivantes:

Nos des plans officiels	Claim Numéro	Permis de développement No
C-8152 Cl. 1 & 2	A-100947 — 948	7593
C-8153 Cl. 2	A-100959	7597
C-8151 Cl. 1, 2 & 3	A-100955 à 957	7596
C-5365 Cl. 2 — 3	A-96590 — 591	5543
C-8154 Cl. 1 à 4	A-100951 à 954	7595
C-5367 Cl. 1 à 4	A-96599 à 602	5547
C-5366 Cl. 1 — 2	A-96597 — 598	5546
C-3798 Cl. 1 — 2	A-94664 — 665	4923
C-3799 Cl. 1	A-94666	4924
C-3799 Cl. 2 — 3	A-94667 — 668	4924
C-3756 Cl. 1 à 4	A-94504 à 507	4925
C-3758 Cl. 1	A-94508	4926
C-5353 Cl. 1 — 2	A-96587 — 588	5542
C-5355 Cl. 1 à 3	A-96594 à 596	5545
C-5364 Cl. 1 à 2	A-96592 — 593	5544
C-5365 Cl. 1	A-96589	5543
C-3757 Cl. 1 à 4	A-94516 à 519	4929
C-3758 Cl. 1 à 3	A-94509 à 511	4926
C-5389 Cl. 1 à 4	A-96727 à 730	5551
C-5391 Cl. 3 — 4	A-96733 — 734	5552
C-G-333 Cl. 1 à 4	A-94512 à 515	4927
C-3748 Cl. 1 à 4	A-94458 à 461	4919
C-2045 Cl. 1 à 4	A-91411 à 414	4521
C-3749 Cl. 1 à 2	A-94462 — 463	4920
C-5291 Cl. 1 — 2	A-96731 — 732	5552

tibi, under the firm name and style of "Koulomzine & Geoffroy", plaintiff; vs METALORE MINING CORPORATION LTD., a body politic and corporate having its head office at 710 Excelsior Life Building, 26 Toronto street, City of Toronto, Province of Ontario, defendant.

As being in their possession; the acquired mining rights on the following properties:

Nos. on official maps	Claim Number	Development Lic. No.
C-8152 Cl. 1 & 2	A-100974 948	7593
C-8153 Cl. 2	A-100959	7597
C-8151 Cl. 1, 2 & 3	A-100955 to 957	7596
C-5365 Cl. 2 — 3	A-96590 — 591	5543
C-8154 Cl. 1 to 4	A-100951 to 954	7595
C-5367 Cl. 1 to 4	A-96589 to 602	5547
C-5366 Cl. 1 — 2	A-96597 — 598	5546
C-3798 Cl. 1 — 2	A-95664 — 665	4923
C-3799 Cl. 1	A-94666	4924
C-3799 Cl. 2 — 3	A-94667 — 668	4924
C-3756 Cl. 1 to 4	A-94504 to 507	4925
C-3758 Cl. 1	A-94508	4926
C-5353 Cl. 1 — 2	A-96587 — 588	5542
C-5355 Cl. 1 to 3	A-96594 to 596	5545
C-5364 Cl. 1 to 2	A-96692 — 593	5544
C-5365 Cl. 1	A-96589	5543
C-3757 Cl. 1 to 4	A-94516 to 519	4929
C-3758 Cl. 1 to 3	A-94509 to 511	4926
C-5389 Cl. 1 to 4	A-96727 to 730	5551
C-5391 Cl. 3 — 4	A-96733 — 734	5552
C-G-333 Cl. 1 to 4	A-94512 to 515	4927
C-3748 Cl. 1 to 4	A-94458 to 461	4919
C-2045 Cl. 1 to 4	A-91411 to 414	4521
C-3749 Cl. 1 to 2	A-94462 — 463	4920
C-5391 Cl. 1 — 2	A-96731 — 732	5552

Ces claims sont sur les lots suivants:

Lots 23 à 31 incl. Rang II, canton Perron
 Lots 25 à 30 incl. Rang I, canton Perron
 Lots 40 à 41 incl. Rang I, canton Perron
 Demi-sud Lots 38, 39 & 42 Rang I, canton Perron
 Lots 30 à 35 incl. Rang X, canton Desmeloizes
 Demi-sud lots 36, 37, 50 à 53 incl. Rang X, canton Desmeloizes
 Demi-nord lots 34 à 39 incl. Rang IX, canton Desmeloizes
 Demi-sud lots 41 à 47 incl. Rang IX, canton Desmeloizes
 Lots 40, 48 à 53 incl. Rang IX, canton Desmeloizes

Avec circonstances et dépendances.
 Pour être vendu au bureau du registraire au Palais de justice à Amos le MERCREDI VINGTIEME (20) de SEPTEMBRE 1950 à DIX (10) heures de l'avant-midi (heure avancée).

Le Shérif,
 Bureau du Shérif, FERDINAND GERVAIS.
 Amos, Qué. le 7 août 1950. 28096-32-2
 [Première insertion: 12 août 1950]

Fieri Facias de Bonis et de Terris
 Cour de Magistrat à La Sarre
 Canada } COSSETTE & FILS
 Province de Québec } INC. corps politique
 District d'Abitibi, } et incorporé ayant son siège social à Macamic, district d'Abitibi, demanderesse, contre PATRICK TREMBLAY, résidant à Macamic, dit district, défendeur.

Comme appartenant au défendeur Patrick Tremblay, les lots 13-B, 14-B et 15-B, du bloc

These Claims cover the following lots:

Lots 23 to 31 incl. Range II, Perron Twp.
 Lots 25 to 30 incl. Range I, Perron Twp.
 Lots 40 to 41 incl. Range I, Perron Twp.
 South half lots 38, 39 & 42 Range I, Perron Twp.
 Lots 30 to 35 incl. Range X, Desmeloizes Twp.
 South half lots 36, 37, 50 to 53 incl. Range X, Desmeloizes Twp.
 North Half lots 34 to 39 incl. Range IX, Desmeloizes Twp.
 South Half lots 41 to 47 incl. Range IX, Desmeloizes Twp.
 Lots 40, 48 to 53 incl. Range IX, Desmeloizes Twp.

With circumstances and dependencies.
 To be sold at the Registrar's Office in the Court House at Amos, on WEDNESDAY the TWENTIETH (20th) day of SEPTEMBER, 1950, at TEN (10) o'clock in the forenoon (Daylight Saving Time).

FERDINAND GERVAIS,
 Sheriff's Office, Sheriff.
 Amos, Que. August 7, 1950. 28096-32-2
 [First insertion: August 12, 1950]

Fieri Facias de Bonis et de Terris
 Magistrate's Court of La Sarre
 Canada } COSSETTE & FILS
 Province of Quebec, } INC. a body politic
 District of Abitibi, } and corporate having its head office at Macamic, district of Abitibi, plaintiff; against PATRICK TREMBLAY, residing at Macamic, said district, defendant.

As belonging to the defendant, Patrick Tremblay, lots 13-B, 14-B and 15-B, of Block 9, of the

9, du village de Macamic, avec bâtisses dessus construites circonstances et dépendances.

Pour être vendu à la porte de l'église paroissiale de Macamic le SAMEDI SEIZE (16) SEPTEMBRE 1950 à TROIS (3) heures de l'après-midi (heure avancée).

Le Shérif,
Bureau du Shérif, FERDINAND GERVAIS.
Amos, Qué. le 5 août 1950. 28095-32-2-o
[Première insertion: 12 août 1950]

ARTHABASKA

Fieri Facias Bonis et de Terris
Cour de Magistrat, District d'Arthabaska
Arthabaska, à savoir: { **MARIUS HOULE**,
N° 12085 marchand de la
ville de Princeville, actuellement de Victoriaville, vs **LUCIEN CHAUVETTE**, de Princeville.

Comme appartenant au défendeur:

1° L'immeuble connu sous le N° 17B du cadastre du Canton de Stanfold, dans le 7ème rang, à distraire l'emplacement de la maison de l'école;

2° Les 2 arpents ouest de la partie ouest du lot 18 dans le 7ème rang, connus au cadastre du dit Canton de Stanfold pour le 7ème rang, sous partie du N° 18B, prenant des deux bouts au cordon des rangs, à l'est à Léo Lecours, et à l'ouest à la succession Chauvette;

3° Avec bâtisses dessus construites."

Pour être vendus à la porte de l'église de la paroisse de St-Eusèbe de Stanfold, comté d'Arthabaska, le VINGT-DEUXIÈME jour d'AOUT 1950, à DEUX heures de l'après-midi (heure avancée).

Le Shérif,
Bureau du Shérif, MAURICE MAHEU.
Arthabaska, ce 18 juillet, 1950. 27968-29-2-o
[Première insertion: 22 juillet 1950]

BEAUCE

Fieri Facias de Bonis et de Terris
Dans la Cour Supérieure,—District de Beauce
St-Joseph de Beauce, { **FLORIAN LANDRY**,
à savoir: demandeur, St-Gédéon,
N° 20,072 déon, comté de Beauce,
vs **DAME MARIE ANNE QUIRION**, ménagère, défenderesse, St-Gédéon, comté de Beauce.

A savoir: Un emplacement situé à St-Gédéon, mesurant cent pieds de largeur en avant et cinquante pieds en arrière, sans garantie de mesure précise, sur deux cents pieds de profondeur, étant partie de la moitié sud-est du lot de terre No (P. 24) vingt-quatre du rang neuf, du cadastre canton Marlow, avec toutes bâtisses, ainsi borné: en front au sud-ouest à la Route Nationale en arrière au Nord-est à J.-Baptiste Quirion, du côté sud-est à la route et du côté Nord-ouest à Gédéon Moisan, tel que le tout se trouve actuellement clos avec les servitudes actives et passives, sans exception ni réserve.

Pour être vendu à la porte de l'église paroissiale, en la paroisse de St-Gédéon, le DEUXIÈME jour de SEPTEMBRE prochain à DIX heures du matin (heure avancée).

Le Shérif,
Bureau du Shérif, J. S. POULIOT.
St-Joseph de Beauce, 26 juillet 1950.
28005-30-2-o
[Première insertion: 29 juillet 1950]
[Seconde insertion: 12 août 1950]

village of Macamic — with the buildings thereon erected, circumstances and dependencies.

To be sold, at the parochial church door of Macamic, on SATURDAY, the SIXTEENTH (16th) day of SEPTEMBER, 1950, at THREE (3) o'clock in the afternoon (Daylight Saving Time).

Ferdinand Gervais,
Sheriff's Office, Sheriff.
Amos, Que., August 5, 1950 28095-32-2
[First insertion: August 12, 1950]

ARTHABASKA

Fieri Facias de Bonis et de Terris
Magistrate's Court—District of Arthabaska
Arthabaska, to wit: { **MARIUS HOULE**,
No. 12085 merchant, of the town of
Princeville, actually of Victoriaville; vs **LUCIEN CHAUVETTE**, of Princeville.

As belonging to the defendant:

1. The immovable known as No. 17B of the cadastre for the Township of Stanfold, in the 7th range; to be deducted the school house emplacement;

2. The 2 West arpents of the west part of lot No. 18 in the 7th range, known on the cadastre for the said Township of Stanfold for the 7th range, as part of lot No. 18B, bounded at both ends by the "cordon" of the ranges, on the east by Léo Lecours, and on the west by the Estate Chauvette.

3. with buildings thereon erected.

To be sold at the church door of the parish of St-Eusèbe de Stanfold, county of Arthabaska, on the TWENTY-SECOND day of AUGUST-1950, at TWO o'clock in the afternoon. (Day, light Saving Time).

Maurice Maheu,
Sheriff's Office, Sheriff.
Arthabaska, July 18, 1950. 27968-29-2
[First insertion: July 22, 1950]

BEAUCE

Fieri Facias de Bonis et de Terris
In the Superior Court—District of Beauce
St-Joseph de Beauce, { **FLORIAN LANDRY**,
to wit: plaintiff, St-Gédéon,
N° 20,072 county of Beauce; vs
DAME MARIE ANNE QUIRION, housewife,
defendant, St-Gédéon, county of Beauce.

To wit: An emplacement situate at St-Gédéon, measuring one hundred feet in width in front and fifty feet in rear without warranty as to exact measurement, by two hundred feet in depth, being part of the southeast half of the lot of land No. twenty-four (Pt. 24) range nine, of the cadastre for the Township of Marlow—with all the buildings, and bounded as follows: in front to the southwest, by the National Highway, in rear to the northeast by J. Baptiste Quirion, on the southeast side by the highway and on the northwest side by Gédéon Moisan, as the whole is presently fenced in, with the active and passive servitudes, without exception or reserve.

To be sold, at the parochial church door, of the parish of St-Gédéon, on the SECOND day of SEPTEMBER next, at TEN o'clock in the forenoon (Daylight Saving Time).

J. S. POULIOT,
Sheriff's Office, Sheriff.
St-Joseph de Beauce, July 26, 1950.
28005-30-2
[First insertion: July 29, 1950]
[Second insertion: August 12, 1950]

BEDFORD

Fieri Facias de Terris

Canada, — Province de Québec

District de Bedford, N° 3211.

{ EDOUARD LECAVALLIER, cultivateur de Brigham, district de Bedford, demandeur vs JOSEPH GRENNAN, Mrs. LILIAN SIMES, CLARENCE O'BRIEN, FRANCIS O'BRIEN, OLIVER BOUCHER, DAME ELIZA COFFEY, DAME MARGARET HEALEY, MISS ALICE O'BRIEN, en leur qualité respective d'héritiers de la succession de feu John C. O'Brien, et de Dame Mary Ann Caroline son épouse, tous deux de leur vivant de Brigham, dans le Canton d'East Farnham, comté de Brome, district de Bedford, défendeurs.

Comme appartenant aux défendeurs:

"Toute cette certaine étendue ou parcelle de terre formant partie de la demi-ouest du lot numéro vingt-trois et partie du lot numéro vingt-quatre, tous deux du deuxième rang de lots de la subdivision primitive dudit canton et étant des parties des lots cadastraux numéros cent quatre-vingt-douze B (192 B) et cent cinquante-huit (158) aux plan et livre officiels de ladite partie est dudit canton de Farnham, bornée et décrite au procès verbal de l'arpentage d'icelle fait par Thomas Kirk, arpenteur géomètre de la Province."

Pour être vendue à la porte de l'église Ste-Marie-Médiatrice de Brigham, district de Bedford, MERCREDI, le 23 AOUT, 1950, à DIX heures de l'avant-midi.

Bureau du Shérif, A. ST-MARTIN.
Palais de Justice, Sweetsburg, Qué.,
le 18 juillet 1950. 27959-29-2
[Première insertion: 22 juillet 1950]

Fieri Facias de Bonis et de Terris

Canada,

Province de Québec, { LA CAISSE POPULAIRE DE GRANBY, corporation légalement constituée, ayant son siège social en la cité de Granby, district de Bedford, demanderesse, vs WILFRID DESLANDES de la cité de Granby, district de Bedford, défendeur.

Comme appartenant au défendeur:

Ce certain morceau de terre connu aux plan et livre de renvoi officiels du cadastre du canton de Brôme comme étant partie du lot N° neuf cent trente-cinq (935) décrit comme suit: partant à une distance de cents soixante-dix pieds à l'est du côté est du chemin conduisant de Bondville au village de Brôme, de là allant dans une direction sud jusqu'à un pôteau, une distance de cent cinquante pieds, de là allant dans une direction ouest jusqu'à un autre pôteau, une distance de quatre-vingt dix-sept pieds, de là allant dans une direction nord, une distance de cent cinquante pieds jusqu'au point de départ, quelque soient les dimensions, borné du côté ouest par un chemin projeté, et de tous les autres côtés par le résidu dudit lot, le morceau de terre ainsi vendu portant le numéro trois (3), sur un plan de la subdivision dudit lot.

Pour être vendu à la porte de l'église catholique de St-Édouard de Knowlton, district de Bedford, MERCREDI, le 13 SEPTEMBRE 1950, à DIX heures de l'avant-midi.

Bureau du Shérif, A. ST-MARTIN.
Palais de Justice, Sweetsburg, Qué., le 7 août 1950. 28086-32-2
[Première insertion: 12 août 1950]

BEDFORD

Fieri Facias de Terris

Canada, Province de Québec

District de Bedford, N° 3211.

{ EDOUARD LECAVALLIER, farmer of Brigham, district of Bedford, plaintiff; vs JOSEPH GRENNAN, Mrs. LILIAN SIMES, CLARENCE O'BRIEN, FRANCIS O'BRIEN, OLIVER BOUCHER, DAME ELIZA COFFEY, DAME MARGARET HEALEY, MISS ALICE O'BRIEN, in their respective quality of heirs to the estate of the late John C. O'Brien, and Dame Mary Ann Caroline his wife, both, in their lifetime, of Brigham, in the Township of East Farnham, county of Brome, district of Bedford, defendants.

As belonging to the defendants:

"All that certain tract or parcel of land forming part of the West Half of lot number twenty-three and part of lot number twenty-four, both of the Second Range of lots of the primitive subdivision of the said Township, and being parts of cadastral lots numbers one hundred and ninety-two B (192 B) and one hundred and fifty-eight (158) of the Official Plan and book of Reference of the said East Part of the said Township of Farnham, bounded and described in the Process-Verbal of Survey thereof made by Thomas Kirk, Provincial Land Surveyor."

To be sold, at the church door of Ste-Marie-Médiatrice de Brigham, district of Bedford, on WEDNESDAY, the TWENTY-THIRD day of AUGUST, 1950, at TEN o'clock in the forenoon.

A. ST-MARTIN, Sheriff.
Sheriff's Office, Court House, Sweetsburg, Quebec,
July, 18, 1950. 27959-29-2
[First insertion: July 22, 1950]

Fieri Facias de Bonis et de Terris

Canada,

Province de Québec, { LA CAISSE POPULAIRE DE GRANBY, a body politic and corporate, having its head office in the city of Granby, district of Bedford, plaintiff; vs WILFRID DESLANDES, of the city of Granby, district of Bedford, defendant.

As belonging to the defendant:

"That certain piece of land known upon the official cadastral plan and in the book of reference of the township of Brome, as part of lot No. nine hundred and thirty-five (935) described as follows: starting at a distance of one hundred and seventy feet east from the easterly side of the road running from Bondville to Brome village, thence running in a southerly direction to a post, one hundred and fifty feet, thence running in a westerly direction to another post, ninety-seven feet, thence running in a northerly direction one hundred and fifty feet to the place of beginning, be the contents thereof what it may, bounded on the west side by a proposed road, and on all other sides by the remainder of said lot, the piece of land intended to be sold bearing No. three (3) on a sketch, of the subdivision of said lot."

To be sold, at the Catholic church door of St-Édouard de Knowlton, district of Bedford, on WEDNESDAY, the THIRTEENTH day of SEPTEMBER, 1950, at TEN o'clock in the forenoon.

A. ST-MARTIN, Sheriff.
Sheriff's Office, Court House, Sweetsburg, Que. August 7, 1950. 28086-32-2
[First insertion: August 12, 1950]

CHICOUTIMI

Fieri facias de terris

Cour de Magistrat, Chicoutimi

District de Chicoutimi, { LOUIS B. GAGNON, ROBERT GAGNON, JOSEPH GAGNON et MAURICE GAGNON, tous quatre de la cité de Chicoutimi, et y faisant affaires en société sous la raison sociale de L. B. Gagnon & Cie, 252, rue Racine, Chicoutimi, demandeurs; vs LADISLAS TREMBLAY, marchand, Anse à Benjamin, Bagotville, district de Chicoutimi, défendeur.

Contre le défendeur:

Un terrain ou emplacement mesurant 50' de largeur sur toute la profondeur qu'il y a du chemin public actuel à aller à la Baie des Ha! Ha! ou Rivière Saguenay, lequel terrain fait partie du lot connu et désigné sous le numéro 315 du cadastre officiel du village de Bagotville et est borné comme suit: en front, au chemin public actuel, en arrière à la Baie des Ha! Ha! ou Rivière Saguenay, d'un côté vers le sud au terrain de la ville de Bagotville, et de l'autre au nord au terrain de M. Joseph Gagné ou représentants, avec bâtisses, circonstances et dépendances.

Pour être vendu à la porte de l'église paroissiale de St-Alphonse de Bagotville, JEUDI le VINGT-QUATRIÈME jour du mois d'AOUT 1950, à DEUX heures de l'après-midi (heure avancée).

Le Shérif,

RENE DELISLE.

Bureau du Shérif, Chicoutimi, 18 juillet 1950. 27960-29-2-o
[Première insertion: 22 juillet 1950]

CHICOUTIMI

Fieri Facias de Terris

Magistrate's Court, Chicoutimi

District of Chicoutimi, { LOUIS B. GAGNON, ROBERT GAGNON, JOSEPH GAGNON AND MAURICE GAGNON, all four of the city of Chicoutimi, and carrying on business there in partnership under the firm name of L. B. Gagnon & Cie, 252 Racine street, Chicoutimi, plaintiffs; vs LADISLAS TREMBLAY, merchant, Anse à Benjamin, Bagotville, district of Chicoutimi, defendant.

Against the defendant:

A lot of land or emplacement measuring 50' in width by all the depth that exists between the present road and the Baie des Ha! Ha! or Saguenay River, the said lot of land forms part of the lot known and designated as number 315 on the official cadastre for the village of Bagotville, and is bounded as follows: in front, by the present public road, in rear by the Baie des Ha! Ha! or Saguenay River, on one side to the south by the land of the Town of Bagotville, and on the other side to the north by the land of Mr. Joseph Gagné or representatives—with buildings, circumstances and dependencies.

To be sold, at the parochial church door of St-Alphonse de Bagotville, on THURSDAY, the TWENTY-FOURTH day of the month of AUGUST, 1950, at TWO o'clock in the afternoon (Daylight Saving Time).

RENE DELISLE,

Sheriff's Office, Chicoutimi, July 18, 1950. 27960-29-o
[First insertion: July 22, 1950]

MONTREAL

Fieri Facias de Bonis et de Terris

C. S. District de Montréal

Montréal à savoir: { VINCENT BARRÉ de-
N° 279437 mandeur, vs ALBERT
LACAILLE, défendeur.

Un lopin de terre situé dans la paroisse de St-Bruno, renfermé dans les bornes suivantes: joignant du côté Nord-Ouest au chemin ou route appelé montée du dépôt, du côté Sud-Ouest partie par un terrain appartenant à la Municipalité scolaire de St-Bruno, et partie par la propriété de M. Trefflé Piquette, au Sud-Ouest à partie du même lot appartenant à M. Arthur Dugré, et de l'autre côté, au Nord, à la propriété restant à M. Ferdinand Jetté, et étant une partie non subdivisée de l'immeuble connu et désigné sous le numéro trois cent cinquante et un (351) des plan et livre de renvoi officiels de ladite paroisse de St-Bruno, ledit terrain ayant une largeur de cent cinquante-cinq pieds sur le chemin dit La Montée du Dépôt, sur toute la profondeur qui est comprise dans les bornes ci-dessus décrites. Le toute, mesure anglaise, et avec bâtisses y érigées.

Pour être vendu à la porte de l'église paroissiale de la paroisse de St-Bruno de Montarville, le VINGT-QUATRE AOUT prochain, à ONZE heures du matin.

Le Shérif,

CAISSE & HURTEAU.

Bureau du Shérif, Montréal, le 15 juillet 1950. 27951-29-2-o
[Première insertion: 22 juillet 1950]

MONTREAL

Fieri Facias de Bonis et de Terris

S. C. District of Montreal

Montreal, to wit: { VINCENT BARRÉ
No. 279437 plaintiff; vs ALBERT
LACAILLE, defendant.

A parcel of land situate in the parish of St-Bruno, enclosed within the following boundaries: adjoining on the northwest side the road or highway called "Montée du Dépôt", on the southwest side partly by the land belonging to the school municipality of St-Bruno, and partly by the property of Mr. Trefflé Piquette, on the southwest by a part of the same lot belonging to Mr. Arthur Dugré, and on the other side, to the north, by the property remaining to Mr. Ferdinand Jetté, and being an unsubdivided part of the immovable known and designated under number three hundred and fifty-one (351) on the official plan and in the book or reference for the said parish of St-Bruno, the said lot of land having a width of one hundred and fifty-five feet on the road called "Montée du Dépôt", by all the depth comprised within the above described boundaries. The whole English measure, with buildings thereon erected.

To be sold at the parochial church door of the parish of St-Bruno de Montarville, on the TWENTY-FOURTH day of AUGUST next, at ELEVEN o'clock in the forenoon.

CAISSE & HURTEAU,

Sheriff's Office, Montreal, July 15, 1950. 27951-29-2
[First insertion: July 22, 1950]

Fieri Facias de Bonis et de Terris
C. S. District de Montréal

Montréal, à savoir: { JOSEPH FAUBERT, de-
N° 276359 mandeur, vs JEAN
SERGE PARTHENAIS, défendeur.

Un lot de terre ayant front sur le Boulevard Lévesque, en la paroisse de St-François de Sales connu et désigné au cadastre de la paroisse de St-François de Sales comme étant le lot deux (2) de la subdivision du lot numéro quatorze (14) avec toutes constructions y dessus construites.

Pour être vendu à la porte de l'église paroissiale de la paroisse de St-François de Sales, le VINGT-QUATRE AOUT prochain, à ONZE heures du matin.

Le Shérif,
Bureau du Shérif, CAISSE & HURTEAU.
Montréal, 15 juillet 1950 27952-29-2-o
[Première insertion: 22 juillet 1950]

Fieri Facias de Bonis et de Terris
S. C. District of Montreal

Montreal, to wit: { JOSEPH FAUBERT,
No. 276359 plaintiff; vs JEAN SER-
GE PARTHENAIS, defendant.

A lot of land fronting on Boulevard Lévesque, in the parish of St-François de Sales, known and designated on the cadastre for the parish of St-François de Sales as being lot two (2) of the subdivision of lot number fourteen (14)—with all the buildings thereon erected.

To be sold, at the parochial church door of the parish of St-François de Sales, on the TWENTY-FOURTH day of AUGUST next, at ELEVEN o'clock in the forenoon.

CAISSE & HURTEAU,
Sheriff's Office, Sheriff.
Montreal, July 15, 1950. 27952-29-2
[First insertion: July 22, 1950]

Fieri Facias de Bonis et de Terris
Cour Supérieure — District de Montréal

Montréal, à savoir: { BANQUE CANADIEN-
N° 279907 NE NATIONALE, de-
manderesse; vs LÉO-PAUL DESROSIERS,
défendeur.

Un emplacement situé à l'angle sud-est de l'avenue Bernard et de la rue St-Urbain, en la cité de Montréal, connu et désigné sous le numéro un de la résubdivision du lot numéro cinq cent vingt-quatre de la subdivision du lot numéro onze (11-524-1) aux plan et livre de renvoi officiels du village de la Côte St-Louis, mesurant 34 pieds de largeur en front sur l'avenue Bernard, et en arrière par une profondeur de 47 pieds, mesure anglaise et plus ou moins, avec une maison portant les numéros civiques 94 avenue Bernard ouest et 5745 rue St-Urbain, dont le mur nord-est est mitoyen et dépendances y érigées. Tel que le tout se trouve présentement avec toutes circonstances et dépendances et les servitudes actives et passives y attachées.

Pour être vendu, à mon bureau, en la cité de Montréal, le QUATORZIEME jour de SEPTEMBRE prochain, à ONZE heures du matin.

Le Shérif,
Bureau du Shérif, CAISSE & HURTEAU.
Montréal, 8 août 1950. 28097-32-2-o
[Première insertion: 12 août 1950]

Fieri Facias de Bonis et de Terris
Superior Court — District of Montreal

Montreal, to wit: { BANQUE CANADIENNE
No. 279907. { plaintiff; vs LÉO PAUL
DESROSIERS, defendant.

An emplacement situate at the southeast corner of Bernard avenue and St-Urbain street, in the city of Montreal, known and designated under number one of the resubdivision of lot number five hundred and twenty-four of the subdivision of lot number eleven (11-524-1) on the official plan and in the book of reference for the Village of Côte St-Louis, measuring 34 feet in width in front on Bernard avenue, and in rear by a depth of 47 feet, English measure and more or less, with a house bearing civic numbers 94 Bernard avenue West and 5745 St-Urbain street, whereof the northeast wall in mitoyen and with the dependencies thereon erected. As the whole presently subsists with all the circumstances and dependencies and the active and passive servitudes attached thereto.

To be sold, at my office, in the city of Montreal, on the FOURTEENTH day of SEPTEMBER next, at ELEVEN o'clock in the forenoon.

CAISSE & HURTEAU,
Sheriff's Office, Sheriff.
Montreal, August 8, 1950. 28097-32-2
[First insertion: August 12, 1950]

QUÉBEC

Fieri Facias
Cour de Magistrat

Québec, à savoir: { JOSEPH LAROCHELLE,
N° 129-256. { menuisier, domicilié à 1641,
chemin Gomin, Sillery, P.Q.,

contre LAURENTIDE HOUSING INC., corporation légalement constituée ayant son siège social en la Cité de Québec, défendeur, et GEORGES CARON, domicilié à 468, 3ème Avenue, Limoilou, Québec, et AURELE LECLERC, en sa qualité de registraire pour le district de Québec, mis en cause, saisi comme appartenant à la défenderesse et au mis en cause, à savoir:

La subdivision N° 444 (quatre cent quarante-quatre) du lot N° 47 (quarante-sept) du cadastre officiel pour la paroisse de St-Colomb de Sillery, comté de Québec, étant un emplacement situé sur la rue Boisjoli, maintenant en la paroisse St-Charles Garnier, avec les bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances.

Pour être vendu au bureau d'enregistrement, au palais de justice, à Québec, le QUINZIEME

QUÉBEC

Fieri Facias
Magistrate's Court

Quebec, to wit: { JOSEPH LAROCHELLE,
No. 129-256. { joiner, domiciled at 1641,
Gomin Road, Sillery, P.Q.;

against LAURENTIDE HOUSING INC., a duly incorporated body, having its head office in the City of Quebec, defendant; and GEORGES CARON, domiciled at 468 3rd Avenue, Limoilou, Quebec; and AURELE LECLERC, in his quality of registrar for the district of Quebec, mis en cause; seized as belonging to the defendant and to the mis en cause, to wit:

Subdivision No. 444 (four hundred and forty-four) of lot No. 47 (forty-seven) on the official cadastre for the parish of St. Colomb de Sillery, county of Quebec, being an emplacement situate on Boisjoli street, now in the parish of St-Charles Garnier — with the buildings thereon erected, circumstances and dependencies.

To be sold at the Registry Office, in the Court House, at Quebec, on the FIFTEENTH day of

jour de SEPTEMBRE prochain, à DIX heures du matin.

Le Député Shérif,
Bureau du Shérif, JOS. ALBERT DELAGE.
Québec, 8 août 1950. 28098-32-2
[Première insertion: 12 août 1950
Seconde insertion: 26 août 1950]

Fieri Facias

Québec, à savoir: { LÉONIDAS GARIÉPY
N° 59-320 } marchand général, domicilié à 235, avenue Royale, l'Ange-Gardien, comté de Montmorency, P. Q., contre LUCIEN SHEEHY, cultivateur, domicilié à 78, avenue Royale, Château-Richer, comté de Montmorency, P. Q., à savoir:

Le lot N° 338 (trois cent trente-huit) du cadastre officiel pour la paroisse de Château-Richer, comté de Montmorency, étant un lot de terre situé sur l'avenue Royale, avec les bâtiments dessus construites, circonstances et dépendances. A distraire les emplacements de Joseph Leclerc et de Jean-Louis Cloutier et tout le terrain situé au sud de la nouvelle route Québec-Ste-Anne.

Pour être vendu à la porte de l'église paroissiale de Château-Richer, comté de Montmorency le PREMIER jour de SEPTEMBRE prochain, à DIX heures du matin.

Le Shérif,
Bureau du Shérif, AIMÉ DION.
Québec, 25 juillet 1950. 27990-30-2-0
[Première insertion: 29 juillet 1950]
[Seconde insertion: 12 août 1950]

ROBERVAL

Fieri Facias de Terris

Canada, Province de Québec, District de Roberval
N° 13289 { L. P. SENNEVILLE, de St-Félicien, demandeur; vs AIMÉ BERNIER, actuellement de Mistassini, défendeur.

Avis public est par les présentes donné que les terres et héritages sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieu respectifs, tel que mentionné plus bas.

Un emplacement faisant partie du lot numéro cinq-B-(5-B) du rang dix (10), Canton Dolbeau, mesurant cinquante (50) pieds de front par la profondeur s'étendant de la route Régionale jusqu'à la rivière Mistassini, borné en front à l'Ouest à la route Régionale, au Nord au terrain de Jos. Guay; à la profondeur à l'Est, à la rivière Mistassini; et au Sud au terrain de Roméo Tremblay, le tout avec bâtiments dessus construites, appartenances et dépendances.

Pour être vendu à la porte de l'église paroissiale de la ville de Mistassini, comté de Roberval, Province de Québec, le VINGT-DEUXIÈME jour (22) d'AOUT mil neuf cent cinquante (1950), à ONZE (11) heures de l'avant-midi.

Le Shérif,
Bureau du Shérif, ANTOINE TREMBLAY.
Palais de Justice,
District de Roberval,
ce 18 juillet 1950. 27961-29-2-0
[Première insertion: 22 juillet 1950]

SAINT-FRANÇOIS

Fi Fa de Bonis et de Terris District de St-François

Sherbrooke, { A LYRE FORTIER, cultivateur, de Ste-Marguerite, canton de Lingwick, dis-
Cour Supérieure, No 8198

SEPTEMBER next, at TEN o'clock in the forenoon.

JOS. ALBERT DELAGE,
Sheriff's Office, Deputy Sheriff.
Quebec, August 8, 1950. 28098-32-2
[First insertion: August 12, 1950]
[Second insertion: August 26, 1950]

Fieri Facias

Québec, to wit: { LÉONIDAS GARIÉPY, general merchant, domiciled at 235 avenue Royale, l'Ange Gardien, county of Montmorency, P.Q.; against LUCIEN SHEEHY farmer, domiciled at 78 avenue Royale Château-Richer, county of Montmorency, P.Q., to wit:

Lot No. 338 (three hundred and thirty-eight) of the official cadastre for the parish of Château-Richer, county of Montmorency, being a lot of land situate on avenue Royale, with the buildings thereon erected, circumstances and dependencies. To be deducted the emplacements of Joseph Leclerc and Jean-Louis Cloutier and all the land situate south of the new Québec-Ste-Anne highway.

To be sold at the parochial church door of Château-Richer, county of Montmorency, on the FIRST day of SEPTEMBER next, at TEN o'clock in the forenoon.

AIMÉ DION,
Sheriff's Office, Sheriff.
Quebec, July 25, 1950. 27990-30-2-0
[First insertion: July 29, 1950]
[Second insertion: August 12, 1950]

ROBERVAL

Fieri Facias de Terris

Canada, Province of Quebec, District of Roberval
No. 13289 { L. P. SENNEVILLE, of St-Félicien, plaintiff; vs AIMÉ BERNIER, actually of Mistassini, defendant.

Public notice is hereby given that the lands and hereditaments below mentioned were seized and will be sold at the respective time and place, as mentioned below.

An emplacement forming part of lot number five-B (5-B) of range ten (10), Township Dolbeau, measuring fifty (50) feet in front by the depth extending from the Regional Highway to the Mistassini river; bounded in front to the west by the Regional Highway, to the north by the land of Jos. Guay; at the depth to the east, by the Mistassini river; and to the south by the land of Roméo Tremblay, the whole with buildings thereon erected, appurtenances and dependencies.

To be sold at the parochial church door of the Town of Mistassini, county of Roberval, Province of Quebec, on the TWENTY-SECOND day (22nd) of AUGUST, one thousand nine hundred and fifty (1950), at ELEVEN o'clock in the forenoon.

ANTOINE TREMBLAY,
Sheriff's Office, Sheriff.
Court House,
District of Roberval,
July 18, 1950. 27961-29-2
[First insertion: July 22, 1950]

SAINT-FRANCIS

Fi. Fa. de Bonis et de Terris District of St. Francis,

Sherbrooke, { A LYRE FORTIER, farmer, of Ste-Marguerite, township of Lingwick, dis-
Superior Court, No. 8198

trict de St-François, demandeur, vs ANATOLE CARIGNAN, curateur public, des cité et district de Montréal, en sa qualité et agissant comme curateur d'office à Alphida Fortier, domicilié à Ste-Marguerite, canton de Lingwick, district de St-François, et actuellement interné à l'hôpital St-Michel Archange, à Québec, défendeur es-qualité.

Saisis entre les mains du défendeur es-qualité:

"Les lots dix-neuf A et dix-neuf B (19-A et 19-B) du rang G, canton de Lingwick, avec bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances."

Pour être vendus à la porte de l'église paroissiale de Ste-Marguerite de Lingwick, MERCREDI, le VINGT-TROIS AOÛT 1950, à ONZE heures a.m. (heure avancée).

Le Shérif,
Bureau du Shérif, JOS. LABRECQUE.
Sherbrooke, ce 17 juillet 1950. 27954-29-2-o
[Première insertion: 22 juillet 1950]

Fieri Facias de Bonis et de Terris
Cour Supérieure — District de St-François
Sherbrooke, { ADELARD CAMIRÉ, jour-
N° 7300. { nalist, de Danville, district
de St-François, demandeur; vs ADELARD
PARENTEAU, du canton de Shipton, district
de St-François, défendeur.

Saisis comme appartenant au dit défendeur:

"Une terre faisant partie du lot N° seize du cinquième rang de Shipton, ayant cent trente acres de superficie, plus ou moins, maintenant connue sous le N° seize "A" (16A) du cinquième rang de Shipton, avec les bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances; mais avec la réserve en faveur de L. Gordon ou ses représentants, du droit de mine et le droit de passage pour aller aux travaux de mine mais sans faire de dommages en aucune sorte aux travaux que la Danville Water, Light & Power Co. Ltd., pourra faire sur ladite propriété. Aussi réserve en faveur de The Danville Water, Light & Power Co. Ltd du cours du ruisseau et une lisière de terrain d'un demi arpent de largeur de chaque côté du ruisseau, depuis la ligne de Saffin et Yale jusqu'à un arpent en bas de la batisse des pompes, avec droit de passage gratuit, à pieds ou en voiture pour communiquer avec le terrain réservé et le système d'Aqueduc, et aussi le droit de travailler à l'Aqueduc."

Pour être vendus à la porte de l'église paroissiale de Ste-Anne, Danville, le TREIZE SEPTEMBRE 1950, à DIX heures a. m. (heure avancée).

Le Shérif,
Bureau du Shérif, JOS. LABRECQUE.
Sherbrooke, ce 8 août 1950. 28099-32-2-o
Première insertion: le 12 août 1950]

TÉMISCAMINGUE

Fieri Facias de Terris
Cour de magistrat

N° 5194. { JOSEPH R. LAPORTE, marchand
de Ville-Marie dans le district de
Témiscamingue, demandeur vs OMER
BÉDARD cultivateur et journalier de Nédélec,
dans le district de Témiscamingue, défendeur.

"Le lot de terre connu et désigné aux plan et livre de renvoi officiels du Cadastre, pour le canton Nédélec, comme étant le lot vingt-huit, rang huit, canton Nédélec, (28 rang 8, canton Nédélec), dans le district de Témiscamingue, le

trict of St. Francis, plaintiff, vs ANATOLE CARIGNAN, public curator, of the city and district of Montreal, in his quality and acting as curator of office to Alphida Fortier, domiciled at Ste-Marguerite, township of Lingwick, district of St. Francis, and actually interned at the Hôpital St-Michel Archange, at Quebec, defendant es-qualité.

Seized in the hands of the defendant es-qualité:

Lots Nineteen A and Nineteen B (19-A and 19B) of range G, township of Lingwick, with buildings thereon erected, circumstances and dependencies."

To be sold at the door of the parochial church of Ste-Marguerite de Lingwick WEDNESDAY, the TWENTY-THIRD of AUGUST 1950, at ELEVEN in the forenoon. (Daylight saving time).

JOS. LABRECQUE,
Sheriff's Office, Sheriff.
Sherbrooke, this 17th of July 1950. 27954-29-2-o
[First insertion: July 22, 1950]

Fieri Facias de Bonis et de Terris
Superior Court — District of St. Francis
Sherbrooke, { ADELARD CAMIRÉ, laborer
No. 7300. { of Danville, district of St.
Francis, plaintiff; vs ADELARD PAREN-
TEAU, of the township of Shipton, district of
St. Francis, defendant.

Seized as belonging to the defendant:

"A farm property being part of lot No. sixteen of the fifth range of Shipton, having one hundred and thirty acres in superficies, more or less, now known under number sixteen "A" (16A) of the fifth range of Shipton, with the buildings thereon erected, circumstances and dependencies; but with the reservation in favour of L. Gordon or his representatives, of the mine rights and the right of way to go to the mine operations but without causing damages of any kind to the works that The Danville Water, Light & Power Co. Ltd., could do on the said property. Also reservation in favour of The Danville Water, Light & Power Co. Ltd. of the flow of the brook and a strip of land of half an arpent in width on each side of the brook from the line of Saffin and Yale to one arpent below the pump house, with right of way free, on foot or driving to communicate with the reserved piece of ground and the waterworks and also the right to work on the aqueduct."

To be sold at the door of the parochial church of Ste-Anne, Danville, on the THIRTEENTH of SEPTEMBER 1950, at TEN in the forenoon, (daylight saving time).

JOS. LABRECQUE,
Sheriff's Office, Sheriff.
Sherbrooke, 8 of August 1950. 28099-32-2-o
(First insertion: August 12, 1950]

TEMISCAMINGUE

Fieri Facias de Terris
Magistrate's Court

N° 5194. { JOSEPH R. LAPORTE, merchant
of Ville-Marie in the district of
Témiscamingue, plaintiff; vs OMER
BÉDARD, farmer and laborer, of Nédélec, in
the district of Témiscamingue, defendant.

The lot of land known and designated on the official cadastral plan and in the book of reference for the Township Nédélec, as being lot twenty-eight, range eight, Township Nédélec (28, range 8, township Nédélec), in the district of

dit lot contenant environ 119 acres en superficie avec les bâtisses dessus construites, appartenances et dépendances.

Pour être vendu à la porte de l'église St-Louis de Nédélec, le JEUDI le VINGT-QUATRIÈME jour du mois d'AOUT 1950 à 10 heures de l'avant-midi (heure solaire).

Bureau du Shérif, Ville-Marie 17-7-50.
[Première insertion: 22 juillet 1950]

Le Shérif,
JULES GRENIER.

27955-29-2-0

Temiscamingue, the said lot containing about 119 acres in superficial area — with the building thereon erected, appurtenances and dependent ones.

To be sold, at the church door of St-Louis de Nédélec, on THURSDAY, the TWENTY-FOURTH day of the month of AUGUST, 1950, at TEN o'clock in the forenoon (Standard Time).

Sheriff's Office, Ville-Marie, July 17, 1950.
[First insertion; July 22, 1950]

JULES GRENIER,

Sheriff.
27955-29-2

TROIS-RIVIÈRES

Fieri Facias de Bonis et de Terris
Canada, Province de Québec
Cour Supérieure

District de Trois-Rivières, { MURRAY WARREN, Advocate, domiciled at No. 69, No. 9846, { 4e rue, Shawinigan-Falls, District de Trois-Rivières, demandeur, Lequel a cédé et transporté au Dr. Louis-Philippe Lacoursière, chirurgien-dentiste domicilié à Shawinigan Sud, du jugement ci-dessous mentionné, vendu au bénéfice du dit demandeur Murray Warren et agissant en son nom personnel aux lieux et place de ce dernier, Cessionnaire, vs Dame GEORGIANNA MORIN, veuve de feu Wilfrid Laplante en son vivant contre-maître, domicilié à Shawinigan-Falls, ladite Dame Morin, domiciliée à Almatville-en-Bas, défenderesse.

Comme appartenant à ladite défenderesse, savoir:

Les trente-quatre-trente-sixièmes indivis d'un emplacement situé en la Cité de Shawinigan-Falls, sur le Boulevard Royal, connu et désigné sous le numéro trois cent quatre-vingt-six de la subdivision du lot originaire numéro six cent vingt-quatre (624-386), aux plans et livre de renvoi officiels du cadastre d'enregistrement du Comté de St-Maurice, pour la paroisse de Ste-Flore, avec une maison à deux (2) logements et autres bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances.

Pour être vendu à la porte de l'église de la paroisse du Christ-Roi, en la cité de Shawinigan-Falls, le VINGT-DEUXIÈME jour d'AOUT, mil neuf cent cinquante, à DIX heures du matin.

Bureau du Shérif, Trois-Rivières, le 18 juillet, 1950
[Première insertion: 22 juillet 1950]

Le Shérif,
L. P. MERCIER.

27962-29-2-0

TROIS-RIVIÈRES

Fieri Facias de Bonis et de Terris
Canada, Province de Québec
Superior Court

District of Trois-Rivières, { MURRAY WARREN, advocate, domiciled at No. 69, No. 9846, { 4th street, Shawinigan-Falls, district of Trois-Rivières, plaintiff; The said plaintiff has ceded and conveyed to Dr. Louis-Philippe Lacoursière, dental surgeon, domiciled at Shawinigan South, pursuant to the judgment hereinbelow mentioned, sold for the benefit of the said plaintiff Murray Warren and acting in his personal name in the place and stead of the latter, Assignee; vs DAME GEORGIANNA MORIN, widow of the late Wilfrid Laplante in his lifetime a foreman, domiciled at Shawinigan-Falls, the said Dame Morin, domiciled at Almatville-en-Bas, defendant.

As belonging to the said defendant, to wit:

The undivided thirty-four-thirty-sixths of an emplacement situate in the City of Shawinigan-Falls, on Boulevard Royal, known and designated as number three hundred and eighty six of the subdivision of original lot number six hundred and twenty-four (624-386), on the official cadastral plan and in the book of reference for the County of St-Maurice, for the parish of Ste-Flore — with a two (2) dwelling house and other buildings thereon erected, circumstances and dependencies.

To be sold, at the church door of the parish of Christ-Roi, in the City of Shawinigan-Falls, on the TWENTY-SECOND, day of AUGUST, one thousand nine hundred and fifty, at TEN o'clock in the forenoon.

Sheriff's Office, Trois-Rivières, July 18, 1950.
[First insertion: July 22, 1950]

L. P. MERCIER,

Sheriff.
27962-29-2

Index de la Gazette officielle de Québec, N° 32

ACTION EN SÉPARATION DE BIENS:

Robert vs Decelles. 2030

ARRÊTÉS EN CONSEIL:

877, section "A" — Employés de boulangeries et pâtisseries dans la ville de Drummondville et le comté de Drummond. 2031
878 — Industrie du verre dans les cités de Québec, Lévis et al. 2031

AVIS AUX INTÉRESSÉS:

2015 NOTICE TO INTERESTED PARTIES: 2015

Index of the Quebec Official Gazette, No. 32

ACTION FOR SEPARATION AS TO PROPERTY:

Robert vs Decelles. 2030

ORDERS IN COUNCIL:

877, part "A" — Bakery and pastry-shop employees in the town of Drummondville and the county of Drummond. 2031
878 — Glass processing industry in the cities of Quebec, Lévis et al. 2031

RÉCEPTION DES ANNONCES:

AVIS DIVERS:

Alfa Investments Limited (Distribution de l'actif).....	2036
Association des Employés de Society Brand (Society Brand Employees' Association) (Formation).....	2038
Centre Coopératif d'Amqui (Fondation).....	2037
La Caisse Populaire de Saint-Esprit de Valleyfield (Fondation).....	2037
L'Avenir du Québec (Fondation).....	2036
Les Religieuses Hospitalières de Saint-Joseph de l'Hôtel-Dieu de Saint-Jérôme (Règlement).....	2036
Pylon Construction Ltd. (Directeurs).....	2037
Revac Credit Union (Fondation).....	2037
Round Top Credit Union (Fondation).....	2036
Syndicat Coopératif d'Aqueduc, canaux d'égoût, système d'incendie de St-Thomas Didyme (Fondation).....	2036
Syndicat National des Travailleurs de la Pulpe et du Papier de Bromptonville Inc. (Formation).....	2037
The Maroon Club Inc. (Directeurs).....	2035

CHARTES — ABANDON DÉ:

Canadian and Foreign Investments Limited.....	2038
Costume Régional, Inc.— Regional Costume, Inc.	2038
Jul-Mac Fashions Inc.	2038
Laboratoire Industriel de Luceville Ltée — Luceville Industrial Laboratory Ltd.	2039
Manico Mining Company Limited.....	2038

COMPAGNIE DISSOUTE:

Limoilou Land Company Limited.	2039
-------------------------------------	------

DÉPARTEMENTS — AVIS DES:

AMAIRES MUNICIPALES:

St-Dominique, munic. de	2039
-------------------------------	------

MINES:

Avis de révocation de droits de mine ..	2039
---	------

TERRES ET FORÊTS:

Service du Cadastre:	
Grantham, canton de	2040
Longueuil, village de	2041
Salaberry-de-Valleyfield, ville de.	2040
Ste-Flore, paroisse de	2040

TRAVAIL:

Comité paritaire de l'industrie de l'imprimerie de Montréal et du district (Prélèvement).....	2041
---	------

TRÉSOR:

Assurances:

La Compagnie d'assurance mutuelle contre le feu de la paroisse de Ste-Marie-de-Beauce.	2043
La Compagnie d'assurance mutuelle contre le feu de la paroisse de St-Etienne-de-Beaumont	2043
Norrland Insurance Company Limited.	2043

2015 RECEIPT OF ADVERTISING COPIES:

2015

MISCELLANEOUS NOTICES:

Alfa Investments Limited (Distribution of the assets).....	2036
Association des Employés de Society Brand (Society Brand Employees' Association) (Formation).....	2038
Centre Coopératif d'Amqui (Fondation).....	2037
La Caisse Populaire de Saint-Esprit de Valleyfield (Fondation).....	2037
L'Avenir du Québec (Fondation)....	2036
Les Religieuses Hospitalières de Saint-Joseph de l'Hôtel-Dieu de Saint-Jérôme (By-Law).....	2036
Pylon Construction Ltd. (Directors)...	2037
Revac Credit Union (Fondation).....	2037
Round Top Credit Union (Fondation).....	2036
Syndicat Coopératif d'Aqueduc, canaux d'égoût, système d'incendie de St-Thomas didyme (Fondation).....	2036
Syndicat National des Travailleurs de la Pulpe et du Papier de Bromptonville Inc. (Formation).....	2037
The Maroon Club Inc. (Directeurs).....	2035

CHARTERS — SURRENDER OF:

Canadian and Foreign Investments Limited.....	2038
Costume Régional, Inc.— Regional Costume, Inc.	2038
Jul-Mac Fashions Inc.	2038
Laboratoire Industriel de Luceville Ltée — Luceville Industrial Laboratory Ltd.	2039
Manico Mining Company Limited.....	2038

COMPANY DISSOLVED:

Limoilou Land Company Limited.	2039
-------------------------------------	------

DEPARTMENTAL NOTICES:

MUNICIPAL AFFAIRS:

St-Dominique, munic. of.	2039
-------------------------------	------

MINES:

Notice of cancellation of mining rights..	2039
---	------

LANDS AND FOREST:

Cadastral Branch:	
Grantham, township of.	2040
Longueuil, village of.....	2041
Salaberry-de-Valleyfield, town of.	2040
Ste-Flore, parish of.....	2040

LABOUR:

Printing Industry Parity Committee for Montreal and District (Levy)....	2041
---	------

TREASURY:

Insurance:

La Compagnie d'assurance mutuelle contre le feu de la paroisse de Ste-Marie-de-Beauce.	2043
La Compagnie d'assurance mutuelle contre le feu de la paroisse de St-Etienne-de-Beaumont	2043
Norrland Insurance Company Limited.	2043

EXAMEN DES AGRONOMES:

Candidats à l'étude de l'agronomie.... 2044

EXAMEN DU BARREAU:

Bas St-Laurent: étude du droit 2045

LETTRES PATENTES:

Academy Realty Corporation..... 2016
 Acme Mold & Die Limited..... 2017
 Acton Vale Drive Yourself Inc.. 2017
 Avenue Sportwear Ltd.. 2017
 Best Chamois Limited..... 2018
 Bolton, Tremblay & Company — Bolton, Tremblay & Compagnie..... 2018
 Brooklyn Delicacies Inc.. 2018
 Clerk Windows Limited..... 2019
 Côté Boivin Auto (Jonquière) Ltée... 2019
 Foyers Chantal Homes Inc. 2019
 G. B. Ciot Cie Ltée..... 2020
 Grawmont Mines Limited..... 2020
 James Robertson Ltd.. 2020
 Jos. Simard & Frères Inc.. 2021
 La Cie de Navigation de Cap Chat et Havre St-Pierre Limitée..... 2021
 La Cie Martel, Limitée..... 2021
 La Société de l'Exposition de la Mauricie..... 2022
 La Société des Pères de Saint-Paul.... 2025
 Le Rendez-Vous du Consommateur Incorporé..... 2022
 Les Immeubles Desruisseaux Inc..... 2022
 Maintenance & Management Co. Ltd.. 2023
 Meadow Sweet Products Ltd.. 2023
 Megantic Furniture Company Limited. 2023
 Parade des Journaux Ltée — Newspapers Parade Ltd..... 2024
 Radio-Cité Inc.. 2024
 Redfern Holdings Ltd..... 2024

LIQUIDATION, AVIS DE:

La Caisse Populaire de Notre-Dame-du-Lac..... 2045
 La Gatineau (Coopérative de Consommation)..... 2045

PROCLAMATION:

Concernant l'érection de la municipalité de La Nativité de Laprairie..... 2045

SIÈGES SOCIAUX:

Bolton, Tremblay & Company — Bolton, Tremblay & Compagnie..... 2048
 J. E. Rouillard Limitée..... 2048
 Jos Camarda Inc.. 2047
 Radio-Cité Inc.. 2048

SOUMISSIONS:

Beauharnois, cité de..... 2051
 L'Épiphanie, village de..... 2049
 Magog, Bureau des Commissaires des Écoles Catholiques de la cité de..... 2048
 Ste-Marguerite-du-Lac-Masson, paroisse de..... 2050

VENTE, LOI DE FAILLITE:

Cardinal, Lucien..... 2025

VENTES POUR TAXES:

Hull, cité de..... 2027
 Longueuil, cité de..... 2025

AGRONOMISTS EXAMINATION:

Candidates to the study of agronomist. 2044

BAR EXAMINATION:

Lower St. Lawrence: study of law..... 2045

LETTERS PATENT:

Academy Realty Corporation..... 2016
 Acme Mold & Die Limited..... 2017
 Acton Vale Drive Yourself Inc.. 2017
 Avenue Sportwear Ltd.. 2017
 Best Chamois Limited..... 2018
 Bolton, Tremblay & Company — Bolton, Tremblay & Compagnie..... 2018
 Brooklyn Delicacies Inc.. 2018
 Clerk Windows Limited..... 2019
 Côté Boivin Auto (Jonquière) Ltée... 2019
 Foyers Chantal Homes Inc. 2019
 G. B. Ciot Cie Ltée..... 2020
 Grawmont Mines Limited..... 2020
 James Robertson Ltd.. 2020
 Jos. Simard & Frère Inc. 2021
 La Cie de Navigation de Cap Chat et Havre St-Pierre Limitée..... 2021
 La Cie Martel, Limitée..... 2021
 La Société de l'Exposition de la Mauricie..... 2022
 La Société des Pères de Saint-Paul.... 2025
 Le Rendez-Vous du Consommateur Incorporé..... 2022
 Les Immeubles Desruisseaux Inc..... 2022
 Maintenance & Management Co. Ltd.. 2023
 Meadow Sweet Products Ltd.. 2023
 Megantic Furniture Company Limited. 2023
 Parade des Journaux Ltée — Newspapers Parade Ltd..... 2024
 Radio-Cité Inc.. 2024
 Redfern Holdings Ltd..... 2024

WINDING UP NOTICES:

La Caisse Populaire de Notre-Dame-du-Lac..... 2045
 La Gatineau (Coopérative de Consommation)..... 2045

PROCLAMATION:

Concerning the erection of the municipality of La Nativité de Laprairie... 2045

HEAD OFFICES:

Bolton, Tremblay & Company — Bolton, Tremblay & Compagnie..... 2048
 J. E. Rouillard Limitée..... 2048
 Jos Camarda Inc.. 2047
 Radio-Cité Inc.. 2048

TENDERS:

Beauharnois, city of..... 2051
 L'Épiphanie, village of..... 2049
 Magog, Board of Catholic School Commissioners of the City of..... 2048
 Ste-Marguerite-du-Lac-Masson, parish of..... 2050

SALE, BANKRUPTCY ACT:

Cardinal, Lucien..... 2025

SALES FOR TAXES:

Hull, city of..... 2027
 Longueuil, city of..... 2025

VENTES PAR SHÉRIFS:

SHERIFFS' SALES:

ABITIBI:

Cossette & Fils Inc. vs Tremblay.....	2053
Koulomzine <i>et al</i> vs Metalore Mining Corporation Ltd.	2052

ABITIBI:

Cossette & Fils Inc. vs Tremblay.....	2053
Koulomzine <i>et al</i> vs Metalore Mining Corporation Ltd.	2052

ARTHABASKA:

Houle vs Chauvette.	2054
--------------------------	------

ARTHABASKA:

Houle vs Chauvette.	2054
--------------------------	------

BEAUCE:

Landry vs Quirion	2054
-------------------------	------

BEAUCE:

Landry vs Quirion	2054
-------------------------	------

BEDFORD:

La Caisse Populaire de Granby vs Deslandes.	2055
Lecavalier vs Grennan <i>et al</i>	2055

BEDFORD:

La Caisse Populaire de Granby vs Deslandes.	2055
Lecavalier vs Grennan <i>et al</i>	2055

CHICOUTIMI:

Gagnon <i>et al</i> vs Tremblay.	2056
---------------------------------------	------

CHICOUTIMI:

Gagnon <i>et al</i> vs Tremblay.	2056
---------------------------------------	------

MONTREAL:

Banque Canadienne Nationale vs Desrosiers.	2057
Barré vs Lacaille.	2056
Faubert vs Parthenais.	2057

MONTREAL:

Banque Canadienne Nationale vs Desrosiers.	2057
Barré vs Lacaille.	2056
Faubert vs Parthenais.	2057

QUÉBEC:

Gariépy vs Sheehy.	2058
Larochelle vs Laurentide Housing Inc..	2057

QUÉBEC:

Gariépy vs Sheehy.	2058
Larochelle vs Laurentide Housing Inc..	2057

ROBERVAL:

Senneville vs Bernier.	2058
-----------------------------	------

ROBERVAL:

Senneville vs Bernier.	2058
-----------------------------	------

SAINT-FRANÇOIS:

Camiré vs Parenteau.	2059
Fortier vs Carignan	2058

SAINT FRANCIS:

Camiré vs Parenteau.	2059
Fortier vs Carignan	2058

TÉMISCAMINGUE:

Laporte vs Bédard.	2059
-------------------------	------

TÉMISCAMINGUE:

Laporte vs Bédard.	2059
-------------------------	------

TROIS-RIVIÈRES:

Warren vs Morin	2060
-----------------------	------

TROIS-RIVIÈRES:

Warren vs Morin	2060
-----------------------	------

28106-o

28106-o

